

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE BARON MALOUET
SES IDÉES — SON ŒUVRE
1740-1814

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 13 mars 1907, à 2 heures 1/2.

PAR

Gaston RAPHANAUD

Ancien élève diplômé de l'École des Sciences politiques

Président : M. LESEUR, professeur.
Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. CHÉNON, professeur.} \\ \text{PERREAU, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS
LIBRAIRIE DES FACULTÉS
A. MICHALON
26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1907

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE BARON MALOUE

SES IDÉES — SON ŒUVRE

1740-1814

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 13 mars 1907, à 2 heures 1/2.

PAR

Gaston RAPHANAUD

Ancien élève diplômé de l'École des Sciences politiques



Président : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
PERREAU, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DOCUMENTS CONSULTÉS

MÉMOIRES DU BARON MALOUEY, publiés par son petit-fils
en 2 vol. ; deux éditions 1868 et 1874. *Paris* Plon.

COLLECTION DE MÉMOIRES ET CORRESPONDANCES OFFICIELLES
SUR L'ADMINISTRATION DES COLONIES, 6 volumes.
Paris, Baudouin, 1802 :

Les trois premiers volumes renferment la collection relative à la Guyane ; cette collection est divisée en cinq sections : 1° celle antérieure au départ de Malouet pour Cayenne ; 2° les comptes rendus de ses opérations pendant son séjour (1) ; 3° son voyage à Surinam ; 4° sa correspondance avec la Compagnie de la Guyane ; 5° les comptes rendus à son retour en France.

Le premier volume contient la première section et une partie de la deuxième ; le deuxième volume renferme

1. Cette deuxième section peut se diviser en deux parties : « L'objet de cette publication, écrit Malouet, étant de faire connaître la Guyane ancienne et nouvelle sous tous les rapports d'administration et d'établissement, celui qui dédaignant les détails ne veut que des résultats trouvera ce qui lui convient dans le compte rendu de mon administration, les procès-verbaux de l'assemblée coloniale, le récit de mon voyage à Surinam, les plans d'établissement proposés à la compagnie. » Coll. mém. et corr. off., I. 191.

la fin de cette deuxième section y compris les comptes rendus proprement dits de l'administration de Malouet pendant l'année 1777 et dans les premiers mois de 1778.

Le troisième volume renferme les sections 3, 4 et 5.

Dans le quatrième volume sont exposées ses vues générales sur les colonies et celles sur Saint-Domingue qu'il soumit en 1775 au Comité de législation.

Le cinquième est relatif à l'esclavage et contient les « opinions » de Malouet à l'Assemblée constituante.

Le sixième porte le titre de « supplément » à la collection de mémoires et correspondances officielles ; il traite de toutes sortes de matières.

Le cinquième volume avait paru précédemment en trois recueils de date et de titres différents :

1. MÉMOIRE SUR L'ESCLAVAGE DES NÈGRES. *Neufchâtel*, 1788.
2. LES OPINIONS DE MALOUE, discours imprimés par ordre de l'Assemblée constituante, 1791.
3. EXAMEN de cette question : quel sera pour les colonies de l'Amérique le résultat de la Révolution française ? *Londres*, 1797.

MÉMOIRE SUR L'ADMINISTRATION DE LA MARINE, par M. Malouet, *Paris*, 1789.

ARCHIVES COLONIALES. Lois, ordonnances et décisions, 1814-1815, au *Ministère des colonies*.

RAPPORTS AU ROI : vol. 1814-1817, au *Ministère des colonies*, coll. 255.

BUREAU D'ADMINISTRATION DES COLONIES : vol. 1814-1816, au *Ministère des colonies*, coll. 256 (1).

1. Parmi les autres écrits de Malouet, nous citerons :
Les quatre parties du jour à la mer, poème composé sur

CORRESPONDANCE DES ADMINISTRATEURS DE LA GUYANE, au
Ministère des colonies. Tomes 40 à 63.

le vaisseau qui amenait l'auteur à Saint-Domingue, et inséré
dans les *Soirées provençales* de Béranger.

Lettres insérées dans les *Mélanges de philosophie* de Suard.

Articles dans les *Archives littéraires*.

Défense de Louis XVI.

*Considérations historiques sur l'empire de la mer chez les
anciens et les modernes.* Anvers, 1810.

AUTEURS CONSULTÉS

- LÉON DESCHAMPS. — Histoire de la question coloniale en France. *Paris*, 1891.
- PIGEONNEAU. — Histoire du commerce, t. II.
- VICOMTE D'AVENEL. — Richelieu et la monarchie absolue, t. III.
- PIERRE CLÉMENT. — Lettres, instructions et mémoires de Colbert.
- LÉON DESCHAMPS. — Les colonies pendant la Révolution. *Paris*, 1898.
- AULARD. — Orateurs de la Constituante. *Paris*, 1882.
- STAEL (M^{me} de). — Considérations sur la Révolution française.
- CHRISTIAN SCHÉFER. — La France moderne et le problème colonial ; les traditions et les idées nouvelles (1815-1830). *Paris*, Alcan, 1906.
- ESMEIN. — Gouverneur Morris. *Paris*, Hachette, 1906.
- TAINE. — L'ancien régime.
- A. SOREL. — L'Europe et la Révolution française.
- M. DUBOIS. — Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs.
- PAUL LEROY-BEAULIEU. — De la colonisation chez les peuples modernes.
- DISLÈRE. — Note sur l'organisation des colonies. *Paris*, 1888.

- Traité de législation coloniale. *Paris*, 1897, 2 vol.
- JULES DUVAL. — Les colonies et la politique coloniale de la France.
- CHAILLEY-BERT. — La politique coloniale de la France. *Paris*, 1896.
- A. RAMBAUD. — *La France coloniale*, article de M. Jules Leveillé.
- LEGENDRE. — L'épopée coloniale française, 1900.
- MARGRY. — Mémoires et documents pour servir à l'histoire des pays d'outre-mer (1879).
- FONCIN. — Essai sur le ministère Turgôt.
- DESSALLES. — Histoire générale des Antilles, 5 vol. *Paris*, 1847-1848.
- HILLIARD D'AUBERTHEUIL. — Monographie de Saint-Domingue, 1776-1777-1782, 2 vol.
- CHARLES MALO. — Histoire d'Haïti depuis sa découverte jusqu'en 1824, nouv. édit., *Paris*, 1824.
- LACROIX (BARON PAMPHILE DE). — Mémoire pour servir à l'histoire de la Révolution de Saint-Domingue, 2 vol., 2^e édit., *Paris*, 1820.
- GARRAN. — Rapport sur les troubles de Saint-Domingue. *Paris*, an V, an VII, 4 vol.
- VASTEY. — Notes à M. le baron Malouet en réfutation du quatrième volume de son ouvrage intitulé : *Collection de mémoires et correspondances officielles sur l'administration des Colonies*, Cap. Henry oct. 1814.
- FERDINAND DENIS. — La Guyane, *Paris*, 1823.
- RAMBOSSON. — Les colonies françaises : la Guyane.
- COUDREAU. — La France équinoxiale : Études sur les Guyanes et l'Amazonie. *Paris*, 1887, 2 vol.
- : Les richesses de la Guyane française. *Paris*, 1863.
- : Article Guyane dans la *Grande Encyclopédie*.
- FERNAND-HUE. — La Guyane française, 1892.
- BOUYIER. — Notes sur la Guyane française, 1819-1821.

- HUMBOLDT. — Voyage aux régions équinoxiales.
- METTEREAU. — Notice historique sur la Guyane.
- PRUDHOMME. — Voyage à la Guyane fait en 1789 et ss.
- RAMEL. — Journal de Ramel. *Londres*, 1799.
- THÉBAULT DE LA MONDERIE. — Voyage fait dans l'intérieur de l'Oyapock, 1819-1822.
- TERNAUX-COMPANS. — Notice historique sur la Guyane française. *Paris*, 1843.
- MAUREL (D^r). — Histoire de la Guyane française. *Paris*, 1889.
- DANGOISE ET POTTEREAU. — Notes, essais et études sur la Guyane et le développement de ses ressources. *Paris*, 1905.
- GUISAN. — Traité des terres noyées de la Guyane. *Cayenne*, 1788.
- LESCALIER. — Quatre mémoires sur la Guyane. *Paris*, 1785-1798.
- LOUBÈRE. — Situation économique de la Guyane française, *Paris*, 1874.
- NOUVION. — Extrait des auteurs qui ont écrit sur la Guyane, 1844.
- ITIER. — Notes statistiques sur la Guyane française.
- MOREAU DE JONNEY. — Essai sur la statistique de la Guyane française.
- Notice sur la Guyane faite à l'occasion de l'exposition de 1900.
- VIEL-CASTEL. — Histoire de la Restauration.
- HOUSSAYE. — 1815.

PERIODIQUES CONSULTÉS

REVUE DES DEUX MONDES : articles de M. Léon de Laver-
gne : *Mounier et Malouet*, 15 juin 1842, de
M. Jules Duval : *Études sur l'état actuel de la*
Guyane, 15 sept. 1861.

ANNALES DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES: Arti-
cle de M. Pigeonneau : *Études sur l'action colo-*
niale de Colbert, octobre 1886.

ANNALES DES SCIENCES POLITIQUES: Articles de M. Christian
Schéfer : *La politique coloniale de la première*
Restauration. Le dessein, 15 mai 1901. *L'exécu-*
tion, 15 mai 1902.

REVUE MARITIME ET COLONIALE, 1876.

BULLETIN DE GÉOGRAPHIE HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE, 1887,
1894, 1899.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'ACCLIMATATION, 1865.

Nous ne nous sommes pas moins inspiré de l'enseignement
de M. PAUL LESEUR, à la Faculté de droit de Paris et de
M. CHRISTIAN SCHÉFER à l'école des sciences politiques ;
nous souhaitons avoir largement profité de leurs conseils.
Ce nous est un agréable devoir de leur adresser ici l'ex-
pression de notre sincère gratitude.

Paris, ce 21 décembre 1906.

APERÇU HISTORIQUE DE LA QUESTION COLONIALE EN FRANCE

La France eut de bonne heure des traditions coloniales. Mais ces traditions ont profondément varié. Les entreprises lointaines demeurèrent pendant longtemps l'œuvre de l'initiative privée et même l'idée qu'il était possible d'en retirer un certain profit politique et commercial ne se répandit qu'assez tard (1). On la voit poindre sous le règne de Henri IV qui le premier concéda à des compagnies des privilèges commerciaux.

Richelieu poursuivit à l'extérieur deux buts intimement liés (2) : l'abaissement de la maison d'Autriche et la suprématie maritime de la France. Il saisissait très clairement l'aptitude à l'expansion de son pays : « Il n'y a royaume si bien situé et si riche de tous les moyens nécessaires pour se rendre maî-

1. LÉON DESCHAMPS : *Histoire de la question coloniale en France*, p. 3 et 4. — MARCEL DUBOIS : *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs* p. 243.

2. PIGEONNEAU : *Histoire du commerce*, 1889, t. II. — LÉON Deschamps, *op. cit.*, p. 70-80.

tre de la mer... pour y parvenir, il faut voir comme nos voisins (1) s'y gouvernent, faire de grandes compagnies. »

Les petits marchands, en effet, « trafiquant à part de leur bien et partant pour la plupart en de petits vaisseaux et assez mal équipés sont la proie des corsaires et des princes non alliés ». Ils n'ont pas « les reins assez forts, comme aurait une grande compagnie de poursuivre leur partie jusqu'au bout ».

Etendre et multiplier les colonies, les peupler de colons français, amener les indigènes à la civilisation et à la religion catholique, les incorporer progressivement aux émigrants de la métropole, donner enfin un peu plus d'activité au commerce, tel est le vaste programme qu'il impose aux compagnies qu'il crée et dans lequel il les enferme rigoureusement. Les avantages qui pouvaient résulter d'une large expansion maritime dans la lutte qu'il entreprenait contre la puissance autrichienne, n'échappaient point au cardinal. La colonisation devient avec lui une affaire d'Etat et Razilly, son secrétaire, en résume la politique dans ces deux mots : « Prudence et secret. »

De 1645 à 1650, la Régente apporta un grand zèle à poursuivre l'œuvre de son ancien ennemi ; sous l'inspiration de Fouquet qui avait un certain nom-

1. VICOMTE D'AVENEL : *Richelieu et la monarchie absolue*, III, 208.

bre de parts dans les compagnies et était très instruit de l'importance de nos intérêts commerciaux d'outre-mer.

Colbert fut également dans les débuts un docile élève de Richelieu ; il créa de nouvelles compagnies avec monopoles et privilèges (1). Mais il ne tarda pas à comprendre que cette méthode de colonisation était bonne tout au plus pour fonder une colonie. A la suite de l'insuccès de la compagnie de 1664, il institua d'emblée le gouvernement direct (1684), substituant ainsi le procédé espagnol au système anglo-hollandais qui était alors en plein épanouissement. Le Canada et les Iles furent assimilés aux provinces du Royaume, avec les mêmes représentants du pouvoir, la même centralisation et, comme législation, la coutume de Paris. Mais le génie de Colbert, tout d'observation et de sens pratique, devait le prévenir contre les exagérations et les vues systématiques. Il comprit les différences profondes qui séparent, quant à l'exploitation, les colonies de peuplement et les colonies de commerce. Les premières ayant besoin d'une administration vigilante, il voulut les avoir directement sous sa main ; les autres exigeant avant tout des capitaux, il préféra laisser aux commerçants réunis en compagnie le soin de les cons-

1. PIGEONNEAU. *Annales de l'école libre des sciences politiques*, octobre 1886. *Études sur l'action coloniale de Colbert*.

tituer. Il compléta, ainsi, la conception coloniale de Richelieu qui envisageait, avant tout, la conquête et le peuplement des terres nouvelles.

Dans les colonies de peuplement, Colbert ne négligea aucun moyen de provoquer une production agricole intense ; il s'employa avec ardeur à recruter des colons, et leur chercha des ouvriers jusque dans les bagnes. Les Juifs eurent la permission d'aller coloniser. L'importante question de l'esclavage fut réglementée, non seulement pour assurer des travailleurs aux Européens, mais encore pour attirer en France le gros mouvement d'affaires créé par la traite sur la côte d'Afrique.

Quant aux colonies et aux compagnies de commerce, Colbert mit le plus grand soin à les réorganiser. L'ordonnance de 1673 régla uniformément toutes les transactions commerciales. L'ordonnance de la marine ou code de l'amirauté parut en 1681.

Il restait à créer en France l'esprit commercial. Les capitaux s'y trouvaient immobilisés ou consacrés à l'achat d'offices dont les prix devenaient exorbitants. Colbert s'efforça de les orienter vers les entreprises de commerce. Il alla jusqu'au bout de la pensée de Razilly qui voulait une souscription obligatoire de tous les ordres de la société et de toutes les villes ; il fit un appel général à l'épargne, et chercha à y engager de gré ou de force tous les corps de métier, toutes les classes de la société.

Les rapports entre la métropole et ses colonies reçoivent leur formule dans le pacte colonial : « Tout par la métropole et pour la métropole » ; elle fonde, administre et entretient les colonies qui l'enrichissent. Il suit de là que le ministre a tous les droits que s'arrogé Colbert sur les propriétés, les cultures et le commerce des colonies, et que les négociants métropolitains ont un droit exclusif au commerce colonial tant pour l'approvisionnement en vivres que pour la revente des produits. La caractéristique du système est l'interdiction rigoureuse de tout trafic avec l'étranger (système exclusif) et la subordination des intérêts des colons à ceux des négociants sédentaires (système protecteur).

Cette conception se maintint dans ses grandes lignes jusqu'en 1769, époque où elle dut faire place à un nouveau système imposé par l'opinion.

Le Régent et Law, prétendant s'inspirer toujours de la pensée de Colbert, concédèrent à une seule compagnie les privilèges et monopoles de toutes les autres. Ils constituèrent ainsi la fameuse compagnie des Indes (1719) qui, malgré de grandes apparences de prospérité, « n'a jamais pu fournir le moindre dividende à ses actionnaires sur le produit de son commerce (1). » Voulant prévenir un désastre, Louis XV lui retira son privilège et permit à tous de faire le

1. VOLTAIRE. Siècle de Louis XIV, chap XXIX, cf. DES-CHAMPS, *op. cit.*, 251.

commerce des Indes (arrêts du 13 août et du 6 septembre 1769).

« C'était enfin cette liberté commerciale tant demandée et toujours refusée.

« Désormais, il n'y eut d'autres entraves que celles qui résultaient du système d'impôts, des douanes, des prohibitions ou des réglementations intérieures, des inégalités sociales, etc. La Révolution seule pouvait les faire disparaître, car c'étaient des vices inhérents à l'ancien régime. En attendant, toutes les colonies d'Orient et d'Occident furent administrées directement par l'État, comme l'étaient déjà le Canada et les Iles, et elles furent toutes ouvertes pour les échanges aux commerçants de la métropole (1). »

En 1785, Calonne ayant besoin d'argent revint sur les arrêts de 1769.

Dans les pays d'Amérique réservés au gouvernement du roi et qui avaient plutôt le caractère de colonies de peuplement, nous trouvons également, au XVIII^e siècle l'imitation d'abord, puis la répudiation du système de Colbert : un arrêt du 27 juillet 1767 vint porter une grave atteinte au pacte colonial en autorisant pour les denrées étrangères deux entrepôts, l'un à Saint-Domingue, l'autre à Sainte-Lucie. Inspiré par les doctrines de l'école orthodoxe, Louis XVI rendit l'arrêt du 30 août 1784 qui consacra

1. DESCHAMPS, *op. cit.*, 252-253.

crait la liberté du commerce de l'étranger avec nos colonies, au moins quant à un certain nombre de denrées spécifiées.

Les gouvernements de Louis XV et de Louis XVI ne se sont donc pas désintéressés, autant qu'on a voulu le dire des intérêts français d'outre-mer (1).

La conduite odieuse envers des héros qui furent alors sacrifiés est presque entièrement imputable à la compagnie vis-à-vis de laquelle le gouvernement se liait les mains par la faveur qu'il croyait lui devoir. Des secours en hommes et en argent furent envoyés en Amérique et aux Indes ; ils furent mal employés et insuffisants devant les efforts âpres et persévérants des Anglais. Les projets de colonisation au Mississipi et à la Guyane ne manquèrent pas ; d'aucuns furent mis à exécution ; ils échouèrent, parce que le gouvernement « ne songea à faire que de la colonisation officielle et les deux expériences en eurent tous les vices : recrutement forcé des colons, insuffisance des approvisionnements, nullité des aménagements. »

L'action diplomatique ne cessa de s'inspirer des intérêts coloniaux. Louis XVI et ses ministres portèrent leur attention sur tout ce qui touche à la marine et aux colonies. Ils subirent l'influence croissante de l'opinion qui agitait en cette fin du XVIII^e siècle

1. DESCHAMPS, *Hist. de la question coloniale en France*.

tous les problèmes politiques et sociaux et grâce à Montesquieu, à Voltaire, à l'Encyclopédie, aux pamphlets, aux gazettes, le fait plus librement et plus activement que jamais (1).

Après les déboires de la guerre de Sept ans, un certain découragement avait envahi les esprits : nous ne sommes point faits pour le commerce, disait-on. Mais dès que la guerre d'Amérique vint apporter l'espoir d'une revanche, une ardeur nouvelle saisit tout le monde. On découvrit à la colonisation des fins ignorées : « Le temps est venu où nous devons visiter les nations sauvages, l'olivier à la main et resserrer par un commerce de lumières et de bonheur ces nœuds de fraternité dont la nature a uni tous les peuples. »

Dans cet élan vers un plus grand effort colonial, s'élevèrent seulement quelques voix discordantes. La polémique se concentra autour de deux questions annexes, mais capitales, celles de la liberté commerciale et de l'esclavage.

La première, tranchée par Colbert dans le sens négatif, fut à nouveau soulevée vers 1765 entre les planteurs et les négociants de la métropole, ceux-ci persistant à soutenir la légitimité du pacte colonial qui fut toujours pour les peuples d'Europe « le droit commun et invariable ». Ce n'était point de l'intérêt

1. DESCHAMPS, *Hist. de la question coloniale en France*.

des planteurs qui payaient très cher les produits de la mère-patrie dont ils subissaient les conditions pour l'exportation de leurs denrées. Devenus plus forts, ils ripostèrent avec énergie, invoquant Adam Smith et les philosophes : « Le renchérissement des denrées rend l'épargne plus difficile et ralentit l'accumulation des capitaux, qui est pourtant le ressort du progrès. » Les colonies l'emportèrent ; on convint qu'il n'y avait ni pacte, ni reconnaissance qui les liât à la métropole et les obligeât à travailler, à vivre pour elle ; l'arrêt de 1784 fut unanimement approuvé.

Le maintien de l'esclavage était d'un intérêt primordial, vital pour les colons : combattu de tout temps à des titres divers, il avait été reconnu en fait comme indispensable et avait persisté. Les philosophes du XVIII^e siècle devaient dissenter sur sa légitimité ; Turgot fut le premier à proposer un affranchissement progressif dont Raynal et Schwartz posèrent les règles : aucune indemnité ne serait accordée aux colons ; « la loi d'abolition ne saurait être injuste à l'égard des possesseurs d'esclaves par quelque sacrifice pécuniaire qu'elle leur fit acheter une plus longue impunité de leurs crimes... »

Ce n'était point du goût des esclavagistes qui se montrèrent alors des plus intransigeants, et provoquèrent une agitation dont la conséquence fut une recrudescence de rigueur contre les noirs.

Cependant, des hommes également instruits des

revendications philosophiques et des intérêts coloniaux, cherchaient un terrain d'entente. C'est ainsi que Malouet, dans un mémoire présenté au ministre de la Marine en 1775, exposait des vues empreintes de la plus sage modération.

Les hommes de la Révolution ont été hors de France les continuateurs de Richelieu et de Louis XIV. Et si l'action coloniale est paralysée par tous les embarras possibles à l'intérieur et à l'extérieur, elle tient cependant une grande place dans les préoccupations de nos assemblées.

La Constituante admet dans son sein les députés de Saint-Domingue puis ceux des autres colonies : elle institue un comité colonial et, par les décrets des 8 et 28 mars, reconnaît aux colonies le droit d'avoir des assemblées élues et d'émettre des vœux sur leur constitution intérieure, mais déclare en même temps qu'elles font partie intégrante de l'empire français. Les deux importantes questions de la liberté commerciale et de l'esclavage sont agitées fréquemment en des discussions fort élevées.

Le libre approvisionnement exista, en fait, durant toute la Révolution. On exempta de tous droits de sortie les produits indigènes à destination des comptoirs des Indes et des colonies d'Amérique. Les principales denrées coloniales furent affranchies de droits d'entrée. Les autres bénéficièrent d'une atténuation de taxe, mais surtout de la libérale législa-

tion douanière présentée dans la séance du 28 juillet 1791. L'assemblée voulait surtout délivrer le commerce et l'industrie des gênes sous le poids desquelles le génie fiscal les avait tenues longtemps courbés. Elle avait substitué au pacte colonial, si oppresseur, un principe libéral et fécond : « Le commerce des colonies est un commerce entre frères, un commerce de la nation avec une partie de la nation. »

La Constituante n'aborda le problème de l'esclavage que dans les séances du 7 au 15 mai 1791, où devant la surexcitation des esprits, on s'en tint à une mesure de transition proposée par Rewbell : Les droits des citoyens actifs furent reconnus « aux noirs libres, fils de père et mères libres. ».

La Législative et la Convention montrèrent la même sollicitude, mais non la même modération. La première, par un décret du 24 mars 1792, étendit à tous les noirs libres, sans distinction d'origine, l'égalité des droits civils et politiques. Le 27 juillet 1793, la Convention interdit la traite, et le 4 février 1794 abolit l'esclavage dans toutes les possessions françaises.

La constitution de l'an III consacra ces décisions en même temps que le principe d'assimilation politique des colonies : elles sont « partie intégrante de la République et sont soumises aux mêmes lois constitutionnelles.¹⁸ Elles sont divisées en départe-

ments. » La Convention compléta cette assimilation au point de vue économique en abaissant toute barrière de douanes entre elles et la métropole.

Bonaparte tenait les colonies pour indispensables à la richesse d'une nation et à la gloire d'un souverain. La lutte qu'il engagea contre l'Angleterre fut un nouveau et pressant motif de relever notre flotte et de développer notre domaine d'outre-mer. Le pacte colonial et les pratiques douanières de l'ancien régime furent rétablis avec encore plus de rigueur ; mais « le blocus continental ne pouvait valoir contre la puissance britannique les coups de canon partout à échanger sur l'océan. » Absorbé par l'effort colossal qu'il soutenait sur le continent, Napoléon abandonna finalement la marine qui ne lui avait rapporté que d'amers déboires, et nos possessions tombèrent les unes après les autres, malgré leur héroïque résistance, au pouvoir des coalisés.

Presque toutes nous furent rendues en 1814. La Restauration n'avait semble-t-il, qu'à remettre en vigueur les dispositions déjà existantes qui les concernaient. Mais, l'article 73 de la Charte constitutionnelle vint déclarer : « Les colonies seront régies par des lois et règlements particuliers. » ; principe dont les conséquences devaient être fort étendues et qui ne fut certainement pas posé en pleine connaissance de cause. Il allait, en tout cas, laisser une grande initiative au ministre qui s'occuperait des colonies,

d'autant plus que l'attention publique était loin d'être alors portée de ce côté. Or « dans le ministère formé le 23 mai et dont Talleyrand était le principale membre, le portefeuille de la marine avait été confié à un homme que sa carrière passée, ses travaux antérieurs, ses attaches de famille, ses relations sociales, voire ses intérêts personnels portaient à s'occuper très activement des colonies » (1). C'était Malouet.

1. CH. SCHÉFER. « La politique coloniale sous la Restauration. Le dessein. » Art. des *Annales des sciences politiques*, 15 mai 1901.

Les colonies dépendaient alors du ministère de la marine.

TITRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER

MALOUET

Sa Vie.

1. — L'ANCIEN RÉGIME.

Pierre-Victor Malouet naquit à Riom, le 11 février 1740, fils d'Antoine Malouet, bailli d'Olliergues (Puy-de-Dôme) et de Catherine Villevault dont le père était conseiller du roi et contrôleur des monnaies à Riom (1). De condition médiocre, sans fortune, il entra au collège de Juilly où son oncle était régent de philosophie. Séduit par la vie conventuelle, il y prit momentanément l'habit religieux ; « mais, mon début

1. Le père d'Antoine Malouet, Alexandre Malouet, avait occupé la même charge de bailli et celle de procureur au siège présidial de Riom. De cet Alexandre Malouet est issue la branche des Maloët, de père en fils médecins et docteurs régents de la Faculté de Paris (*Mém.* I, 2).

« dans cette congrégation, écrit-il, me soumettant
« à des études et à des pratiques religieuses qui
« devaient précéder l'étude des belles-lettres pour
« lesquelles j'avais du goût, mon père me permit d'y
« renoncer. (1) »

Il fit son droit, non sans succès, tout en s'essayant à la poésie dramatique. Il ne se hâta point de chercher un emploi, trouvant à Paris plus d'un agrément. Mais l'oncle veillait et le neveu apprit un jour qu'il était nommé chancelier du Consulat de France à Lisbonne (1758). Il devait cette nomination à M. de Merle, notre nouveau ministre en Portugal, dont le beau-frère, M. de Moras, le protégeait.

Dans sa nouvelle résidence, Malouet demeura simplement attaché à la légation sans exercer les fonctions de chancelier. Il devint aussitôt l'ami d'un jeune homme de son âge, parent de M^{me} de Merle, et du secrétaire d'ambassade, abbé « spirituel et bon ». « Ces deux messieurs, plus instruits que moi qui ne
« l'étais que superficiellement me furent très utiles
« dans le plan d'études que nous suivîmes à Lis-
« bonne et qui avait pour objet l'histoire, la politi-
« que et le commerce. Je recommençai là mon édu-
« cation. (2) »

Le jeune attaché reçoit cependant quelques mis-

1. *Mémoires*, I, 2.

2. *Mémoires*, I, 7.

sions secrètes ; il se répand peu à peu dans la société lisbonnaise et voit fréquemment M. de Pombal « seul « personnage marquant de la cour », jusqu'à ce qu'une question de préséance, promptement réglée d'ailleurs, avec l'ambassadeur extraordinaire d'Angleterre, lord Kinnoul, contraignit les membres de la légation de France à limiter leurs relations à la colonie étrangère. M. de Merle eut de nouvelles difficultés avec le ministre de Joseph I^{er} à propos de l'expulsion des Jésuites. Il manœuvra sans se douter que Choiseul agissait de concert avec Pombal et il fut rappelé (août 1760). Malouet le suivit et fut peu après, envoyé à l'armée du maréchal de Broglie, avec laquelle il fit campagne entre le Rhin et le Wésér, en qualité d'inspecteur de la régie aux fourrages.

La mort de son père survenant, il résigna ses fonctions et rentra en France (1762), mais continua de toucher ses appointements jusqu'au traité de Paris (1763).

Notre renommée militaire se trouvait singulièrement diminuée, notre influence politique, compromise, et nos plus beaux établissements d'outre-mer étaient aux mains des Anglais. Aussitôt Choiseul s'attacha à la réorganisation des finances, de l'armée, de la marine et des colonies. On projetait alors et « l'on exécutait le plan insensé d'établir dans la Guyane une nouvelle colonie de cultivateurs européens. MM. Turgot et Chanvalon, chefs de cette

expédition enrôlaient tous les aventuriers et même les gens honnêtes assez aveugles pour adopter leur roman (1). »

Grâce à l'appui de Choiseul, Malouet obtint d'aller remplir les fonctions d'inspecteur des embarquements à Rochefort. De mars 1764 à mars 1767, il s'instruit à fond des principes et des formes de l'administration : « J'avais, nous dit-il, un accès libre dans tous les bureaux où je voulais prendre des renseignements, Ce fut principalement au contrôle de la marine que se dirigèrent mes recherches. J'y trouvai toute la correspondance de Colbert. Je fis l'extrait de tous ses règlements auxquels tant d'autres ont été si inutilement ajoutés ; car ce grand ministre est le seul qui ait laissé dans ce qu'il a fait l'empreinte d'un esprit aussi juste qu'étendu : aucun de ses successeurs n'a pu le remplacer. En parcourant tous ces registres, je voyais la progression des idées fausses à mesure qu'elles s'éloignaient des bons principes. Je retrouvais la cause des désordres qu'entraînent toujours dans les opérations administratives, l'instabilité des règles, la variation des décisions, la multiplicité des écritures et l'innovation des formes. J'étudiais l'histoire de la marine militaire, celle de sa gloire et de sa décadence. J'acquerrais ainsi l'habitude du travail, de la maturité dans mes idées ; je m'étais déjà exercé

1. *Mémoires*, I, 25-26.

sur divers objets ; j'avais vu différents pays, beaucoup d'hommes et de choses ; j'avais donc dès cette époque des opinions arrêtées sur les intérêts et les devoirs des hommes, sur la morale, sur l'administration, sur la politique... ; ces opinions, dans d'autres circonstances ont puse développer, devenir plus réfléchies ; mais je ne me rappelle pas en avoir changé (1). »

Dans l'intervalle, il est chargé d'aller à Bordeaux (1765) vérifier les expéditions faites pour la Guyane. Il y développe ses connaissances sur la culture et le commerce des colonies. C'est alors qu'il prend une résolution décisive : « Mon inspection touchait à son « terme, dit-il ; je ne pouvais espérer d'être nommé « commissaire, sans passer quelque temps dans un « grade inférieur. On me fit sous-commissaire et le « service des colonies présentant les chances d'un « avancement plus rapide que celui des ports où « l'ordre du tableau est presque invariable, je me fis « envoyer à Saint-Domingue où je fus effectivement, « au bout d'un an, ordonnateur au Cap (2). » C'est là que Malouet épousa la fille d'un riche colon M^{lle} Béhotte, et acquit ainsi « un titre de plus pour « s'intéresser à la prospérité de la colonie (3) ».

1. *Mémoires*, I, 30.

2. *Mémoires*, I, 31. Malouet demeura cinq ans à Saint-Domingue de 1767 à 1773.

3. *Id.*, I. 33.

L'administration de Saint-Domingue était dans un grand désordre, dû à l'incapacité du gouverneur et à la faiblesse de l'intendant. « Disposé comme je l'étais, « raconte Malouet, par mes études, par mes observations, et surtout par mon caractère, une administration mal ordonnée, à laquelle je participais, une « autorité sans frein et sans mesure dont j'étais « l'instrument ne pouvaient que froisser tous mes « sentiments (1). » Il adresse remontrances sur remontrances au général et à l'intendant, mais son inexpérience lui vaut qu'on lui reproche à lui-même ce qu'il reproche à ses collègues ou à ses subordonnés. On le laisse à l'écart et le jeune administrateur se renferme dans la compagnie de quelques rares personnes avec lesquelles il se lie étroitement : le procureur général, M. Legras « homme très instruit », et un négociant, M. Stanislas Foache. « Nous disputions sans cesse et en nous accordant sur le but qui était une bonne administration, nous différions sur les moyens... Je m'éclairais dans ces discussions et j'adoptais de leurs opinions respectives tout ce qui me paraissait raisonnable (2). »

Il tombe gravement malade à plusieurs reprises et doit revenir à Paris (1773). Mais ses habitudes pacifiques et réfléchies se heurtent au caractère violent

1. *Id.*, I, 33.

2. *Mémoires*, I, 39.

et arbitraire du ministre de la marine, M. de Boynes. Un mémoire tendancieux adressé à ce dernier par les autorités de Saint-Domingue dont notre héros s'était aliéné les sympathies, consumma leur rupture. Malouet quitta l'administration. La duchesse de Narbonne le fit nommer secrétaire de l'état de la maison de M^{me} Adélaïde. Mais peu après, il fut mis en relation avec le successeur de M. de Boynes, M. de Sartine, et un conseil de législation de la marine venant à se constituer, il fut appelé à en faire partie (1774).

Dans les deux années suivantes (1775-1776), on le voit dans les salons de M^{me} du Deffand, de M^{lle} de Lespinasse, de M^{me} de Castellane; il fréquente les Encyclopédistes et se laisse entraîner « dans le tourbillon philosophique... cultivant les lettres sans prétention. et tenant aux affaires » par ses rapports avec le ministre de la marine. Il soumet au comité de législation son travail sur l'administration de Saint-Domingue. Promu commissaire général, il est chargé d'étudier un certain nombre de questions touchant le commerce et les colonies.

La plus importante de ces questions concernait l'établissement d'une nouvelle compagnie à la Guyane. Deux entreprises de ce genre y avaient successivement échoué en 1763 et 1766, lorsqu'en 1775 un certain baron de Bessner, ambitionnant d'être gouverneur de la colonie, fit tant et si bien, que Monsieur

et son conseil, que des financiers comme Paultze et Belle-Isle promirent des capitaux pour la constitution d'une nouvelle compagnie de culture et de commerce.

Malouet rassembla dans le dépôt des colonies à Versailles ce qui avait été écrit au sujet de la Guyane : il étudia à fond son histoire et tout ce qui se rapportait à elle. Éclairé, il combattit énergiquement la mise à exécution du projet qui, à ce moment, grisait tous les esprits. Il arriva à en détacher Monsieur. « C'est dans les colonies mêmes, déclara-t-il au conseil, en interrogeant les habitants, en visitant les terres, en employant à cet examen des ingénieurs et des cultivateurs exercés ; c'est surtout en comparant aux nôtres les procédés employés par les Hollandais que vous arriverez à des résultats positifs (1). » On le crut et on l'envoya lui-même sur les lieux, se rendre compte de la situation, s'entendre au besoin avec le gouvernement de Surinam.

Il aborde à Cayenne à la fin d'octobre 1776. Tout lui paraît mort et stérile dans la colonie ; les habitants, hostiles à toute idée de progrès. « Après avoir
« examiné autour de moi tout ce qui pouvait fixer
« mon attention, je résolus d'étendre mes recherches.
« Je convoquai l'assemblée extraordinaire de la
« colonie et après avoir soumis aux députés toutes
« les questions dont la solution était nécessaire pour

1. *Mémoires*, I, 84.

« éclairer le gouvernement, j'en remis la discussion
« au retour d'un voyage que je décidai de faire dans
« tous les postes et dans toutes les rivières de la
« Guyane française (1). »

Le nouvel explorateur se met en campagne avec la conscience qui le caractérise ; il fait causer les propriétaires, les fonctionnaires, il examine scrupuleusement les ressources que peuvent offrir les abords des cours d'eau et spécialement les vallées des rivières d'Approuague, d'Oyapok et d'Ouanary ; la montagne Lucas qui domine celle-ci lui paraît naturellement indiquée pour être le centre de l'établissement de la compagnie (2).

Il constate combien l'exploitation du sol est peu adaptée à sa nature. Il s'épuise vite. Les premières récoltes suffisent à le dépouiller de sa couche fertile ; on varie vainement les cultures ; au bout de deux ou trois ans, elles jaunissent et meurent. Les colons devraient dessécher les terres basses ; mais pour cette opération laborieuse, bien moins séduisante que le défrichement des plateaux, ils n'ont ni modè-

1. *Mémoires*, I, 97.

2. C'est à six lieues du poste d'Oyapock qu'il trouva vivant en ermite sur un îlot au milieu du fleuve un ancien soldat de Louis XIV, blessé à Malplaquet et retraité ensuite. Jacques des Sauts ainsi l'avait-on surnommé, avait alors cent dix ans. Chateaubriand lui aurait emprunté des traits pour composer la figure de Chactas (*Mémoires*, I, 113).

les, ni capitaux, ni artistes (1). Ils trouveraient encore une abondante source de produits dans les immenses forêts qui recouvrent le pays: « qui empêche que je n'établisse ici un atelier de charpentiers, de scieurs de long et que je n'envoie à Brest, à Toulon, des cargaisons d'excellents bois de Grignon, Coupi, Combari, Balata, etc. » (2).

Remontant vers le nord, Malouet s'arrête au Kourou, chez M. de Préfontaine sur lequel on a voulu rejeter la responsabilité de la dernière catastrophe ; il visite les ménageries (3) modèles de M. de la Forrest et arrive enfin chez les Indiens, hommes intelligents qui, satisfaits de ce qu'ils ont, vivent dans l'apathie la plus complète. A la base de son grand projet, M. de Bessner estimait qu'on pouvait compter sur cent mille nègres au minimum. « Mon opinion, dit Malouet, est que dans tout l'espace de terre enfermé entre l'Amazone et l'Orénoque, on ne rencontrerait pas et l'on pourrait encore moins réunir

1. *Mémoires*, I, 105.

2. *Mémoires*, I, 112.

3. Ces ménageries sont de vastes espaces de terrain semblables à ceux que l'on désigne dans les pampas sous le nom d'Estancias. Chacune de ces Estancias est munie de plusieurs corrales, ou enceintes formées avec des pieux fixés en terre, assez solidement pour que les animaux ne puissent les renverser. Les bœufs et les chevaux sont élevés dans ces parcs.

vingt mille Indiens, et sur ce nombre, nous Français ne pourrions pas en disposer de trois mille (3). »

Malouet revint à Cayenne, ayant entrevu la misère de la Guyane et « sa richesse possible ». Il résolut « d'appeler les faits, les preuves, et les raisonnements à l'appui d'un plan qui serait le résultat d'une opinion commune suffisamment éclairée » (1). Sur ces entrefaites, il reçut, ainsi que le gouverneur, des « ordres positifs concernant l'adoption d'un plan d'émigration des nègres de Surinam » dont un certain nombre, révoltés, s'étaient réfugiés dans notre colonie. Il s'agissait d'attirer les autres. Malouet vit le danger de cette politique dont la conséquence première était de nous brouiller avec les Hollandais. L'occasion s'offrait d'user du droit qu'il s'était fait accorder avant de partir pour la Guyane, de suspendre la promulgation et l'exécution des ordres qu'il estimerait inopportuns. Il adopta un moyen terme : « Je démontrai au ministre ce qu'il y aurait d'imprudent et de déloyal dans l'exécution littérale de ses ordres, mais je lui annonçai que nous arriverions au but par une marche plus sûre et plus circonspecte (2). » Il décida, en effet, de prendre « l'initiative de la partie plaignante et lésée (3) »

1. *Mémoires*, I, 130-131.

2. *Mémoires*, I, 145.

3. *Mémoires*, I, 147-148.

et s'embarqua pour Surinam où il était, d'ailleurs, attiré par le désir d'étudier sur place les procédés de colonisation d'un peuple qui passait pour maître en cet art.

Nos voisins coloniaux étaient alors profondément divisés par des querelles intestines, en deux factions qui se disputaient le pouvoir, ayant respectivement pour chefs le gouverneur et le commandant militaire.

Malouet fut de leur part l'objet d'avances pressantes ; chaque parti brûlait de voir venir à lui un homme dont la renommée déjà s'étendait. Notre envoyé se tint dans une prudente réserve, mais ne put se dérober au rôle de médiateur entre les chefs de faction. Evitant de se prononcer, « arbitre de leurs querelles, associé à leurs délibérations » il eut tous les moyens de connaître dans le plus grand détail la question des nègres marrons (1). « Je montrai des doutes afin de provoquer des éclaircissements et je m'efforçai toujours de concilier deux choses essentielles, savoir : de ne rien avancer qui pût compromettre ma cour et de ne rien omettre de ce qui pouvait plaire au gouverneur ou à ses supérieurs ou leur être utile (2). »

1. Ces nègres marrons sont les esclaves fugitifs des Hollandais. Retirés en grand nombre dans les bois, ils menaçaient constamment la sûreté de la colonie de Surinam. M. de Bessner voulait les détourner sur la Guyane.

2. *Mémoires*, I, 159.

Il se rend compte du danger qu'il y aurait à faire venir sur le territoire de notre colonie quelques milliers de sauvages, paresseux, ivrognes, et belliqueux. Et quelle peine ! leur petit nombre est disséminé à trente lieues des établissements européens. Le gouvernement de Surinam traite en quelque sorte avec eux en leur faisant des présents d'armes et de munitions : par quel intérêt les attirer ?

Malouet rallie néanmoins les deux partis sur cette question des nègres en leur faisant adopter l'idée d'un retranchement fortifié, sorte de muraille de Chine et d'une attaque combinée avec les Français de la Guyane.

Quelque illusoire que fût ce plan, il lui permit de vivre en bonne intelligence avec tous et d'achever sa mission par l'étude du commerce, des finances, du dessèchement et de l'exploitation des terres.

Il revient à Cayenne « plein d'espérance, de volonté, formant aussi des projets »(1). Il est heureux de retrouver la colonie en progrès ; des chemins, des dessèchements, des plantations, un canal qui se creuse... le comblent de joie. Mais il ne rencontre dans l'administration que mauvais vouloir ; il se heurte à « une conjuration d'intérêts et d'anciennes habitudes froissées » qui se taisent devant lui, « mais prennent chaque jour une nouvelle force (2). » La

1. *Mémoires*, I, 161.

2. *Mémoires*, I, 162-164.

compagnie ne tient aucun compte de ses rapports. Très fatigué, il repart pour la France. Pris par des corsaires (22 octobre 1778), il est conduit en Angleterre, d'où il regagne Paris vers la mi-novembre de la même année.

Il y fut largement récompensé de ses services ; mais il se tint, durant quelque temps, éloigné des affaires, soit lassitude, soit douleur, vive chez un homme dont la sensibilité était extrême, de voir la maladie emporter coup sur coup ses deux filles.

Nommé par M. de Castries, commissaire du roi pour la vente de l'arsenal de Marseille (1780), il rencontre de multiples difficultés dans l'exécution de sa tâche. Sa santé en est altérée de nouveau ; il part pour la Suisse ; mais il est déjà connu ; importuné de tous côtés, il regagne Paris où un nouveau poste l'attend, celui d'intendant de la marine à Toulon (1).

Des affaires innombrables et variées, les passages ou les séjours d'un grand nombre de personnages, du bailli de Suffren, de maints princes d'Allemagne, du duc d'Orléans, du comte de Montmorin, du roi de Suède Gustave III, du comte de Choiseul, de l'abbé Delille, du duc de Fronsac, de l'abbé Raynal qui se fixa à Toulon, telles étaient les occupations et les distractions du nouvel intendant qui s'en réjouissait lorsque Riom, sa ville natale, vint l'en dis-

1. *Mémoires*, I, 181.

traire inopinément pour l'envoyer aux Etats généraux (1).

2. — LA RÉVOLUTION.

Malouet fut loin tout d'abord, de se faire une idée de la portée des événements qui se succédaient avec une rapidité si déconcertante. Il espérait un dénouement favorable aux légitimes revendications des députés, et attendait beaucoup de l'habileté de Necker... Ses illusions s'évanouirent dès qu'il arriva à Paris. Il alla se mettre, néanmoins, consciencieusement au service du parti qui a ses préférences, les monarchistes constitutionnels dont Mirabeau était le porte-parole. Lorsque celui-ci, décidé à sauver la monarchie, voulut s'entendre avec Montmorin et Necker, auxquels il était fort antipathique, mais que Malouet connaissait personnellement, c'est à ce dernier qu'il fit appel pour ménager une entrevue (2). Celle-ci eut lieu entre Mirabeau et le financier genevois ; mais les deux hommes ne purent s'entendre et se séparèrent encore plus éloignés. Malouet se repentit amèrement, dans la suite, de n'avoir pas assisté à la conférence où il eût utilement servi d'interprète.

La situation s'aggravant, il proposa aux chefs de

1. *Mémoires*, I, 181-213.

2. *Mémoires*, I, 276-284.

la minorité de se réunir « à la saine majorité, en convenant d'adhérer à tout ce qui était fait, d'arrêter là la Révolution et d'en réparer, de concert, les désordres » (1). Il rédigea une suite d'articles dont Cazalès et d'Eprémèsnil « rayèrent la moitié ; mais quarante députés de la minorité, parmi lesquels six archevêques et évêques, se réunirent pour les accepter. Telle fut la naissance du Club des Impartiaux ».

En vain apportèrent-ils la plus grande franchise dans leurs démarches et leurs réunions, le peuple les accusa de conspirer. Ils appelèrent leur club société monarchique ; elle n'eut jamais que deux séances, « la première dénoncée et menacée dans tous les journaux comme contre-révolutionnaire, la seconde, insultée et dissoute violemment par la populace » (2). Malouet osa solliciter la protection de l'assemblée ; il s'attira une foudroyante réponse de Barnave, son président : jamais on ne permettrait « à un petit nombre de factieux regrettant leurs privilèges et leurs droits oppresseurs » d'entraver la marche du pouvoir législatif (3).

Le député de Riom rend alors à ses commettants un compte public de ses opinions et de sa conduite dans l'assemblée. Il reprit ensuite sa place dans celle-

1. *Mémoires*, II, 28.

2. *Mémoires*, II, 56.

3. *Mémoires*, II, 57 (en note).

ci, persévérant dans l'attitude qu'il avait adoptée dès le début. « Il serait fastidieux, rapporte-t-il, de détailler tous les décrets que j'ai combattus, mes efforts dans les comités dont j'étais membre pour défendre dans le régime de la marine et des colonies, dans l'administration des finances, les principes qui devaient être maintenus (1). » Mais pour « résister au torrent démocratique..., il n'y avait d'autre moyen que de combiner une force armée sous le nom de l'autorité royale, ce que M. de Montlosier a vainement conseillé, le roi n'ayant jamais voulu y consentir ; ou de rallier à une enseigne monarchique tous les patriotes raisonnables en leur garantissant des bases dont ils pussent être satisfaits ; et c'est ce que M. de Clermont-Tonnerre et moi avions entrepris. C'est même ce que nous aurions infailliblement réalisé, si les deux parties extrêmes ne s'étaient réunis contre nous avec un acharnement et des efforts incroyables (2) ».

Ce furent les idées que Mirabeau développa dans le fameux plan qu'il dressa pour tenter dans un suprême effort, le salut de la royauté chancelante. Il se concerta longtemps avec Malouet.

Mais celui-ci attendait peu de la timidité ou de la corruption des députés en face de la « canaille » audacieuse. Ses hésitations tombèrent cependant

1. *Mémoires*, II, 96.

2. *Mémoires*, II, 96-97.

dans une dernière entrevue où le tribun tonna comme à la tribune : « Ses gestes animés, l'abondance et la justesse de ses idées, raconte-t-il, m'électrisèrent ; nous nous quittâmes avec espoir (1). »

Avant d'entamer la lutte, Mirabeau voulut prendre un peu de repos ; il était épuisé ; il mourut quelques jours après (2 avril 1791).

Le 30 septembre, l'Assemblée vota sa dissolution et sa non-réélection.

Malouet n'y eut jamais grand crédit ; ses liaisons à la cour, les missions officielles dont il était souvent chargé inspiraient une certaine défiance à son égard. Il reprenait son ascendant dans les comités coloniaux et dans les discussions touchant aux colonies : de ce côté on lui accordait « plus d'expérience et de lumières » qu'à tout autre (2).

Il eut à intervenir notamment entre les mulâtres qui se trouvaient à Paris, et les colons de Saint-Domingue réunis au club ou à l'hôtel Massiac. Les premiers demandaient à être admis, comme tous les

1. *Mémoires*, II, 109.

2. Le Comité de la marine et des colonies, proposé le 6 octobre par Levassor de la Touche et constitué le 13, comprenait douze membres : Malouet, de Campagny, de la Touche, de Vaudreuil, Bégouen, Nairac, de la Poype-Vertreux, Delaville Le Roux, Alquier, de Vialis, de Curt et de la Coudraye. Cf. Deschamps. *Les colonies pendant la Révolution*.

propriétaires, à l'exercice des droits politiques. Malouet les engagea à se présenter d'abord à l'assemblée des colons, « jugeant très important que les propriétaires eux-mêmes prissent en cette occasion une sorte de patronage sur les gens de couleur, en se montrant favorables à leurs prétentions ». On pourrait d'ailleurs circonscrire celles-ci « dans les limites convenables » en prenant l'initiative. Il se rendit lui-même à l'Assemblée dans cette intention. Mais il fut aussi mal reçu que les pétitionnaires. Ceux-ci furent « traités avec hauteur, ils se retirèrent mécontents et s'unirent bientôt aux promoteurs de la subversion projetée dans les colonies (1). »

Montmorin et Bertrand de Moileville possédaient alors la confiance de Louis XVI. Ils eurent ordre de s'entendre avec Malouet. Celui-ci fit admettre à Montmorin « la nécessité d'un plan intérieur, indépendant de tout ce qui se tramait à Coblenz, concerté avec les départements et avec les principaux chefs des gardes nationales ». Le roi rallierait « à cette force celle des royalistes dispersés, incertains, répugnant à toute alliance avec les constitutionnels » (2). Il leur en donnerait « l'ordre et l'exemple ».

1. Coll. de *Mém.* IV. Introduction. Cf. Baron de Lacroix. *Mémoire pour servir à l'histoire de la Révolution de Saint-Domingue*, tome I, p. 8.

2. *Mémoires*, II, 200.

Louis XVI ne s'arrêta pas plus à cette combinaison qu'à toutes celles qui lui avaient été suggérées depuis Varennes. Découragé par cet état perpétuel d'indécision, écœuré par les sourdes menées de Molléville et de l'entourage du monarque, Malouet chercha à s'éloigner.

La Révolution sévissait à Saint-Domingue par suite de l'émancipation des nègres esclaves que la Constituante avait décrétée avant de se séparer. Le roi avait dans l'île des « forces suffisantes, si elles étaient bien dirigées, pour y maintenir son autorité » (1). L'ancien commissaire de la marine qui y possédait toute sa fortune, résolut de s'y rendre, pensant y servir encore utilement la chose publique. Muni d'une lettre particulière de Sa Majesté pour le gouverneur, car les ex-constituants s'étaient interdits d'occuper aucun emploi du pouvoir exécutif, il partit aussi secrètement que possible. Trois jours après, le *Patriote Français*, rédigé par Brissot, annonçait : « Les portes de Brest sont fermées pour rechercher M. Malouet, dépêché à Saint-Domingue par le roi pour y faire la contre-révolution ». C'en fut assez pour lui faire renoncer à son voyage, mais non au projet de quitter Paris, où il était « traduit dans tous les journaux révolutionnaires, comme membre d'un comité autrichien qui n'exista jamais » (2).

1. *Mémoires*, II, 201.

2. *Mémoires*, II, 202.

Il songea à gagner l'Angleterre ; il y renonça, le roi paraissant fâché de ses projets d'éloignement. Louis XVI cherchait, en effet, à constituer avec lui, les archevêques d'Aix et d'Albi, l'abbé de Montesquiou et Montmorin, un conseil secret, qui aurait la direction véritable des affaires à côté du ministère jacobin qu'il se voyait imposer.

Montmorin démontra aisément au prince, le danger et l'inutilité d'une pareille combinaison. Malouet l'appuya : Sa Majesté devrait « voir sa position en plus grand et de plus loin, soit en avant, soit en arrière ; le cours des événements et la corruption de l'opinion dominante annonçaient une dégradation complète de l'autorité royale et une dissolution prochaine de la monarchie... ; les puissances désorganisatrices, croissant rapidement, ne pouvaient être arrêtées, combattues que par une force armée nationale,... c'était à composer cette force que devaient tendre toutes les combinaisons ». Il en revenait alors à son « plan de confédération des départements, des gardes nationales, en employant pour cela les moyens et les hommes de la Constitution, ce qui était un épouvantail pour la famille royale »(1).

Celle-ci plaçait néanmoins secrètement son espoir dans les constitutionnels, et correspondait avec Dumouriez, dont les idées « se rapportaient entière-

1. *Mémoires*, II, 206-207.

ment » à celles de Malouet et de Montmorin, (mai 1792). N'obtenant pas plus de succès que ces derniers, Dumouriez quitta définitivement le ministère (18 juin 1792). Il avait cependant décidé le roi à déclarer la guerre à l'Empereur et au roi de Prusse (20 avril).

Le malheureux Louis XVI, placé par les émigrés dans les plus cruelles alternatives, conçut, enfin, la nécessité de se rallier au plan de défense intérieure, séparé de toute alliance étrangère, qui lui était suggéré depuis de longs mois. Il signifierait aux princes, ses frères, que « dans aucun cas, il n'approuverait ni ne permettrait leur entrée en France avec les armées ennemies » (1). Les émigrés seraient priés de se joindre aux royalistes demeurés au dedans.

Malouet rédigea les instructions à leur envoyer et, pour cette mission, proposa Mallet du Pan, son ami. Clermont-Tonnerre dressa les rôles de tous les royalistes retirés à Paris, sur lesquels on pouvait compter ; il en trouva six mille. D'Hervilly répondit de sa garde constitutionnelle. Il ne manquait qu'un officier général. Le roi le désigna deux mois après (9 août 1792) en la personne du maréchal de Mailly. Mais il n'est plus temps. Les Jacobins, redoutant un complot, ont proposé la dissolution de la garde ; D'Hervilly se charge avec ses douze cents hommes de chasser l'assemblée.

1. *Mémoires*, II, 210.

Malouet et ses amis pressent le roi de laisser faire.

Louis XVI attendait beaucoup d'une « multitude d'intrigants et de gens officieux » (1) de son entourage, qui lui faisaient entrevoir des espérances de contre-révolution. Il refusa de consommer le coup d'Etat pour lequel de courageux sujets avaient tout préparé.

Il déclina de même, les propositions que La Fayette vint lui faire peu après à Paris, par l'intermédiaire de Malouet. Mais pour que ce général pût maintenir son armée dans le parti constitutionnel, il importait de ne point montrer sous les drapeaux étrangers, « des princes français, des corps d'émigrés qui en se réunissant aux Autrichiens et aux Russes appelaient contre eux les forces nationales et ne laissaient plus dans l'intérieur aucune ressource au roi » (2). Malouet le rappela à Louis XVI qui fit partir Mallet du Pan. Mais celui-ci n'aboutit qu'à décider les princes à former un corps séparé.

Malouet se fit encore auprès du roi l'interprète de M^{me} de Staël, qui gagnée par tant d'infortune, s'offrait de transporter la famille royale, grâce à un stratagème, à Dieppe où elle avait des terres. (3) Il écrivit une lettre pressante au monarque. Toutes ses

1. *Mémoires*, II, 214.

2. *Mémoires*, II, 219.

3. *Mémoires*, II, 221-226.

instances demeurèrent sans effet. Il ne cessait néanmoins de chercher à sauver la cour, de concert avec le petit cercle d'amis qui s'assemblaient chez Montmorin : Malesherbes, Clermont-Tonnerre, Bertrand, la Tour du Pin et Gouverneur Morris (1), l'envoyé des Etats-Unis. Le 10 août leur retire tout espoir. Ils sont dispersés, les uns massacrés ; Malouet, traqué, change toutes les nuits d'habitation : il parvient à sortir de Paris et se réfugie à Gennevilliers chez une dame Coutard, près de laquelle il demeure quelques jours, sous l'égide du cuisinier, jacobin, dévoué à sa maîtresse. Bientôt après, il se met hors des atteintes de la Révolution en passant en Angleterre.

A Londres (2), Malouet retrouve non seulement beaucoup d'émigrés qu'il a connus, mais aussi un certain nombre de personnages anglais qu'il a eu l'occasion de rencontrer au cours de sa carrière, tels que Burke et lord Grenville, alors secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

« Aussitôt qu'il fut connu que j'avais accès chez un ministre, trois habitants de Saint-Domingue, nouvellement arrivés de la colonie, vinrent me trouver et me dirent : « Monsieur nous venons vous confier la mission dont nous sommes chargés et dans laquelle

1. V. Esmein : *Gouverneur Morris*, 81-234 et passim.

2. *Mémoires*, II, 252 et s.

vous pouvez nous aider beaucoup ; nous sommes députés de Saint-Domingue, pour venir offrir au roi d'Angleterre la souveraineté de cette colonie dont vous connaissez les malheurs ; nous avons déjà vu les ministres ; nos propositions sont acceptées ; nous sommes au moment de signer le traité et nous venons vous offrir de vous associer à cette mission (1). » Malouet fit aussitôt les plus grandes réserves sur la légitimité de ce transfert, et voulut avant de répondre, connaître l'état des négociations. Il vit lord Grenville qui lui demanda : « Croyez-vous que vos révolutionnaires veuillent et puissent éteindre l'incendie qu'ils ont allumé ? — Non, je ne le crois pas et je pense qu'une protection généreuse de votre part vous serait aussi utile qu'à nous-mêmes ; mais vous reconnaître pour souverains, c'est autre chose ; nous n'en avons pas le droit (2). »

Sur ces entrefaites, la nouvelle de la mise en accusation de Louis XVI vient mettre dans l'anxiété tous les royalistes réfugiés à l'étranger. Malouet veut revenir à Paris. Ne pouvant obtenir de passeports, il adresse à la Convention une lettre de protestation qui le fait inscrire sur la liste des émigrés. Puis il écrit une belle défense de son roi dont la mort tragique le plonge dans la « consternation et l'abattement ».

1. *Mémoires*, II, 264.

2. *Mémoires*, II, 265.

Les affaires de Saint-Domingue appelèrent de nouveau son attention. Il avait mis au courant des propositions qu'il avait reçues et des entretiens qu'il avait eus avec lord Grenville, les grands propriétaires de l'île. Ceux-ci l'instituèrent leur fondé de pouvoirs, avec mission de faire tout ce qu'il jugerait convenable pour le salut de la colonie. La guerre était alors déclarée entre la France et l'Angleterre.

Malouet traita avec Pitt et Grenville sur la base des déclarations qu'il avait faites au début, à ce dernier : il refusa de consentir à un plein abandon de Saint-Domingue qui fut seulement placé sous la protection du gouvernement anglais.

Celui-ci décida d'y envoyer une expédition pour rétablir l'ordre ; elle fut loin d'être couronnée de succès et ne rapporta que des déboires. Par ses avertissement justifiés, Malouet avait vu grandir son crédit auprès des ministres anglais. Il leur fit de nouvelles propositions : « J'ai acquis, leur dit-il, la certitude que nous pouvons nous assurer dans Saint-Domingue, en les payant bien, un recrutement de trois mille colons espagnols, mulâtres acclimatés beaucoup plus propres que les Européens à faire la guerre aux nègres. Il y a dans les troupes de ligne un régiment allemand et dans nos milices coloniales à peu près trois mille hommes que nous pouvons augmenter d'autant de nègres fidèles. Remettez-nous l'île ; retirez-en vos soldats et accordez-nous un sub-

side pour nous défendre. Je ne demande pas même la dixième partie de ce qu'il vous en a coûté jusqu'à présent ; mais pour que cet arrangement réussisse complètement, il faut que vous me permettiez d'en faire part aux hommes que je connais bien pensants dans les comités et dans les conseils français.

Il faut que j'obtienne par eux du Directoire une neutralité tacite pour Saint-Domingue et qu'enfin nous puissions présenter l'espérance de conserver cette colonie à la France (1).

Le cabinet anglais l'approuve. Grenville l'autorise par un billet de sa main à correspondre avec le gouvernement de Paris. Il est décidé que la colonie lui sera remise avec une subside annuel de cent mille livres sterling. Malouet se charge de l'administration civile et propose de mettre à la tête de la direction générale des opérations le marquis de Bouillé. Il se prépare à partir avec celui-ci, agissant dans le plus grand secret ; comme on ne suppose point qu'il a pu déterminer le ministère britannique à lui permettre des rapports avec le Directoire, on lui impute les plus criminelles intrigues.

Afin de préparer l'opinion, il fait paraître deux lettres imprimées exposant ses vues sur le système colonial applicable à Saint-Domingue. Sa résolution explicite de supprimer toutes les fonctions inutiles

1. *Mémoires*, II, 282.

et d'introduire des réformes profondes dans l'administration de la colonie soulèvent contre lui une foule d'intéressés. Le conseil de l'île lui écrit une lettre de reproches et l'assemblée de Port-au-Prince fait insérer dans les papiers publics anglais la nouvelle de sa révocation pour excès de pouvoir. Un certain Lambert, habitant Londres, nommé par le ministre des Colonies, Portland, chef de justice de Saint-Domingue avec trois mille livres sterling d'appointements, se voit un des premiers supprimer son emploi. Bouillé refuse de l'embarquer, Portland prend la défense de son protégé et interdit à l'expédition de lever l'ancre.

On pouvait passer outre, mais dans l'intervalle, Malouet reçut la réponse aux démarches qu'il avait fait faire en France auprès du Comité des colonies et du Directoire. Il s'était adressé à Portalis, Marbois et Vaublanc, leur faisant part de son plan auquel il avait joint deux adresses, une au Directoire et une au Comité des colonies. Vaublanc seul répondit que ses collègues et lui n'avaient pas jugé possible de présenter les adresses ; elles eussent été mal reçues ; « on était encore trop exaspéré contre les colons, contre les émigrés ; le moment de la conciliation n'était pas encore arrivé » (1).

Découragé, Malouet renonça à s'occuper de cette

1. *Mémoires*, II, 287.

affaire. Les progrès de la Révolution en France étaient « d'un bien plus grand intérêt » pour le fidèle royaliste qui ne perdait aucune occasion de manifester ses opinions « sur tout ce qui se passait au dedans et au dehors ». Sans être brouillé avec personne, il avait contre lui toute l'émigration, excepté les archevêques d'Aix, de Toulouse et de Bordeaux qu'il voyait beaucoup et avec lesquels il était « en parfaite harmonie ». Ses amis : Lally, Mallet du Pan, Montlosier, partageaient son discrédit parmi les émigrés et auprès des princes français, « auxquels, dit-il, je rendais toutefois des hommages sincères, en leur parlant raison quand ils me le permettaient. Mais un des hommes les plus distingués de l'ancienne cour et qui était ministre de Louis XVIII, connaissant bien le fond de mon cœur et mon véritable attachement pour la monarchie, M. le maréchal de Castries, entretenait avec moi une correspondance suivie et ne se lassait pas de provoquer le développement de mes pensées qui n'étaient par toujours les siennes, qu'il discutait avec loyauté et qu'il finit par adopter complètement. Quand il en fut là, il proposa à Louis XVIII de me nommer son commissaire à Londres, conjointement avec Mgr l'archevêque d'Aix, pour traiter en France de moyens de conciliation ; et sans aucune autre communication préalable les pouvoirs du roi me furent adressés » (1).

1. *Mémoires*, II, 293.

Il vit bientôt qu'il était inutile de les utiliser. Lord Grenville lui fit savoir que le gouvernement anglais le désavouerait s'il voulait agir en cette qualité.

Malouet reprit sa campagne contre les royalistes exaltés. A ses yeux, la Révolution ne pouvait finir par la guerre extérieure : le peuple français ne se laisserait jamais châtier et si la victoire venait à lui sourire elle lui serait longtemps fidèle. Mais elle périrait par la tyrannie et l'oppression des mauvais gouvernements de la Constituante et du Directoire. Il fallait donc éviter de laisser craindre une autre tyrannie, une autre oppression (1).

3. — L'EMPIRE

Ces prévisions se réalisèrent, mais ce fut devant Bonaparte que la Révolution s'effaca. Dès les premières années du Consulat régna un ordre qui parut admirable aux populations terrorisées. Malouet ne put résister au désir de revoir son pays qu'il avait quitté depuis près de dix ans. Il revint à Paris (1801) où il fut aussitôt arrêté comme émigré et reconduit à la frontière. Il ne tarda pas à être remis en liberté.

Le Premier consul recherchait les services de tous les hommes signalés par leur expérience ou leur capacité. Il faisait des avances particulières aux parti-

1. *Mémoires*, II, 293-294.

sans de l'ancien régime, ne reculant point devant de gros sacrifices pour se les attacher. L'abaissement de l'Angleterre devenait alors le pivot de sa politique maritime et continentale.

D'immenses travaux étaient projetés à Anvers. Malouet à qui l'inaction était cruelle et qui brûlait de mettre son expérience au service de son pays, heureux peut-être de le faire sous l'inspiration d'un pareil homme de génie, accepta de diriger ces travaux, et fut nommé commissaire général de la marine avec les pouvoirs de préfet maritime (3 oct. 1803).

Au milieu d'innombrables difficultés, il créa de vastes établissements, des magasins, des arsenaux, fit construire dix-neuf vaisseaux et contribua pour une forte part à chasser les Anglais de l'île de Walcheren. Il fit dire de lui à cette occasion « qu'il avait éminemment le courage d'esprit ».

Mais la responsabilité de cette grande opération, le poids de ces nombreux travaux, l'influence du climat épuisaient sa santé. Il revint à Paris siéger au Conseil d'État (1810) avec le titre de conseiller. Il était maître des requêtes depuis 1808. Plus d'une fois dans ses nouvelles fonctions, il fit entendre la voix d'une sage politique, portant dans la discussion « la douceur de son caractère et la mesure qu'exigeait la situation. Quelquefois pour ne pas blesser le souverain par des objections publiquement énoncées, il gardait le silence au conseil ; mais en

rentrant chez lui, il exposait dans une lettre les motifs qu'il avait pour attaquer une mesure qu'il jugeait blâmable. Je puis attester que l'empereur céda une fois à ses représentations, mais bientôt elles furent punies par la disgrâce et l'exil » (1). En effet, importuné de la franchise et de la persévérance de son opposition, cédant aussi aux suggestions de rapports malveillants, Napoléon l'exila à quarante lieues de Paris (1812), en Touraine, où l'ancien colon avait une petite propriété.

4. — LA RESTAURATION

C'est là que Malouet vivait dans le repos le plus complet lorsque Louis XVIII entra en France. Il se rendit aussitôt à Paris où il fut nommé par le gouvernement provisoire commissaire du département de la marine (2 avril 1814), (2). Le 13 mai, il prêta

1. Suard. *Gazette de France*, 14 sept. 1814.

2. Ce fut seulement le 2 mai qu'il vit le roi à Saint-Ouen, avec les autres ministres. Louis XVIII voulant marquer « une fois de plus sa volonté de rattacher le passé au présent » eut des paroles particulièrement obligeantes pour Malouet; celui-ci personnifiait le principe qu'il avait proclamé en 1789 d'un accord nécessaire entre la monarchie et la liberté, accord que la charte tentait de réaliser.

« Le roi, — lisons-nous dans les *Mémoires* du comte Beugnot, — descendit de ces généralités avec MM. Henrion de Pansey, Malouet et même Louis qu'il avait plus ou moins connus, et leur adressa des mots gracieux et personnelle-

serment entre les mains du roi comme ministre secrétaire d'État du même département dans le cabinet dont Talleyrand était le chef ; peu après, il fut fait baron et chevalier de Saint-Louis. Il était « commandant » de la Légion d'honneur depuis 1811.

« Tout autre que lui aurait pu être effrayé du fardeau qu'il s'imposait en acceptant ce ministère ; mais il avait vu de près l'affaiblissement de notre marine ; il avait réfléchi sur les moyens d'y porter remède ; les détails de cette administration faisaient depuis cinquante ans l'occupation de sa vie. A peine entré en fonctions, on le vit publier chaque jour de nouveaux règlements, pour reconstituer sur de nouvelles bases le système entier d'une marine, dont on avait pour ainsi dire démonté les ressorts pièce à pièce. Tâche facile ; malheureusement, un mal dont il ressentait depuis quelque temps les atteintes, vint ralentir et suspendre ces grands travaux. » Le 7 septembre 1814 il succombait, ne laissant à ses enfants que « l'honneur de son nom, et l'exemple de ses vertus ». Le roi fit les frais de ses funérailles.

ment flatteurs ; puis, s'adressant à tous, il nous congédia en nous disant : Messieurs, la besogne est lourde, je le sais bien : j'en prendrai toute la part que peuvent porter mon âge et mes infirmités. Je vous promets au reste que la bonne volonté ne me manquera pas, et le ciel nous sera en aide. » Cf. *Mémoires* de Malouet, I, préface.

CHAPITRE II

Son caractère

Issu d'une vieille famille d'Auvergne dispersée dans le barreau et la finance, Malouet apporte dans la poursuite de son idéal une méthode rigoureuse et une grande ténacité.

Il a la chance d'aller à Juilly où il fait d'assez bonnes études, avec un goût marqué pour les belles-lettres. Puis il se trouve mêlé à la société frondeuse, corrompue, imbue d'idées philosophiques des dernières années du règne de Louis XV. Il en prend les manières et sa jeunesse, exempte de soucis, se passe au gré des circonstances. Son caractère s'effémine, tandis que sa sensibilité se développe et que son esprit s'avive.

Il fut arraché à temps à cette heureuse existence et ses qualités natives reprirent le dessus au cours des différentes carrières qu'il embrassa tout d'abord, avant de se décider pour les colonies. Il déploya dans ces dernières fonctions un zèle et une convic-

tion qui n'étaient peut-être qu'une des formes de sa très grande sensibilité. Il ne peut souffrir le spectacle de la douleur, du vice, du désordre. Il est, dit M^{me} de Staël, l'âme la plus pure qu'elle ait jamais connue (1). Qu'on lise les pages qu'il a écrites dans ses *Mémoires* sur les siens, ou sur ses amis (2), ou sur les malheureux nègres victimes de la rapacité des colons ; et celles où il nous donne son impression sur l'administration de Saint-Domingue dont le désordre le rebuta dès son arrivée: « Disposé comme je l'étais par mes études, mes observations, et surtout par mon caractère » elle « ne pouvait que froiser tous mes sentiments ».

Mais il est profondément optimiste et croit aux améliorations possibles. Poursuivant les irrégularités jusque dans les détails, il se plaît ensuite à remon-

1. « Malouet, dans quelque situation qu'il se soit trouvé, a toujours été guidé par sa conscience. Je n'ai pas connu d'âme plus pure ; et si quelque chose lui a manqué pour agir efficacement, c'est qu'il avait traversé les affaires sans se mêler assez avec les hommes, se fiant toujours à la démonstration de la vérité sans réfléchir assez aux moyens de l'introduire dans la conviction des autres. » M^{me} de Staël: *Considérations sur la révolution française*. 1^{re} partie, chapitre XVIII.

2. Mallet du Pan, l'abbé Raynal, le prince de Salm, la princesse d'Hénin, Clermont-Tonnerre; Montmorin, Lally-Tollendal et Fouché avec lequel il avait étudié à l'Oratoire et auquel il témoigna toujours les mêmes sentiments.

ter aux causes, aux principes, afin de déterminer la portée du mal. Mais alors, il craint de tomber dans les errements antérieurs et il aime à se « retrancher derrière une idée juste, ayant plus de goût pour l'analyse que pour les développements ».

C'est ainsi qu'il arrive à être un esprit véritablement élevé, ayant des vues très originales et souvent profondes, des vues indépendantes de la routine ambiante (1). Aussi est-il plus d'une fois seul de son avis. Alors il s'efforce de concilier ses idées avec celles de ses contradicteurs. Il est un conservateur éclairé, également éloigné des royalistes intransigeants et des républicains. Il donne ses suffrages à une monarchie constitutionnelle (2).

Il n'est pas toujours écouté et il le constate philosophiquement :

« Tout ce qui n'est que raisonnable est terne, sans effet, sans couleur, et le courage, le talent même d'un homme modéré ne trouvent d'appuis que dans sa conscience. »

Malouet pouvait avoir quelque amertume à faire cette réflexion. Dans les fonctions très diverses qu'il avait remplies, il avait traité un grand nombre de questions économiques, sociales, politiques et acquis

1. *Mémoires*, I, 40, 41.

2. *Mémoires*, I. 180. — *Opinions de Malouet*. I, 23, 28, 42, 48.

une grande expérience des hommes et des choses. Peut-être ne possédait-il point les qualités qui font l'orateur. « En général, dit Montlosier, sa manière était pâle, sa parole avait peur d'être forte ; mais son attitude était si noble, ses idées étaient si justes, si marquées de cette intention droite qui appartient à l'honnête homme, qu'au premier mouvement il inspirait la confiance ; il gagnait tout son auditoire pour lui quand il ne le gagnait pas pour sa cause. » C'est là le langage d'un ami : « Il faisait, dit Et. Dumont, des gaucheries continuelles dans l'assemblée dont il ne saisissait point le ton. Jamais il n'était à l'à-propos. Il allait souvent se heurter sur le mot qui choquait le plus et se perdait pour des riens. » Malouet parlait toujours « cahier à la main » : il n'improvisait que quand les circonstances l'y forçaient ; alors sa parole, nette, claire, logique, excitée par les attaques violentes d'une partie de l'assemblée, faisait impression.

Ces qualités de netteté se retrouvent dans son style, soit qu'il relate un fait, un incident, soit qu'il expose une affaire ou dresse un rapport. Il est même quelque peu prolix. Malouet n'a cessé de cultiver les lettres ; mais il n'était pas poète. *Les quatre parties du jour à la mer* sont d'un goût douteux.

S'il ne fut point poète, il fut un administrateur remarquable « intègre, habile, courageux même contre la routine et la bureaucratie de son temps. Il

fait malgré sa droiture une carrière brillante ; ses notes sont excellentes ; il possède la confiance et l'amitié de ses chefs, des ministres libéraux, les Necker et les Montmorin. Il leur écrit, les renseigne, les conseille même sur la politique générale. Il rêve une administration moins compliquée, plus honnête, plus économique, un remaniement des bureaux. C'est à ce point de vue qu'il conçoit la réforme de 1789 ; il voudrait qu'on nettoyât les rouages, qu'on les graissât mieux, qu'on mît en mouvement ce qu'on avait condamné à l'immobilité, par exemple l'institution des États généraux, négligée depuis 1614. Mais cette réparation de la machine administrative, qu'on se garde de la confier aux ignorants, aux électeurs, au peuple. Que les travaux soient rédigés par les maîtres ; les ouvriers ne sont là que comme ouvriers. Sans doute on ne repoussera pas leurs avis ; mais le mieux est qu'ils travaillent à la réorganisation sans chercher à tant la comprendre. Le secret et la direction de l'opération totale doivent rester aux mains compétentes. Les États contrôleront les dépenses. De la sorte, sans un rouage nouveau, la vieille machine fonctionnera » (1).

1. AULARD, *op. cit.*, 338.

TITRE DEUXIÈME

LES IDÉES DE MALOUE ET SUR LES COLONIES

CHAPITRE PREMIER

OBJET DES COLONIES. — LE COMMERCE AVEC LA MÉTRO-
POLE ET AVEC LES PAYS ÉTRANGERS. — ÉVOLUTION
DE CES IDÉES. — LA MÉTHODE DE MALOUE.

Malouet a de bonne heure, dès 1767, « des opinions arrêtées sur les intérêts et les devoirs des hommes, sur la morale, sur l'administration, sur la politique (1) » et particulièrement sur ce qui fait l'objet de son activité. Il nous déclare à maintes reprises que ces opinions n'ont point changé, se sont seulement précisées, perfectionnées.

C'est ainsi qu'il est amené à rechercher quel peut être « l'objet raisonnable de la fondation d'une colonie, par un peuple qui n'a point à redouter sa multiplication sur un grand territoire ; c'est sans doute

1. *Mémoires*, I, 30.

d'assurer sans dépendance envers les étrangers la consommation de ses propres denrées, d'obtenir à meilleur prix par des échanges celles qui lui manquent et de multiplier chez lui les moyens de travail et d'industrie en faisant le moindre sacrifice possible de ses propres forces » (1).

C'est une formule du fameux pacte colonial, lequel exige pour sa parfaite réalisation que la « consommation des denrées du cru de la colonie soit dans son intérieur la moindre possible et qu'au contraire celle de la métropole n'ait de bornes que dans la proportion naturelle des richesses et de la population coloniales » (2). Admirateur et disciple du grand Colbert dont il invoque à chaque instant l'autorité, Malouet se compte au nombre des partisans du système industriel ou réglementaire que l'école libérale commençait à battre en brèche. Mais ses idées vont évoluer et si nous comparons celles qu'il avait alors à celles qu'il professa au début du xix^e siècle, nous constatons un assez profond changement. C'est une marque de l'éclectisme de son esprit qui cherche constamment à s'affranchir de toute théorie absolue.

Sous l'ancien régime, il a déjà peine à s'incliner devant les lois prohibitives (3). Néanmoins en ce qui

1. *Mémoire*, I, 30.

2. *Collection de Mémoires*, II, 163.

3. *Collection de Mémoires*, IV, 154-160.

concerne les colonies, il se rallie entièrement à l'opinion de Montesquieu : « L'homme qui a le mieux connu les droits et les intérêts des hommes » (1), s'exprime ainsi : « L'objet des colonies est de faire le commerce à de meilleures conditions qu'on ne le fait avec des peuples voisins, avec lesquels tous les avantages sont réciproques. On a établi que la métropole seule pourrait négocier dans la colonie., et cela avec de grandes raisons, parce que le but de l'institution a été l'extension du commerce et non la fondation d'une ville ou d'un nouvel empire. Ainsi c'est encore une loi fondamentale de l'Europe, que tout commerce avec une colonie étrangère est regardé comme un pur monopole punissable par les lois. Il est encore reçu que le commerce établi entre les métropoles n'entraîne point une permission pour les colonies qui restent toujours en état de prohibition : le désavantage des colonies qui perdent la liberté du commerce, est visiblement compensé par la protection de la métropole qui la défend par les armes ou la maintient par ses lois. De là une troisième loi de l'Europe, que le commerce étranger de la colonie étant défendu, on ne peut naviguer dans ses mers que dans les cas établis par les traités (2). »

L'extension du commerce national est en effet la

1. *Collection de Mémoires*, IV, 161.

2. *Collection de Mémoires*, IV, 161.

raison qui a fait établir la colonie, « le sacrifice de sa liberté est la condition de son existence, le prix de la concession du sol et de la protection du souverain, c'est la foi et l'hommage du vassal, la redevance du tenancier : tous les pactes, toutes les lois consacrent celles-là ; il est donc contre l'esprit de l'institution d'accorder aucun avantage à la colonie qui puisse nuire à la métropole, la mesure de la prospérité de l'une doit être celle de l'intérêt de l'autre. Telle est le terme invariable des rapports de la colonie au peuple fondateur ».

Ce n'est donc pas « une proposition admissible de livrer aux étrangers l'exportation et l'approvisionnement de la colonie, pour lui procurer un plus haut degré de richesse et de splendeur. A quoi se réduirait la propriété de la métropole si tous les fruits ne lui étaient réversibles, s'il n'en résultait l'entretien de sa marine, l'amélioration de sa culture, le débouché plus facile de ses manufactures » (1) ?

Ces principes sont incontestables. Mais, cependant, nous ne devons pas croire que l'intérêt national permette de les appliquer « littéralement dans tous les cas et dans toutes les circonstances. Telle métropole qui a le plus sévèrement maintenu ses lois prohibitives, pouvait avoir le plus grand intérêt à s'en départir » (2).

1. *Collection de Mémoires*, IV, 162.

2. *Coll. de Mémoires*, IV, 163.

Il en a été ainsi de l'Espagne, qui n'a cessé d'interdire l'abord de ses possessions à tous les peuples de l'Europe. Elle s'est épuisée « pour fournir à l'établissement ; elle n'y a porté ni art, ni culture, car l'expulsion des Maures et l'émigration en Amérique lui avaient fait abandonner l'un et l'autre ; elle n'a fait que diminuer infructueusement sa population en Europe, sans répandre un nombre suffisant d'habitants dans le nouveau-monde. Ces hommes, transplantés sans mélange, sans commerce avec un autre peuple de l'Europe, ont conservé leurs mœurs, leur paresse et leur stérilité dans le pays le plus fertile du globe : ils y ont établi des monastères au lieu de manufactures.

Les naturels du pays ont été employés à l'exploitation des mines, dont le souverain est devenu propriétaire, et toute son attention s'est bornée à s'en attribuer exclusivement le produit, ce qui n'a pu avoir lieu, car pour remplir le but de l'établissement, on a voulu commercer avec les colonies. Mais l'industrie et les bras manquants à la métropole, elle ne pouvait, de son cru, fournir des munitions, des ustensiles, des étoffes ; et ses colonies, réduites aux ressources nationales, c'est-à-dire manquant aussi de bras et d'industrie, ne pouvaient faire naître dans son sein manufactures et culture.

Ainsi malgré les lois prohibitives, malgré la jalousie de la propriété, il a fallu admettre des étrangers,

recevoir d'eux les objets d'un commerce nécessaire, mais contraint et resserré et dont on se plaisait à arrêter l'extension. L'Amérique a continué d'être inabordable et l'entrepôt de Cadix s'est ouvert : alors les piastres et lingots en sont sortis ; ce qui reste est presque absorbé par les frais de garde et de police de ces vastes possessions (1). « De quelle prospérité ne jouirait-on pas, si ces lois prohibitives étaient abrogées, si un gouvernement « doux et modéré » accueillait l'industrie, favorisait les plantations ? »

On ne peut dire de même de l'Angleterre et de la France. « Ces deux nations, la première surtout, ont pu, avec leurs propres forces, établir et approvisionner leurs colonies, et c'est véritablement par elles que le but de l'établissement a été rempli, puisque leurs manufactures et leur culture en ont reçu un accroissement prodigieux qui a augmenté dans la même proportion la somme des revenus publics (2). » Grâce au génie de Colbert, nous avons évité de commettre la même faute que les Espagnols et nous avons suivi l'exemple des Anglais et des Hollandais, « nos précurseurs en culture et commerce et que nous n'avons pas encore atteints dans la partie économique de ces deux arts » (2). Mais dans cet état de splendeur où se trouve le commerce que nous

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 164.

2. *Coll. de Mémoires*, IV, 167.

entretenons avec nos colonies, il semble que nos négociants aient mauvaise grâce à se plaindre de la concurrence que les étrangers leur y font. « Des moyens subsidiaires » qu'ils n'ont pas ou qu'ils négligent, « un supplément de secours nécessaires, dont l'emploi tourne à l'amélioration » de leurs capitaux, les indisposent et les alarment, « un accident, un besoin imprévu, qui force l'exception » est dénoncé par eux « comme violation de la loi, comme lésion de l'intérêt national » !

Mais leur intérêt ne consiste-t-il pas dans l'extension du commerce national ?

La métropole seule, prétendent-ils, a défriché et fécondé les terres de la colonie, ne demandant en retour que les fruits de la culture ; elle a même fourni aux fantaisies et au luxe des colons ; de telle sorte qu'il s'est établi entre elle et eux un compte ouvert et perpétuel dont ils lui doivent encore la solde. Et l'on voudrait appeler les étrangers pour les associer à l'intérêt de ses capitaux, pour réduire le salaire de ses ouvriers, de ses laboureurs, de ses matelots, pour augmenter le prix de ses denrées et lui faire perdre « le bénéfice de la revente et de la commission dans les marchés étrangers » (1). Les colons se plaignent à leur tour que la métropole leur laisse manquer de subsistances, d'ustensiles, de

1. *Collection de Mémoires*, IV, 170-171.

moyens aratoires, qu'elle leur refuse le débouché de leurs sirops, de leurs eaux-de-vie.

Ces réclamations qui paraissent légitimes en droit, ne sont pas admissibles en fait. Est-il nécessaire, par exemple que les Anglais fournissent à Saint-Domingue des nègres, des farines, du blanc de baleine ? « Non : c'est une faute au gouvernement de l'avoir souffert ; et cette tolérance ayant été excessive aux Iles du Vent, la diminution sensible du commerce national en a été la suite. » Par la prolongation de cet abus, on découragera les armateurs pour Saint-Domingue. En effet « l'extension prodigieuse des plantations de café dans cette île, depuis la paix de 1763, aurait absorbé le double des cargaisons de nègres que la métropole a pu fournir. Ainsi celles qui sont venues en contrebande n'ont pas dû faire baisser le prix de nos comptoirs : mais il en est résulté cependant un tort réel pour nos armateurs, en ce que le marchand interlope a vendu comptant, et le Français à crédit ; en ce que ce dernier a vu réduire, par la facilité de l'approvisionnement, ses moyens de recouvrement, car il a perdu l'argent ou la denrée que le colon a livré à l'Anglais en paiement. Et qu'on ne dise pas que la colonie a gagné à cette augmentation de culture ! Si on y récoltait quinze millions de café de moins, si on pouvait y rappeler le prix de vingt-cinq mille nègres anglais, et que les colons se libérassent d'autant envers la métropole, je pense que

leur position serait plus avantageuse ; car l'abondance de leurs denrées en avilit le prix, de telle sorte que trente millions de café ne représentent plus que la valeur de quinze ; ils ont donc au lieu de bénéfice une dette équivalente à vingt-cinq mille nègres qu'ils ont payés comptant pour augmenter les récoltes » (1). Mais ces nègres ne sont pas une augmentation réelle de mobilier pour la colonie, car ce ne sont que des rebuts de cargaisons et presque tous périssent en moins de dix années.

Sans doute, si la métropole ne pouvait fournir des nègres aux colonies, celles-ci devraient s'en procurer ailleurs et ne point imiter les Espagnols. Mais ce n'est point le cas. Les colons nous disent : « Vos cargaisons sont rares et chères ; devons-nous vous payer plus et recevoir moins, pour être fidèles à vos intérêts : manquer conséquemment de moyens aratoires : ce qui augmente nos frais, diminue nos revenus, et votre exportation même ? N'est-il pas plus expédient que nous nous livrions pour un instant à l'étranger, que nous en recevions à bon marché, une abondance de secours qui nous mette tout de suite dans l'état de la plus grande culture, pour vous en conserver ensuite absolument les fruits ? »

Mais « quelle est la monnaie principale du colon ? Sa denrée. Or il ne donne pas plus de sucre au-

1. *Collection de Mémoires*, IV, 173.

jourd'hui pour un nègre qu'il n'en donnait, il y a trente ans ; la valeur numéraire de l'un et de l'autre a augmenté dans les mêmes proportions » (1).

Il est donc inutile de se livrer à la contrebande des noirs, et c'est d'autant plus dangereux, que le retour à la métropole serait plus incertain. » Protégeons la traite nationale « qui emploie déjà, pour la totalité de nos colonies, une somme de huit millions en armements, laquelle se répartit sur les manufactures et main-d'œuvre qui y concourent et rapporte ensuite, par les retours de cargaisons, une autre somme de trente millions également répartie sur tous les agents et sur le fisc de la métropole. Que des gratifications assurées pour l'introduction des noirs en multiplient les moyens ; que toute entrave mise sur ce commerce soit anéantie ; que le reste de nos comptoirs sur la côte de Guinée soit éclairé, protégé et bien régi ; que les recouvrements des armateurs soient assurés ; on verra bientôt la fourniture augmenter, surpasser les besoins ; mais le premier encouragement nécessaire est d'empêcher la contrebande en cette partie. »

Il est inutile de s'étendre sur les objets de luxe,

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 177. Par suite de difficultés monétaires, les paiements ne s'exécutaient presque plus qu'en denrées, lorsque Malouet quitta Saint-Domingue. Voir *Id.*, IV., 220.

le prétexte du meilleur marché en ce qui les concerne étant absolument insoutenable.

Mais Malouet s'arrête aux denrées de première nécessité, comme les farines. Ici « la métropole même ne peut avoir de privilège exclusif pour l'approvisionnement qu'en l'assurant invariablement. En vain ferait-on valoir ici les droits, les conditions de la concession ; il n'en est pas qui ne doive céder à la première loi, celle de subsister. Ainsi toutes les fois que la colonie a lieu de craindre une diminution ou une suspension dans le transport des comestibles, son administration locale est très fondée à appeler les secours étrangers ». Cependant il convient encore « d'user de précautions pour réduire au seul objet nécessaire la tolérance du moment... La concurrence habituelle des farines anglaises ferait diminuer et cesser même absolument l'importation des nôtres par la différence des prix » (1). Aussi, ne doit-on point l'autoriser ; mais doit-on prendre des mesures pour assurer l'approvisionnement. Que nos places de commerce s'en répartissent la fourniture ; nul prétexte ou accident ne pourrait justifier l'admission des étrangers ; « et la métropole peut prendre absolument cet engagement ; sa récolte excède souvent sa consommation ».

Que penser maintenant de l'entrepôt établi en 1768

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 181.

au môle Saint-Nicolas ? Il a pour objet « de recevoir, avec des précautions et des formalités convenues, des denrées et des marchandises étrangères, dont l'emploi indispensable dans la colonie tourne au profit de la métropole » (1). Ces marchandises sont : les poissons salés, le riz et le maïs pour la subsistance des nègres ; les bois et merrains, les bestiaux et animaux nécessaires à l'exploitation des manufactures et à la consommation des boucheries ; « lesquelles denrées se paient à l'entrepôt par l'échange des sirops amers dont la métropole ne tire aucun parti, et que les Anglais recherchent avec empressement » (2).

Pour apprécier cette question qui donna lieu à une si vive polémique à son époque, Malouet a besoin de revenir aux « grands principes ». Il constate que l'état de guerre est devenu l'état naturel et nécessaire des nations ; « c'est à se dépouiller qu'elles tendent toutes, et c'est sur ce plan-là qu'il faut rédiger tous les plans... Il est donc convenu que tout ce qui peut accroître, alimenter la navigation d'une nation rivale, au détriment de la nôtre doit être sévèrement proscrit » (3).

Il faut donc éviter de donner plus d'extension à la

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 183.

2. *Coll. de Mémoires*, IV, 184.

3. *Coll. de Mémoires*, IV, 185.

pêche anglaise, remplacer le poisson salé par une autre nourriture, par la morue par exemple dont on fera baisser le prix, quoiqu'il ne s'ensuive pas de ce qu'on la paiera plus cher qu'aux Anglais, que ceux-ci doivent être admis à la concurrence.

Quant au riz et au maïs, il serait sage d'affecter à leur culture « les terres qui y sont propres, et de ne pas permettre indistinctement les grandes plantations à tous venants ». Ce serait « un moyen sûr de former un ordre intermédiaire, une classe de petits habitants assimilée à nos paysans riches, qui auraient été une ressource pour la défense de la colonie par une population abondante, par l'habitude du travail et de la médiocrité » (1). On ne l'a pas fait et l'on doit accepter les offres des Anglais (2). Inclignons-nous pour l'instant, mais efforçons-nous de remplacer le riz par toutes autres espèces de vivres. « Qu'on y affecte partie des terres nouvellement concédées ou réunies, et tous les habitants qui ne pensent pas employer plus de dix nègres en grande culture (3). »

Les habitants de Saint-Domingue, ayant sacrifié « à des cultures mal combinées des forêts immenses et magnifiques », ont dû encore s'adresser aux Anglais. La Guyane leur offrirait cependant de gran-

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 188.

2. Ces Anglais sont les Américains d'aujourd'hui.

3. *Coll. de Mémoires*, IV, 190.

des ressources, en tous cas, ils devraient donner à l'Espagne la préférence sur les Anglais. Il en est de même pour le bétail. Mais il est si difficile de commercer avec la colonie espagnole, que l'on doit toujours en revenir à ceux-ci.

Tels sont les articles, en y ajoutant ceux ci-dessus énoncés, que la Nouvelle Angleterre fournit à Saint-Domingue qui la paie en sirops. Depuis longtemps on n'avait tiré aucun parti des sirops amers, « qui sont le dernier extrait du sucre terre », lorsque les Anglais nous ont appris à le distiller et à en faire une eau-de-vie plus « salulaire » que les autres ; mais « la consommation n'en étant point permise en France, les guildives établies dans la colonie n'ont pu fournir qu'aux besoins intérieurs. Celles des Anglais, au contraire, ont tellement prospéré, que nos sirops amers ont été portés par eux à un prix assez avantageux pour être regardés aujourd'hui comme le dixième de nos revenus » (1). Aussi leur abandonna-t-on cette branche de commerce, et on leur assigna pour entrepôt à Saint-Domingue, le môle Saint-Nicolas (1767) (2). « J'estime, dit Malouet, à quatre millions tournois le produit de nos sirops : ainsi voilà un tribut imposé aux Anglais pour la colonie de Saint-Domingue ; voilà un débouché avoué

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 200.

2. Voir plus haut, page 6.

par le législateur, pour une denrée coloniale dont il ne convient point au commerce national de se charger » (1).

Mais, ce faisant, le gouvernement ne pouvait espérer être payé en argent par la Nouvelle Angleterre « abondante en denrées, riche de son industrie, mais pauvre en espèces. » Or « aujourd'hui les négociants de la métropole voulant rompre absolument toute liaison de commerce avec les Anglais, et sentant bien que ce ne peut être qu'en donnant un autre débouché à nos sirops, en sollicitent l'entrepôt en France (2). » En supposant que les secours dont ces sirops sont la solde, riz, bois, animaux, etc., puissent être sûrement remplacés, faudrait-il encore assurer leur propre emploi en France. Cet emploi peut être combiné de deux manières ; nous convenons qu'ils ont été convertis en tafias dans la colonie : ou le débit en sera libre pour l'intérieur du « royaume et pour l'étranger, ou il n'aura que cette dernière destination » (3). Dans les deux cas « les marchands d'eau-de-vie et les propriétaires des petits vignobles feront entendre leurs plaintes ; ils vont être ruinés par cette concurrence ; les fermiers des aides viendront à leur secours, et on prouvera que c'est une

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 201.

2. *Coll. de Mémoires*, IV, 202.

3. *Coll. de Mémoires*, IV, 203.

mauvaise opération que de protéger les colons de Saint-Domingue au préjudice de ceux du Poitou et de la Saintonge. Il y a cependant un moyen de la rendre bonne, c'est de multiplier les consommateurs d'eau-de-vie et de tafia, en étendant nos relations dans le Nord, en Suède, dans le Danemark et la Russie, et faisant dans l'Inde et le Levant des envois de tafia seulement, qui y convient mieux au climat, et peut être employé aux boissons composées des pays chauds. Destinons-les aussi à la traite des nègres, sur la côte de Guinée ; la consommation pourrait en devenir immense, si ce commerce encouragé, devenait lui-même plus considérable » (1). Mais c'est exiger beaucoup du gouvernement, et après toutes ces observations, « il devrait être facile de conclure et d'indiquer le parti définitif à prendre sur cette question célèbre du commerce étranger » (2).

Malouet constate qu'il serait conséquent « à son exposé et à ses réflexions » de subordonner « la colonie à une prohibition absolue », comme il a subordonné à son principe son « sentiment intime ». « Mais, dit-il, j'avoue que ce n'est point là ma conclusion, car tout faiseur de projets s'adjoignant au ministère, dans le moment où il écrit, voit tout de suite son mémoire converti en ordonnance, et celle-là

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 204.

2. *Coll. de Mémoires*, IV, 205.

m'inquiéterait si j'en étais l'auteur. La légèreté et l'instabilité de nos opérations, le mouvement perpétuel de ceux qui y concourent, semblent nous interdire un plan qui ne serait bon que par l'indivisibilité de toutes ses parties : tel serait celui de la prohibition.... Vivons au jour le jour, c'est là ce qui nous convient. Que le ministère emploie les précautions, accueille et multiplie les ressources, nationales, en prépare la suffisance ; mais laissons subsister l'entrepôt, et que le commerce de la métropole s'en console en considérant le mal qui pourrait résulter du contraire (1).»

Malouet, on le voit, « excite plutôt le doute » qu'il ne produit la lumière. Ainsi qu'il l'écrira vingt-six ans plus tard, il participait aussi « aux erreurs, à l'exagération, à l'engouement » des économistes et de leurs adversaires, malgré la bonne foi avec laquelle il cherchait la vérité (2). La liberté du commerce le séduisait et l'entraînait. « J'étais dominé, dit-il, par cette maxime fausse et funeste qui nous domine encore ; savoir, que l'industrie nationale, doit être *dans un état de guerre continuel contre l'industrie étrangère* ; principe d'avidité, de spoliation, que la politique consacre, que l'intérêt général, plus éclairé doit proscrire, et que j'abjure pour

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 206-208.

2. *Coll. de Mémoires*, IV, 154-155.

mon compte. Depuis que la méditation a rectifié mes idées, j'ai plus de confiance dans leur résultat ; je trouve que chaque nation se doit *la préférence* de protection de sa propre industrie, mais qu'il y a plus de raisons *d'alliance* que d'inimitié contre l'industrie étrangère (1) ». Mais il est « juste et louable qu'une nation emploie d'abord de préférence toutes ses ressources intérieures et interdise aux étrangers la faculté de les annuler, *en se refusant aux consommations qui ne sont pas causes ou moyens de travail* » (2). Tel est l'objet des lois prohibitives, qui « doivent être considérées comme remède, et non comme principe vital du commerce. En restant dans cette mesure, on ne tient plus à un système, mais bien à ce qui est utile et vrai ; alors la question du commerce étranger dans les colonies peut facilement se résoudre : tout le service, toutes les fournitures que peut faire le commerce national, doivent lui être adjugés sans partage. Là où il est insuffisant, et lorsque les colonies ne peuvent en recevoir tout ce qui est nécessaire à leur approvisionnement, à leur prospérité, les étrangers doivent y être admis ; il est surtout injuste de compromettre leur subsistance par respect pour la métropole (3), et l'établis-

1. *Idem.*

2. *Coll. de Mémoires*, IV, 175.

3. *Coll. de Mémoires*, IV, 156, 180, 182.

sement des entrepôts reste, malgré toutes les réclamations des ports de France, une sage opération » (1).

La question coloniale envisagée à ce point de vue, il ne reste pas de place pour les colonies de peuplement. Où serait, en effet, le profit de la métropole dans une colonie où la population aurait juste de quoi se nourrir ? S'il ne s'agit en fondant une colonie que de « procurer des moyens de subsistance à des gens qui n'en ont pas », il est un moyen plus simple que Malouet recommande aux gouvernements : « Placez-les dans vos landes ; faites-leur dessécher vos marais et avec dix fois moins de dépenses, vous bâtirez des villages, vous multipliez les propriétés et les maisons dans des lieux aujourd'hui stériles et inhabités (2). »

La politique de Colbert a porté ses fruits dans ce XVIII^e siècle occupé de spéculations, d'entreprises de commerce, de banqueroutes, qui manifeste par la plume de Voltaire son profond dédain pour les « arpents de neige du Canada ».

Comme il arrive en pareil cas, cette politique, exagérée, a été faussée ; Colbert n'avait fait que reje-

1. Supplément à la *Collection de Mémoires*, II, 155; *Coll. Mém. et corr. off.*, V, 321; *Coll. Mém. et corr. off.*, IV, 155, 156 (en note) ; — opinion sur le commerce de l'Inde.

2. *Coll. de Mém. et corr. off.*, V, 112-113, IV, 162. *Mémoires*, I, 72.

ter au second plan les colonies de peuplement. Les hommes clairvoyants ne devaient pas tarder à mesurer les avantages, que procurent à un État des établissements lointains. Voici en quels termes Malouet devenu ministre de Louis XVIII, pressait son maître de faire tous ses efforts pour recouvrer les avantages perdus : « C'est un but vers lequel nous devons nous diriger avec une attention et une persévérance infatigables ; c'est, j'ose le dire à Votre Majesté, le plus essentiel, celui auquel il faut arriver, parce que l'indépendance maritime est la seule qui puisse nous être contestée avec avantage par une nation rivale ; parce qu'enfin, Sire, c'est de cette indépendance que dépendent la prospérité, l'existence politique de votre royaume, la gloire, la dignité même de votre trône. Les obstacles sont grands, mais la situation géographique de notre belle France, en nous prouvant qu'ils peuvent être surmontés, nous impose l'obligation de les vaincre (1). »

L'importance de la colonisation au seul point de vue du développement de la puissance navale a gagné du terrain.

Malouet est donc bien pénétré du rôle considérable que jouent et que peuvent jouer les colonies. Il devait avoir des vues raisonnées sur leur gestion et leur gouvernement ; et, en effet, il nous en donne

1. *Archives coloniales* : Rapport n° III, du 21 juillet 1814.

des aperçus à différentes reprises dans ses mémoires, dans ses rapports et dans ses discours.

Disons, d'abord, que sa méthode est celle que l'on appellerait aujourd'hui objective, tirant de la réalité des choses ses enseignements et les principes qui dans la suite, serviront de directions (1). C'est une marque de son grand bon sens et de la sincérité de son esprit, en un temps fertile en déclamations. Il se défie au plus haut point des systèmes ; le législateur qui « poursuit le beau idéal est un romancier dangereux dont il faut honorer les intentions et repousser l'influence » (2). Il s'est fait une règle inviolable « d'avoir soin de bien marcher toujours entre deux théories extrêmes ».

Nous avons vu que, chargé de rapporter le projet Bessner sur la Guyane, il conclut : C'est « dans la colonie même, en interrogeant les habitants, en visitant les terres, en employant à cet examen des ingénieurs et des cultivateurs exercés ; c'est surtout en comparant aux nôtres les procédés employés par les Hollandais » (3), qu'on arrivera à des résultats positifs. Revenu au pouvoir en 1814, il envoie des missions dans la plupart de nos colonies afin d'étudier

1. *Collection de Mémoires*, IV. Introduction, 72, 87-88.

2. Discours sur l'état des personnes ; — *Mémoires*, I, 41.

3. *Mémoires*, I, 84.

les changements survenus et les réformes à apporter (1).

Aussi cette méthode qui sait se plier aux exigences de la réalité, tenant compte des différences et respectueuse de l'œuvre du temps (2), est-elle très souple ; elle est de la plus haute importance dans les affaires politiques.

1. Mission Leschenauld de Latour dans l'Inde, (*Arch. coloniales*, rapport n. III, du 21 juillet 1814), mission Dauxion de Lavaysse à Saint-Domingue (Sommaires de Rapports : rapp. du 25 juin 1814).

2. *Collection de Mém. et corr. off.*, V., 89, 134, 167 (en note).

CHAPITRE II

PRINCIPES DU GOUVERNEMENT DES COLONIES

NÉCESSITÉ DE REVENIR A UN PRINCIPE CONSERVATEUR

Cette méthode permet à Malouet de partir de cet axiome : « Les colonies ne peuvent être gouvernées comme la métropole, car elles n'ont ni les mêmes fins, ni les mêmes moyens » (1). Il revient à maintes reprises sur ce principe, qui a si souvent été un argument, et il eut une occasion éclatante de l'affirmer avec toute l'autorité que lui conférait une carrière, déjà longue, lorsqu'il fut question d'appliquer aux colonies la déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Pour soumettre les colonies à l'universalité des nouveaux principes qui régissent le royaume, il faudrait que leur existence et le régime nécessaire à leur existence fussent sinon les mêmes, au moins analogues aux modes et aux conditions par lesquels la métropole existe et se régit. Or, non seulement il

1. *Coll. des Mém.*, IV. Introduction, 4.

n'y a pas d'analogie, mais il y a dissemblance, il y a opposition entre les modes et les conditions de l'existence et du régime de la métropole et des colonies. Ce n'est seulement pas dans le sol et le climat, les cultures et les produits que consistent ces différences et ces oppositions ; c'est essentiellement dans la population ; c'est dans le nombre et l'espèce d'hommes qui composent cette population, dans leur emploi, dans leur destination, leurs mœurs et toutes leurs habitudes... Il est donc nécessaire de déterminer spécialement pour les colonies des principes constitutifs qui soient propres à assurer leur conservation suivant le seul mode d'existence qu'elles puissent avoir. Car il est impossible qu'elles existent comme colonies, comme moyen de richesses et d'aliment pour le commerce et les manufactures nationales, si vous ne prenez toutes les mesures nécessaires pour conserver et protéger leur propriété et leurs cultures dans l'état et avec les conditions qui peuvent seuls leur faire remplir leur destination (1). »

Le régime applicable aux colonies doit donc répondre à leurs fins, qui sont l'utilité de la métropole, grâce aux débouchés qu'elles lui offrent et aux denrées précieuses qu'elles lui envoient en retour. Ces denrées précieuses ne pourront être obtenues et la prospérité de la colonie ne pourra être engendrée

1. Discours sur l'état des personnes.

par les seuls Européens travaillant sous ces climats mortels. Leurs familles s'y éteignent à la cinquième ou sixième génération ; si elles y vont nombreuses, elles n'auront que juste de quoi se nourrir. Il faut des noirs, en quantité suffisante, des esclaves que la traite apportera. C'est une nécessité que personne ne conteste et Malouet la comprend parfaitement. Mais il s'aperçoit aussitôt, que cette organisation de travail porte en elle-même, dans les temps modernes, « un vice fondamental, un germe de destruction » (1).

Elle n'est soutenue « ni au dedans, ni au dehors, par aucune force morale, par aucune combinaison politique qui lui soit appropriée ; et il y a une réunion plus facile d'intérêts et de volontés » pour la renverser que pour la maintenir. « Le despotisme oriental a pour appui la religion qui le consacre, le milieu qui en profite. Les Levantins à Alger, les Mamelucks en Egypte, les gens de loi et les janissaires en Turquie, voilà avec le Coran les forces morales et politiques qui suffisent au maintien des plus mauvais régimes. Quels sont, dans le même ordre, les appuis du régime colonial ? » On connaît la situation du noir vis-à-vis de l'Européen : tous les devoirs sont d'un côté et tous les droits de l'autre. Ce régime n'a aucun appui : « discorde entre les intérêts » qui le comman-

1. *Coll. de Mém et corr. off.*, IV, Introduction, 5.

dent, « nulle superstition qui le serve ; accroissement successif des intérêts et des moyens de son anéantissement, insuffisance des forces qui le protègent. L'esclavage remonte jusqu'à l'origine des sociétés ; mais nous voyons tous les peuples qui l'ont admis n'adopter dans leur religion, leur lois ou leurs mœurs, aucune des maximes contraires à l'esclavage et se maintenir néanmoins dans une proportion infiniment supérieure à celle de leurs esclaves. Les peuples modernes fondateurs de colonies ont fait tout le contraire. Leur religion, leurs lois, leurs mœurs ont proscrit l'esclavage et ils ont entendu le maintenir dans une proportion infiniment supérieure à celle de leurs propriétaires auxquels ils en avaient départi le droit et l'emploi ».

« Ce contre-sens politique abandonné à toute l'influence des passions et à l'imprévoyance du gouvernement a produit ce que nous avons vu. »

« L'esclave, chez les anciens, était hors de la loi civile qui ne le protégeait point. Nulle moralité, nulle obligation religieuse ne venait à son secours. Pouvait-il nous convenir à nous, Européens modernes, de recevoir de l'antiquité cette institution sans la modifier selon nos lois religieuses et politiques ? C'est ce qu'on a voulu faire en prescrivant aux maîtres quelques obligations et en associant les esclaves à la religion professée par leurs maîtres ; mais les liens religieux et la morale publique s'affaiblissent encore

plus rapidement dans les colonies que dans la métropole. Le despotisme domestique devait y prendre les mêmes caractères que chez les anciens, et c'est ce que la législation ne devait jamais permettre, n'ayant plus à sa disposition pour le maintien de l'esclavage les préjugés et les mœurs des anciens peuples (1). »

Ces dangers ont été aggravés par la conduite insensée tenue envers les affranchis, qui sont placés « à une telle distance des blancs qu'ils croient avoir à gagner en devenant leurs ennemis ».

Si l'incorporation ne peut se faire, l'affranchissement devient sans motif, et il n'en résulte que « la formation d'une force étrangère (2) » qui tend à supplanter le groupe européen dans la colonie.

Voilà donc celle-ci à la merci de la première commotion qui viendra ébranler sa fragile constitution, et lui sera fatale, parce qu'il n'existe dans son sein « aucune puissance légale pour rectifier et modérer l'impétuosité d'un premier mouvement ».

Or s'il est important pour une grande nation d'avoir des colonies, il est peut-être plus nécessaire encore pour elle de ne les point laisser disparaître ou ruiner quand elle les possède. Le ralentissement du commerce colonial qui en serait la suite aurait une répercussion désastreuse. Que nos îles à sucre ne

1. *Coll. des Mém. et corr. off.*, IV. Introduction.

2. *Coll. des Mém. et corr. off.*, V, 57.

nous envoient plus leurs produits ; on en verrait bientôt résulter « une soustraction énorme du revenu national et parce que nous n'aurons plus de part aux produits de l'Amérique et parce qu'il y aura une moins-value sur les produits de notre agriculture que les colonies ne consommeront plus. Alors cette perte annuelle nous permettrait-elle de continuer à payer à l'étranger ce que nous lui devons pour la portion de l'intérêt qui lui appartient dans la dette nationale et pour les fournitures que nous en recevons, telles que fer, cuivre, laines, soie, tabac, épiceries, drogues médicinales etc.. à quoi il faudrait ajouter les denrées de l'Amérique que nous ne récolterions plus. Alors, l'avisement et la moindre consommation des fruits de notre culture et de notre industrie permettraient-ils à la nation de supporter nos charges actuelles ? Alors les revenus de la nation, diminués, et nos dettes augmentées, quel serait le sort des rentiers et des pensionnaires de l'État ? Alors cette quantité d'agents en tout genre que le commerce des colonies emploie ne passeraient-ils pas avec elles chez l'étranger qui nous en aurait dépouillés ? Sa force, sa population, sa richesse s'accroîtraient en raison de notre dépérissement ; toutes les parties constitutives de l'État seraient bouleversées ; peut-être la France en éprouverait une révolution horrible (1). »

1. *Coll. Mém. et corr. off.*, V, 66.

Malouet attache donc une grande importance à tout ce qui peut porter atteinte à la propriété des colonies, et considérant le système colonial français, il conclut à la nécessité de revenir à un « principe conservateur ». Quelles sont alors les règles essentielles qui vont diriger notre conduite ?

Les malheurs passés et les dangers à craindre sont imputables au libre jeu des passions, plus violentes sous les climats tropicaux que dans notre zone tempérée, et à la coupable imprévoyance du gouvernement de la métropole, qui n'a tenu aucun compte des conditions d'existence du régime colonial.

Ce gouvernement sera prévoyant s'il concède aux colons une forte dose d'autonomie, d'abord en ce qui touche à leur sûreté, à la police de la colonie. Il y aurait « violation des droits et des principes, si l'autorité nationale sortant de la ligne de protection et de surveillance qui lui appartiennent » ne leur laissait « toutes les garanties et la portion d'indépendance qui leur est nécessaire pour maintenir leur existence » (1). Il serait aussi injuste qu'insensé de les avoir entourés de dangers sans moyens défensifs », et de leur faire craindre de nouveaux malheurs (2) à chaque manifestation nouvelle du pouvoir législatif.

1. *Coll. Mém. et corr. off.*, IV. Introduction, 13.

2. *Coll. Mém. et corr. off.*, IV. Introduction, 16.

Malouet redoute donc l'intervention, qui risque d'être maladroite, du gouvernement métropolitain. Aussi celui-ci fera-t-il encore œuvre de haute prudence, en conférant aux colons un certain pouvoir dans la législation sur les biens et l'état des personnes dans la colonie (1) ; eux seuls sont à même d'apprécier les mesures qu'il convient de prendre en ces matières (2). Il y va toujours de leur sûreté ; mais il y va surtout de l'avenir de la colonie. C'est ce que Malouet expliqua devant le Comité des colonies de la Constituante, à la séance du 10 mai 1791 : « Cette société bien ou mal instituée ne peut exister que sur sa base qui est l'esclavage. Vous devez donc vous interdire jusqu'à la tentation de l'ébranler et d'après ce qui est arrivé, vous devez prendre les précautions pour l'avenir en vous déclarant incompetents pour prononcer sur les propriétés et l'état des personnes dans les colonies autrement que par l'organe et du consentement des propriétaires (3). »

« La justice, rigoureuse, la nécessité » commandent ici ce qu'une « saine politique, des idées purement libérales » ont inspiré dans tous les temps : « Ouvrez l'histoire : vous verrez les conquérants, les

1. *Coll. Mém. et corr. off.*, V, 302.

2. *Id.*, V, 150.

3. Discours sur l'état des personnes. — *Coll. Mém. et corr. off.*, V. Intro., V, 302. — IV, 291.

législateurs, les Grecs et les Romains, laisser aux colonies, aux provinces conquises, leurs lois municipales, leurs mœurs, leur culte, leurs usages et l'autorité suffisante pour les maintenir. Vous verrez le plus grand prince du moyen âge, Charlemagne, soumettre ses instructions à l'acquiescement des différents peuples qu'il gouvernait. (1)

Il en est de même, dans notre temps, chez les Anglais: « Le bill de l'établissement de l'Inde est la plus savante combinaison du despotisme européen qui s'asseyait avec orgueil, mais avec les formes de la justice et le langage de la raison sur les débris du despotisme oriental ; et non seulement les naturels du pays mais les étrangers et leur commerce sont mieux traités par les dominateurs de l'Inde qu'ils ne l'avaient jamais été : grand exemple pour les peuples fondateurs ou propriétaires de colonies (2)! »

Quelle part se réservera donc la métropole dans l'administration de la colonie ? Certains demandent que celle-ci soit entièrement sous sa dépendance, qu'elle lui soit assujettie. Aux disciples de cette doctrine, Malouet répond : « J'estime comme vous que les colonies vous soient subordonnées comme moyens de force et de richesse, comme agents du commerce

1. *Coll. mém. et corr. off.*, IV, Introduction.

2. *Id.*, IV, 30-31.

et comme débouchés de vos manufactures ; que votre autorité s'étende sur tout ce qui vous sert, qu'elle ne s'arrête qu'à tout ce qui vous est inutile ou étranger ou contradictoire à vos lois et à vos mœurs nationales ; sur tous ces points vous n'avez aucun intérêt à vous faire violence en consacrant les mœurs et les institutions coloniales, ni d'attenter à la sûreté des colons en leur imposant les vôtres (1). »

L'intérêt bien entendu de la métropole, lui commande donc, de laisser à ses colonies la part la plus grande possible d'indépendance compatible avec l'utilité qu'elle doit en retirer.

Telle est la « base fondamentale » de ce que Malouet appelle « système colonial » (2).

Ces idées sont bien d'un colon ; mais elles sont aussi de l'homme profondément libéral qu'était Malouet, soit dans le domaine politique (3), soit dans le domaine économique (4). C'était un philosophe, non point de son temps, qui se défiait des écarts de la raison humaine (5), et cette première condition posée de son système, il constate qu'elle est des plus difficiles à réaliser ; Aussi, dit-il, « un pouvoir législatif dans les colonies, ce n'est pas là ma pro-

1. *Coll. de mém. et corr. off.*, IV, Intr.

2. *Coll. des Mém. et corr. off.* IV, Intr.

3. V. *Mémoires*. II. chapitre XII à XVIII.

4. *Coll. de mémoires et corr. off.*, IV, 154 et ss.

5. Voir plus haut.

position. Nous avons vu les écarts, les folies des dernières assemblées de Saint-Domingue ; qui pourrait en désirer le retour ? Depuis que Cicéron nous a si magnifiquement signalé le caractère de la loi, sa nature, son existence indépendante des erreurs ou des passions d'un sénat ou d'un prince, il serait permis de croire que le pouvoir législatif n'appartient exclusivement ni à un homme, ni à plusieurs. Et, en effet, la vérité, la justice, sont trop souvent à une grande distance de nos petites combinaisons, de nos mouvements tumultueux pour se rencontrer dans l'intrigue de nos débats, dans les motifs passionnés de nos décrets. D'ailleurs ce n'est pas à la suite d'une révolution (1), et au milieu des calamités qu'elle entraîne que ses victimes peuvent avoir cette supériorité de raison, ce caractère de modération nécessaire, pour réprimer eux-mêmes les habitudes vicieuses de leur régime intérieur, pour concilier leurs intérêts avec ceux de la métropole. Il faut sans doute les consulter, les entendre, car ils ont des lumières qui nous manquent, des besoins qu'ils connaissent mieux que nous. Il ne faut rien entreprendre sur leurs propriétés, sur les moyens de leur sûreté sans leur acquiescement, mais après les avoir garantis des méprises et des injustices de la métro-

1. Écrit en 1801.

pole, il faut bien les préserver aussi de leurs propres écarts (1) ».

La métropole fera donc encore œuvre de prévoyance en imitant le bon gouvernement, qui opère ainsi qu'un « congrès, dont les plénipotentiaires nécessaires » seraient « la raison, la justice, l'expérience » (2). Et nous déterminerons, dans cet esprit, la deuxième condition du système colonial, qui doit « être imposé aux colonies comme à la métropole » et ne pouvoir « être violé sans leur consentement mutuel ». Elles se préserveront ainsi l'une l'autre de leurs écarts respectifs.

Les colons conserveront leur pleine indépendance pour légiférer sur tout ce qui est « inutile » à la métropole, et celle-ci, pour légiférer sur tout ce qui lui sert sans lui être étranger ou contradictoire à ses lois. Dans ce dernier cas seulement, leur consentement mutuel sera nécessaire.

Tout danger sera écarté si la métropole intervient avec la même sagesse, pour « civiliser » les rapports entre maîtres et esclaves, pour effacer « le vice fondamental » de l'institution, la mettre en harmonie avec nos mœurs et avec nos lois (3). Nous nous

1. *Coll. de mém et corr. off.*, IV, *Introd.*

2. *Coll. Mém. et corr. off.*, IV, *Introduction.*

3. Cette politique s'impose d'autant plus qu'il y a plusieurs classes d'habitants dont les intérêts sont divergents. Il n'en sera pas ainsi à l'Ile-de-France. « Puisque les habitants

sommes placés « bien ou mal à propos dans la nécessité d'employer des travailleurs obligés. Qu'on ne dérange point cette combinaison mais qu'on la rectifie » (1) grâce non seulement à « l'esprit de famille ou de religion » (2), mais à une législation appropriée.

« Une pareille législation doit avoir pour objet un traité entre les besoins, les devoirs et les moyens du plus fort et du plus faible ; sa perfection possible est dans les conditions raisonnables du traité ; elle ne forme pas, elle ordonne la Société et sa destination est de l'améliorer sans la résoudre. Ainsi, dans une société composée de propriétaires et de non-propriétaires, il appartient à la loi, non de les mettre en parité, ce qui est absurde, mais de déterminer leurs rapports, de garantir la propriété, la sûreté de l'homme libre et la solde qui lui est due en protection, subsistances, entretien et jouissances relatives. Il faut définir et constituer les droits du serf comme ceux des maîtres, car un homme dépourvu de toute espèce de droits, à la disposition absolue

y ont un esprit public, un intérêt commun qui les dirige » on peut alors leur laisser la jouissance ou la charge de la liberté politique. (V. *Coll. de Mém.*, IV, 48).

1. *Supplément à la Coll. de Mém.*, 334. — *Coll. Mém.*, IV, Introd.

2. *Coll. Mém.*, Introd. IV.

d'un autre homme, est l'esclave des anciens et ne doit pas être le nôtre (1) ».

Malouet prévoit la tempête que vont soulever ces mots : « les droits du serf » chez les colons et dans le camp des philosophes. Il ne s'en inquiète point et pose comme troisième condition du système colonial, la différence reconnue et établie entre « l'esclave des anciens et le travailleur obligé dont nous reconnaissons la nécessité » (2). Que l'on renonce au terme d'esclave et que « l'appellation de non libre lui soit substituée ; que l'on achète le travail, les services et non la personne morale de l'Africain ; qu'en apprenant ses obligations, il s'en console par l'exercice de ses droits ; que la jeune fille et l'épouse du noir non libre n'aient point à craindre ou soient vengées de la violence du ravisseur, que l'autorité du maître soit respectée, mais que ses fantaisies ou ses colères aient un frein... voilà ce qu'il faut régler impérativement avec précision et détail, sans égard aux préjugés, aux habitudes qui s'y opposent » (3). Mais il faut savoir le faire avec lenteur, souplesse et discrétion : Les mauvaises institutions qui « servent de point d'appui à quelque partie du système religieux, civil, ou politique d'une

1. *Coll. mém.*, Introd., IV.

2. *Coll. mém.*, IV, Introd., 23.

3. *Id. Ibid.* 23 et 117.

nation » méritent de la part des réformateurs un « sort de respect et de ménagement » (1).

« On ne doit les corriger que progressivement ; et quand il serait convenu « entre tous les gouvernements et tous les propriétaires des colonies, de travailler efficacement à la liberté des nègres, le premier devoir de la raison, de la justice, de la prudence, serait de le taire ; car il est injuste et barbare d'associer aux mêmes alarmes la corruption et l'honnêteté » (2) et dangereux de troubler cette race si opprimée et qui a fait preuve de tant d'énergie, par des perspectives qui seraient bientôt illusoires pour elle.

A mesure que « les colons se prêteront à ces vues d'ordre et d'humanité, en paraissant faire le plus noble des sacrifices, ils feront leurs propres avantages ; on verra résulter plus de prospérité aux colonies et dans le commerce national ; on y éprouvera plus de tranquillité, plus de sûreté, une augmentation constante de la population de ces établissements sans employer aucun moyen forcé ni contraire à nos principes ; il n'é faut pour s'en convaincre que se représenter cette vérité que la population croît

1. *Id.* V. 89, 134, 167 (en note).

2. *Coll. Mém. et corr. off.*, V, 94 ; 135. — V. aussi *Réflexions sur le sort des noirs dans les colonies dans les « Mélanges »*, p. 7.

sensiblement partout où se trouvent le bonheur et les subsistances » (1).

Malouet demanderait bien l'abolition totale de l'esclavage, s'il croyait que « cette opération fût d'une justice rigoureuse et surtout qu'elle fût praticable sans un bouleversement dont les conséquences n'ont pas été calculées » (2).

Le marchand européen ne crée pas la servitude qui existera même s'il se retire (3). Il achète à une société barbare et féroce les membres qui la composent et se vendent alternativement (4) et il les cède à un colon qui les emploie au travail de la terre, ne contractant que la seule obligation morale de ne pas rendre leur état pire qu'auparavant. La « philosophie et l'humanité » peuvent bien nous pardonner « d'aller prendre sur l'autel du despotisme le plus absurde ses victimes renaissantes pour en faire des laboureurs » (5). C'est ce que reconnaissent les grandes législations modernes : elles supposent et entretiennent « tous les besoins du luxe et de l'opulence qui s'éloignent indéfiniment de l'abstinence philosophique ; si, au nombre de ces besoins sont aujourd'hui le sucre, le café, l'indigo, etc., qui ne peuvent être

1. « Réflexions sur le sort des noirs », *Mélanges*, 67.

2. *Coll. Mém., et corr. off.*, V, 23.

3. *Coll. Mém.*, V, 25.

4. « Réflexions sur le sort des noirs », *Mélanges*, 9.

5. *Coll. Mém.*, V, 25.

cultivés que par des indigènes, je crois que ceux-ci, jusqu'à ce qu'il s'élève parmi eux un Montesquieu, sont encore plus rapprochés de la condition d'hommes raisonnables en devenant nos laboureurs qu'en restant dans leur pays, soumis à tous les excès du brigandage et de la férocité » (1).

En réalité, la condition de l'esclave est aussi enviable que celle de l'indigent (2). Comment une métropole serait-elle tenue d'élever cette condition au-dessus de celle de la dernière classe de ses habitants ?

La justice ne nous commande point d'abolir l'esclavage ; la prudence nous ordonne de ne pas le faire. Ce serait nuire « à l'intérêt général autant qu'à la sûreté individuelle » (3).

Les nègres libres deviendraient ou propriétaires ou journaliers. Dans ce cas, le sol de nos îles serait morcelé à bref délai ; les colons n'ayant plus de travailleurs à leur disposition céderaient la plus grande partie de leurs exploitations. Or, on n'y cultive point comme en Europe : le sucre, le café, le coton, l'indigo, mais surtout le sucre exigeant « le concours d'un grand nombre de manœuvres qui puissent être commandés à volonté et distribués en même temps en différents ateliers pour la préparation des terres

1. *Id.*, V, 26-27.

2. *Id.*, V, 23.

3. *Coll. Mém.*, V, 21.

et la manipulation des denrées » (1) La culture de nos produits coloniaux pour la plupart est donc fort gênée par ce morcellement et par la diminution du crédit et de la sûreté des hypothèques qui en est la conséquence (2).

Les propriétaires ne peuvent pas davantage faire des nègres des journaliers ; ceux-ci ou bien rentre-
raient dans la classe de ceux de l'Europe et ils n'en seraient pas plus heureux, ou bien, « si les circonstances locales d'un sol plus fertile, d'un climat qui impose moins de besoins, leur donnaient plus de facilité pour subsister », ils renonceraient au travail ou demanderaient des prix exorbitants de main-d'œuvre. « Alors, nos denrées coloniales seraient exclues de tous les marchés de l'Europe par la préférence donnée à celles des autres peuples qui n'auraient pas adopté le même régime (3). »

Adopter la servitude de la glèbe, c'est revenir rapidement à l'esclavage.

Dans un règlement qu'il élaborait en 1776, Malouet proposait d'établir dans chaque paroisse des colonies « un tribunal domestique » dont l'objet aurait été de faire observer les droits et les devoirs des maîtres et des esclaves. Placé sous la haute surveillance du

1. *Coll. Mém.*, V, 50.

2. *Coll. Mém.*, V, 119.

3. *Coll. Mém.*, V, 54.

gouverneur, il était composé des plus notables habitants et du curé. Les gens de couleur propriétaires pouvaient y être admis comme assesseurs. Ce tribunal nommait des « inspecteurs d'ateliers exerçant la police correctionnelle. Les délits moyens étaient toujours du ressort de la justice ordinaire. Chaque habitant notable était inspecteur né de son habitation jusqu'à ce qu'il fût convaincu d'avoir contrevenu aux règlements et, si sa mauvaise conduite occasionnait des désordres graves, il pouvait être contraint par le gouverneur de nommer un procureur gérant et renvoyé de la colonie » (1).

D'autres mesures compléteront cette politique imposée par la prudence, sinon dictée par la morale : elles concerneront les affranchis que l'on s'attachera par les liens d'un intérêt solide et dont on se fera les protecteurs ou les maîtres éclairés.

1. *Coll. Mém.*, IV, 25.

CHAPITRE III

DU PRINCIPE CONSERVATEUR EXTÉRIEUR DU RÉGIME COLONIAL

Ce régime intérieur de lois conservatrices se complète par un régime extérieur de protection.

Sans doute, les colonies peuvent être défendues par des troupes, par des vaisseaux. Dans le premier cas, cependant, la défense est généralement illusoire. Le climat, la nature du sol, le manque de vivres et de fourrages interdisent les armées nombreuses et les mouvements rapides. Des vaisseaux sont nécessaires, mais il ne faut pas s'en tenir à des vaisseaux sans troupes. « Il n'y a que la combinaison et l'emploi intelligent des forces de terre et de mer qui puissent assurer la conservation de nos colonies (1). » Oui, mais à la condition d'avoir la supériorité du nombre. Or, nous avons à lutter souvent avec des peuples, les Anglais, par exemple, qui peuvent con-

1. *Coll. de Mém.*, IV, 240.

centrer sur leurs flottes tous leurs soins et toutes leurs ressources. N'y a-t-il pas, au contraire, un intérêt général pour tous les États commerçants à ce que les colonies soient préservées de toute atteinte extérieure, et puissent se développer en dehors de toute crainte d'invasion. Les États en sont en quelque sorte « copropriétaires » ; ils leur doivent « un accroissement de travail et de productions nationales ; car si c'est avec des métaux qu'ils paient le sucre et le café, il faut qu'une industrie nouvelle et croissante en proportion de leur consommation leur rapporte l'or et l'argent pour qu'ils puissent payer encore le sucre et le café. » Le travail est aujourd'hui reconnu comme la principale source de la richesse des nations, Toute consommation dont la solde se renouvelle indique une reproduction ; elle est cause de travail et moyen de richesse. « Les denrées coloniales, en pénétrant graduellement chez les peuples non propriétaires de colonies leur enlèvent des métaux ou des marchandises ; mais toutes les fois que la consommation croît et se soutient dans son accroissement, elle indique une reproduction qui la solde ; car le peuple consommateur serait bientôt dépouillé de ses métaux ou de ses marchandises, si chaque barrique de sucre qu'il reçoit et consomme ne produisait un équivalent pour la payer. Il suit de là que les colonies, considérées comme manufactures de denrées dont la consommation et la reproduction

se succèdent, intéressent autant les peuples qui consomment que ceux qui possèdent. » Tous les pays ont un intérêt commun à leur conservation et à leur bon régime. Et notre droit public, notre droit positif d'Europe ne doit pas leur être appliqué « en tout ce qui peut les mettre en danger ».

Voici comment : s'il est vrai qu'il peut y avoir dans les colonies « une maturité d'abus et de forces » qui doit y produire ou renouveler des révolutions, il y a loin de cette vérité à une distribution régulière « de puissance », comme celle que l'on a proposé dans le Nouveau Monde. « Il n'est pas douteux que l'Amérique espagnole et portugaise ne présente les éléments de plusieurs souverainetés, qu'on ne pût y établir deux grands empires dont la prospérité dépendrait de la forme de gouvernement qui serait adoptée, qui favoriserait le plus la population, la transplantation des arts, des mécontents et des spéculateurs de l'Europe ; mais jamais les rois d'Espagne et de Portugal n'abandonneront cet apanage aux cadets de leur maison, et les aînés n'abandonneront pas davantage leurs États d'Europe pour aller gouverner l'Amérique, quoiqu'on pût motiver sensément cette émigration (1). »

Les guerres étrangères seules ou les commotions intérieures pourront opérer une scission et le « con-

1. *Coll. de Mém.*, IV, 28-29.

grès européen » n'en pourra régler « amiablement les conditions : ce sera, comme toujours, la fortune et la force qui en décideront ».

Mais, si nous recherchons « les causes inaperçues des changements progressifs qu'opèrent dans les colonies la force des choses, celle du temps, l'accroissement des lumières, celui des besoins, celui des abus » nous voyons que « presque tous les gouvernements s'usent par une routine léthargique, et périssent ensuite par des innovations subites qui les frappent comme une attaque d'apoplexie foudroyante (2). » Il n'y a que les Anglais, parmi tous les peuples modernes, qui « paraissent corrigés par l'attention qu'ils mettent à leur législation, et l'habileté avec laquelle ils réparent les outrages du temps dans leurs crises politiques. » Ils compensent, les fautes qu'ils ont commises dans l'Amérique septentrionale, par les acquisitions qu'ils ont faites dans la suite et par « l'ascendant que conservent sur les États-Unis leurs capitaux, leurs manufactures et leur navigation ». Ces fautes ont « consolidé la conquête de l'Inde, en leur apprenant que le seul moyen de s'assurer des peuples conquis est d'améliorer leur sort ».

Néanmoins, ils n'ont pas « pris dans une égale considération tous les désordres qui existent, on se préparent entre les intérêts et les rapports des Indes

1. *Coll. de Mém.*, IV, 30.

occidentales avec l'Europe. Occupés de leur prépondérance plus que des moyens indirects, mais sûrs qui la garantiraient, ils savent user de la conquête en la modifiant ; il ne leur manque que de ne pas abuser du monopole, qu'ils devraient modifier aussi à mesure que leur commerce s'étend : car toute exagération des masses en produit l'écroulement.

Les Anglais ne peuvent avoir en Amérique l'existence commerciale et politique qu'ils ont dans l'Inde ; et s'ils le voulaient en vertu de leur puissance navale, très supérieure à toutes les autres ; s'ils obtenaient momentanément la monarchie universelle de leurs comptoirs et de leurs flottes, elle s'écroulerait encore, car il y a une puissance morale d'industrie, d'amour-propre et de besoin, répandue chez tous les peuples, qui luttera de plus en plus avec avantage contre tous les genres de monopole (1). »

Il y a, cependant, « une espèce d'empire aussi utile que glorieux à exercer par les Anglais, qui est celui de contribuer plus efficacement qu'aucune autre nation à la protection des établissements européens en Amérique : et comme ils ne peuvent conserver les leurs qu'autant que ceux des autres nations seront aussi dans un état de sûreté et de prospérité, leur intérêt se trouve ici d'accord avec les princi-

1. *Coll. des Mém.*, IV, 32.

pes et les dispositions les plus libérales dant le système colonial doit se composer. »

« La Révolution a transplanté des blancs aux noirs la question de l'empire des Antilles... Si nous ne pouvons nous défendre qu'en établissant la prépondérance de notre couleur et celle de la propriété, les Européens ne sont-ils pas appelés à une confédération de leurs intérêts contre leurs ennemis naturels ? N'avons-nous pas à veiller, à nous avertir réciproquement de la découverte des complots, des émissaires, des mouvements insurrectionnels ? » Cette importance des intérêts communs aux blancs dans les colonies devrait faire insérer dans le droit des gens la neutralité de celles-ci pendant la guerre et des secours mutuels entre les Européens dans les Antilles. Ce sont des « mesures de salut commun. »

Malouet se défend d'invoquer les arguments de l'abbé de Saint-Pierre. Il laisse « à l'ambition, à la cupidité toute leur influence ; mais l'intérêt privé, l'intérêt commercial de chaque peuple ont aussi leur instinct », et c'est là toute la vertu qu'il invoque pour « arriver au pacte social que réclament les colonies des Antilles, et le commerce européen qu'elles alimentent. Il ne s'agit pas même de renoncer à ces riches croisières dont l'appât est si puissant pour les marins de toutes les nations. Que les denrées coloniales soient, comme ci-devant, la proie du plus habile ou du plus heureux, sans tou-

tefois que les pavillons neutres soient soumis à toutes les vexations qu'ils ont récemment éprouvées. N'est-ce pas assez que le pavillon ennemi ne puisse librement naviguer dans ses colonies ? (1) »

Nous compléterons donc le système colonial à l'extérieur, par une « convention de protection fédérale entre les gouvernements propriétaires. »

« Serait-donc une combinaison si bizarre que celle qui déterminerait quelques points d'asile et de repos où les Européens seraient dispensés de se battre ? Le vaste océan et les deux hémisphères ne présentent-ils pas un espace suffisant pour le développement de nos forces et de nos talents militaires ? (2) » Les bons esprits apprécieront la justesse de ces vues ; quant à celles que nous avons exposées sur le régime extérieur du système colonial, elles s'imposent par l'évidence.

Mais que l'histoire nous éclaire davantage : « Nous voyons dans tous les siècles les tempêtes politiques se former et se grossir par l'accumulation des désordres. Une crise produit réparation ou bouleversement. L'affranchissement, la servitude, la conquête ne sont pour les peuples qui subissent ces métamorphoses un état permanent que par la fixité et la rectitude des principes qui en déterminent les effets :

1. *Coll. de Mém.*, IV, 35.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 36.

or sur les colonies, qu'y a-t-il de fixe, de conséquent de prononcé, relativement aux besoins qui les pressent, à l'agitation qui les tourmente, aux rapports immenses qui se sont développés depuis trente ans entre leurs produits et les besoins de l'Europe ? Rien n'est arrêté, les progrès du temps sont pour elles inaperçus (1). »

Hâtons-nous de briser avec les vieux systèmes avec les vieilles traditions. Qu'un traité de commerce, organisant les rapports mutuels des nations, vienne « favoriser le travail en tout ce qui ne détruit ou ne limite pas » celui qui est propre à chacune (2). Que l'avidité fiscale, surtout, ne préside point à son élaboration. Y placer les colonies et leur neutralité pendant la guerre ne serait que l'intérêt très entendu, « l'amour de soi » de chaque partie contractante. Toute attaque d'une colonie à manufactures, exploitée par des noirs, présente le caractère des actes de violence inutiles que le droit des gens proscriit pendant la guerre. Elle peut être également dangereuse à son auteur. Si celui-ci existe ou favorise le soulèvement des hommes de couleur chez ses adversaires il court de ce fait de graves risques.

Telles sont les raisons d'une neutralité précieuse aux peuples commerçants. La souveraineté nominale

1. *Coll. de Mém.*, IV, 37.

2. *Coll. de Mémoires.*, IV, 38.

des colonies leur est indifférente : « Les puissances qui en sont investies arrivent plus ou moins promptement au terme de leur jouissance exclusive et n'en retirent plus que les frais de protection, aussitôt que les peuples consommateurs sont parvenus par l'accroissement de leur travail à balancer leur dépense par leur recette : c'est alors que la copropriété s'établit sur les produits par les échanges. Effet merveilleux de l'ordre de la nature, qui veut l'équilibre des poids comme la gravitation des corps ; et, ne craignons pas de le dire, les systèmes politiques qui contrarient les lois générales de l'univers ne peuvent avoir aucun succès durable (1). »

Mais alors que signifie « cette avidité de possession pour des objets dont la jouissance ne peut être toujours exclusive, et se répartit nécessairement dans une proportion relative à l'industrie et aux besoins ? » Malouet ne veut pas dire que la propriété ne soit « d'aucun avantage pour le peuple possesseur ». Au contraire, celui-ci a « la priorité d'une augmentation de travail, la préférence de débouchés pour ses manufactures, le bénéfice de fret et d'entrepôt ; mais lorsqu'il porte aux marchés étrangers ses denrées coloniales, il sollicite alors, et il faut qu'il paie l'industrie des consommateurs ; car il ne leur vendrait qu'une fois, s'il ne voulait que les appauvrir. » (2) Ce peuple

1. *Coll. de Mém.*, IV, 40.

2. *Id.*, IV, 41.

ne peut donc « appeler et solder l'industrie des consommateurs étrangers, sans que ses profits primitifs ne diminuent ; mais si son travail se soutient par l'accroissement de ses propres consommations, sa richesse se calcule alors non plus sur la mesure de ses possessions coloniales, mais en raison composée de son travail et de ses consommations ; seconde vérité démontrée par l'immensité et la richesse des colonies espagnoles, qui n'ont pu empêcher l'appauvrissement de l'Espagne, parce qu'elle n'a su ni voulu les employer à l'accroissement de son travail et de ses consommations. Ainsi l'extension de territoire n'est pas toujours moyen de richesse et peut-être moyen d'appauvrissement. D'une autre part, la jouissance exclusive d'un nouveau produit d'une augmentation de travail a un terme, au delà duquel on rencontre l'obstacle ou le danger, car il n'y a que les peuples barbares, étrangers aux progrès de la civilisation, qui n'entrent pas dans la conjuration permanente de tous les peuples policés contre un système de despotisme commercial. » (1)

Si nous résumons les conséquences des deux vérités que nous venons d'établir, nous pouvons conclure :

1° Que le peuple possesseur de manufactures coloniales « doit tôt ou tard partager ses profits avec les consommateurs ».

1. *Coll. de mém.*, IV, 42.

« S'il contrarie cette destination salutaire de sa propriété par des mesures d'une fiscalité hostile, oppressive, il nuit à sa prospérité de deux manières : par la tyrannie dispendieuse qui lui devient nécessaire, par la réduction de ses jouissances aussitôt qu'il opère celle des consommations de l'étranger. Nous retrouvons ici une des lois générales de l'univers. Les corps politiques, comme les individus, s'altèrent, se décomposent par l'abus de leurs moyens, par l'action violente ou par l'affaissement de leurs organes. » (1)

2° Que « l'excès des prétentions exclusives en commerce colonial peut se rencontrer également dans la surabondance et la disette des moyens. L'Espagne et l'Angleterre nous offrent ce contraste. La surabondance et la disette dans l'un et l'autre pays, appellent également le concours industriel des étrangers. L'un a ses greniers pleins, et ne doit pas rebuter les consommateurs ni les mettre hors d'état de payer ses récoltes ; l'autre a ses greniers vides, ses terres en friche : la raison lui commande d'appeler de toute part l'engrais et la semence. »

« Il est facile d'appliquer cette échelle de proportion à la situation commerciale des autres peuples, et sans sortir du sujet qui nous occupe, les colonies, nous trouverons que l'intérêt général demande un

1. *Id.*, IV, 43.

traité de commerce sur cette première base de la sociabilité : que le travail et l'industrie commune soient protégés en tout ce qui peut nuire à l'industrie particulière de chaque état. »

« La neutralité des manufactures coloniales pendant la guerre résulte de ce principe. Il en résulte aussi la modification des lois prohibitives, lorsqu'elles nuisent non seulement à l'industrie commune, mais à l'industrie particulière de chaque peuple qui maintient à contre-sens ce régime prohibitif... La force des choses plus que la raison des hommes, la puissance du temps proscrireont ces faux calculs d'une aveugle ambition ; mais si une prévoyante sagesse ne prévient le châtement, il se prononcera par d'effroyables secousses, par de cruels déchirements (1). » Le traité de commerce que demande Malouet n'aura « rien de commun avec ceux que l'astuce diplomatique a jusqu'à présent rédigés. Que peux-je prendre et garder pour moi en dépouillant le plus possible ceux avec lesquels je traite, ou en paralysant ce que je leur laisse ? tel est le vœu secret d'un habile négociateur. » Un plus habile servirait son pays « en recherchant avec soin tous les profits qu'il peut faire par la prospérité des autres. Ce n'est qu'en prenant ce côté de la question qu'on pourra fonder le commerce de l'Europe sur des bases soli-

1. *Coll. de Mém.*, IV, 44.

des, qui rendraient les guerres plus rares, et les révolutions presque impossibles ; car l'amélioration des mœurs, celle des lois et des gouvernements dépendent éminemment de la protection, de la multiplication du travail et de l'aisance générale qui en est la suite (1). »

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 45

CHAPITRE IV

DE L'ADMINISTRATION DES COLONIES

Ayant déterminé les principes qui devront nous guider dans le gouvernement des colonies, il nous reste à voir sous quelles formes ils seront appliqués. Ces formes importent peu. Malouet se contente d'en « esquisser le plan » (1). Au reste, ce ne sont pas « les anciennes institutions qu'il faut proscrire : ce sont leurs vices qu'il faut corriger, leurs ressorts qu'il faut améliorer » (2). Elles ont en effet une part de raison qui repose sur l'expérience et qu'il serait téméraire de négliger.

SECTION I

Le pouvoir législatif dans les colonies.

En principe, des assemblées de colons et de régisseurs, recrutés parmi « les plus sages et les plus

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 53.

2. *Mémoires*, I, 41.

sûrs » (1) concourront à l'action législatrice dans la mesure qui leur aura été départie par la métropole.

Dès 1775, Malouet demande que l'on permette à des députations des différents quartiers de Saint-Domingue « de s'assembler une fois l'an pour délibérer sur les intérêts communs, éclairer les administrateurs et faire parvenir au roi leurs plaintes et réclamations, s'ils sont fondés à en faire. Cette institution est indispensable, si on veut le bien ; car le roi et son conseil ne peuvent voir ce qui se passe en Amérique que par les yeux de leurs préposés ; et si ceux-ci voient mal, il n'y a plus de remède lorsqu'ils sont seuls à en rendre compte » (2).

Ces assemblées ne seront convoquées que lorsque leurs pouvoirs auront été exactement *délimités* (3).

SECTION II

Le pouvoir exécutif.

L'exécution de leurs ordonnances et des ordonnances de la métropole va faire l'objet de l'administration proprement dite de la colonie. Cette administration « renferme tous les détails civils et militaires du gouvernement intérieur du royaume.

1. *Coll. de Mém.*, V, 150.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 276 et 323.

3. *Coll. de Mém.*, V, 307.

Elle est soumise en général aux mêmes principes, mais ne peut pas s'exécuter toujours par les mêmes moyens. Pour établir cette différence, il faut examiner d'abord une colonie et son objet, la place qu'elle occupe dans l'État, ses produits, ses relations, le sol et les habitants qui la cultivent ; il faut considérer même une habitation et sa culture, les esclaves qui en sont les laboureurs, tous objets inhérents à l'administration d'une colonie et qui sont le plus souvent étrangers à ceux qui ont, sur cette matière, un système ou une opinion (1). »

A côté de cela « un militaire, un magistrat, proposent un plan de gouvernement souvent relatif à la robe qu'ils portent et fort peu aux hommes, aux intérêts qu'il faut régir. Il est difficile de se dépouiller des préjugés de son état ; chacun s'occupe de l'extension de sa prérogative, et on appelle hardiment cette personnalité, le bien public (2). »

Essayons, cependant, de voir d'une façon impartiale si l'organisation administrative de nos colonies répond à son objet.

1. *De l'autorité d'administration.* — L'autorité est confiée à deux fonctionnaires, le général et l'intendant. « Le premier commande seul les troupes et les milices ; il est chargé de pourvoir à la défense

1. *Coll. de Mém.*, IV, 85-86.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 87.

et à la sûreté de la colonie, et il ordonne de tout ce qui y a rapport. Le second gouverne seul les finances. Tous les deux réunis, dirigent en commun, la haute police, la justice, le commerce, la navigation, l'agriculture, les communautés, fabriques et paroisses ; ils peuvent sur ces différents objets, rendre des ordonnances provisoires, qui ont force de loi jusqu'à ce qu'elles aient été annulées par le roi. Ces deux chefs ne devraient donc avoir qu'une volonté ; et ordinairement, ils en ont deux. En cas de partage, la prépondérance est attribuée au général ; ce qui trancherait toute difficulté, si ces différences d'avis entre eux ne portaient que sur les choses du pouvoir commun : mais du pouvoir suprême qui appartient au général, il résulte une sorte de juridiction qui s'étend sur tous les individus et sur tous les objets, à l'exclusion de son collègue. Celui-ci, réunissant, par sa magistrature, la pluralité des détails et des relations d'administration, sans les moyens d'exécution que le commandement donne au général, il arrive que le gouvernement est purement militaire lorsque le gouverneur a quelque énergie dans le caractère ; si, au contraire, c'est l'intendant qui est l'homme capable, à moins que le général n'adopte ses vues et ne veuille comme lui, l'administration languit faute de moyens, parce que les subordonnés immédiats du général ne le sont point de l'intendant, et que toute la police est

entre leurs mains... Il faudrait pour une telle constitution, deux hommes et deux caractères donnés, dont les qualités et les défauts fussent tellement assortis qu'ils ne pussent être meilleurs sans inconvénient.

Dans cette association, celui qui peut le plus, qui est toujours armé, devrait être du naturel le plus doux, sage et ferme, doué d'un jugement facile et sûr, mais recherchant les conseils et capable d'en bien user. Les connaissances profondes, l'activité, la sévérité dans son collègue, auront alors de bons effets ; il usera avec discrétion de l'autorité militaire ; car ce n'est pas la sienne : mais il mettra en vigueur les lois dont il est l'organe et le ministre immédiat ; la sagesse et la modération du premier seront le vêtement des qualités actives du second : leur administration sera aussi bonne qu'elle peut l'être (1). Mais cela ne se trouvera pas.

Il est donc nécessaire que l'autorité soit une (2). Et que l'on note bien que « l'administration d'une grande province est une magistrature civile qui suppose dans celui qui l'exerce la connaissance des lois et des rapports politiques (3). » En effet « un homme

1. *Coll. de Mém.*, IV, 255-256.

2. « Que plusieurs délibèrent, mais qu'un seul exécute ! J'aime cette maxime et ses subdivisions dans la pratique. » *Id.*, IV, 325. — Cf. *Mémoire sur l'administration de la marine*, 182-186.

3. *Coll. de Mém.*, IV, 257.

qui ne connaît que le commandement absolu, l'obéissance aveugle, se départ difficilement de cette habitude d'ordres donnés et exécutés sans réplique ; l'observation des formes lui paraît minutieuse, et cependant nous n'avons plus que ce simulacre de liberté à conserver : la marche des tribunaux est lente, captieuse ; il veut abréger, aller au but ; on lui résiste et l'autorité est compromise (1). » Peut-on dire, en outre, qu'un homme « qui met tout son art et toute son étude à conduire et à faire manœuvrer » des soldats, puisse, « avec cette seule connaissance », concilier d'autres hommes « dans leurs démêlés, les arrêter dans leurs écarts, les éclairer dans leur commerce, dans leur culture : comment pourra-t-il sans expérience, donner un mouvement régulier aux tribunaux, aux communautés, aux paroisses, diriger tant d'agents différents, selon les principes de la constitution, apprécier leurs talents, leurs défauts, en rendre compte, proposer les sujets propres aux emplois ? Non, tout cela exige, outre la droiture de l'esprit et du cœur, la capacité éprouvée d'un homme qui ait habité son cabinet : et quand, pour éclairer le premier administrateur, on lui donne un collègue qui porte véritablement tout le poids des affaires, qui peut et ne peut pas, qui est tantôt le premier, tantôt le second, qui est exposé, de la part d'un

1. *Coll. de Mém.*, IV, 257.

homme violent, à un acte d'autorité, à de mauvais traitements, il arrive ce que nous avons vu, ce que j'ai dit, ce que je dirai encore (1). »

Si l'on veut conserver cette forme de gouvernement d'une colonie, basée sur la surveillance réciproque, et à laquelle Malouet oppose une division entre l'action, l'exécution et l'inspection, que l'on prenne au moins quelques précautions. Pourquoi ne pas « s'attacher à rendre la stabilité du gouvernement indépendante de ses agents, les encadrer pour ainsi dire dans la forme prescrite, et les subordonner à un plan, à des principes qui soient toujours les mêmes. Alors, l'esprit et le système du gouvernement doivent être toujours vivants et représentés par un établissement qui ne périsse point, qui ne change point avec les chefs. On y conserverait l'état de la colonie, celui des lois anciennes et nouvelles, les raisons, les inconvénients, les difficultés ; on y arrêterait un plan d'opérations à suivre pendant vingt à trente années ; les encouragements, les améliorations, les établissements utiles, et les moyens d'exécution seraient présentés dans cet ordre précis, qui laisserait à chaque administrateur la gloire d'y concourir et non la faculté de rejeter ou négliger tout ce qu'il n'a pas imaginé. La conduite à observer avec les tribunaux, les colons, les étrangers en temps de

1. *Coll. de Mém.*, IV, 260 ; I, 93-106, 297, 315.

paix, en temps de guerre, serait notée dans les registres, par la comparaison des événements, des cas et des espèces. Des gens honnêtes et intelligents, qui ne seraient point des arrivants de France, seraient chargés de la tenue de ces registres et de ce dépôt de lois, d'instructions, de décisions ; on les appellerait commissaires ou conseillers : ils seraient à poste fixe dans la résidence du gouvernement, et leur emploi serait, non pas de prononcer ou de proposer les décisions, mais de rappeler aux chefs celles qui ont eu lieu dans telle affaire, de diriger leur volonté entre les ordonnances et les usages, de leur présenter sans cesse le plan des opérations à suivre avec cette persévérance qui arrive au but, et qui n'est jamais celle de l'homme nouveau. La correspondance d'ordre passerait entre leurs mains pour être enregistrée ; ils arrêteraient l'envoi d'une lettre inconséquente ou contradictoire aux ordonnances ; ils suivraient l'exécution de ces ordres journaliers qui échappent des mains de celui qui les donne, pour n'y plus revenir, parce que les affaires se succèdent et s'effacent dans une seule tête ; cet établissement serait un conseil privé, ou une commission d'administration subordonnée au général et à l'intendant, dont les membres, toujours anciens, seraient chargés d'éclairer les deux hommes, souvent nouveaux qui gouvernent la colonie. Ils n'auraient pas le droit de les arrêter, de les contrarier lorsqu'ils auraient pris

un parti absolu: car il faut que l'autorité soit une ; mais quel serait le général ou l'intendant qui, sans les plus fortes considérations, s'écarteraient des règles et des formes prescrites, lorsqu'ils seraient toujours entourés de gens autorisés à les leur mettre sous les yeux ? Alors, il faudrait motiver cet écart et inscrire l'exception et la raison ; les fautes même auraient place dans ces registres et serviraient sans doute à en éviter de nouvelles : car un des droits nécessaires de la commission serait d'avertir le ministre de l'oubli et de la violation des lois ».

« Un tribunal ne peut pas remplir cet objet : car je ne veux pas un conseil qui gouverne, mais qui fasse gouverner. Trois ou quatre membres sous une dénomination quelconque, pourvu qu'elle fût honorable, suffiraient pour cela. Un premier ordre bien conçu pour la rédaction et la tenue des registres en produirait la continuité, et cette machine ainsi montée, ne se dérangerait pas facilement ; car, ceux qui en auraient la direction, n'ayant d'autre existence, d'autre emploi, et ne pouvant se rendre importants que par leur utilité, ils conserveraient nécessairement l'ordre et la forme, sans lesquels ils n'auraient plus rien à faire (1). »

Il serait utile, en même temps, de réduire les fonctions du général et de l'intendant à celles qui sont

1. *Coll. des Mémoires*, IV, 260-263.

proprement administratives. Ils ont, en effet, à juger certaines affaires dont ils ont le droit de connaître, telles que « les contestations entre les riverains pour prise d'eau, arrosement, celles résultantes des titres de concession, la réunion des terres en friche, les servitudes pour chemins et autres objets relatifs (1) ». C'est le tribunal terrier, auquel l'ordonnance de 1776 a donné une forme légale par l'adjonction de trois conseillers aux deux chefs qui jugeaient seuls. Mais pourquoi les juges ordinaires ne seraient-ils pas compétents en toutes ces matières? « Pourquoi faut-il que les administrateurs, faits pour les inspecter, pour les rappeler à leurs devoirs, se dérober au soin de l'ordre public, et épuisent leur attention sur des procès souvent très compliqués, ou laissent craindre aux parties des négligences, des distractions, qui ne peuvent être relevées que par un appel au conseil du roi? Administrer et juger sont deux choses si différentes, et qui exigent chacune un homme tout entier ! (2) »

Peut-être pourrait-on obvier, dans une certaine mesure, aux inconvénients qui résultent de l'organisation actuelle de « l'autorité d'administration » par le choix et, Malouet se risque à le dire, par l'éducation « des gens destinés aux places de colonies. Il

1. *Coll. des Mémoires*, IV, 274.

2. *Coll. de Mémoires*, IV, 275.

est malheureux qu'on se soit permis d'y envoyer presque toujours des protégés et des gens neufs. Un homme médiocre acclimaté vaut un homme d'esprit qui ne l'est pas ; et celui qui a acquis des connaissances locales, qui a déjà inspiré confiance en ses mœurs et en ses principes vaut mieux que tous les autres (1) ».

2. — *La justice et les tribunaux.* — Mais « le grand ressort de l'administration consiste dans l'activité de la justice et dans la dignité des tribunaux qui sont chargés de la rendre (2). »

Il y a deux degrés de juridiction dans une colonie : les sénéchaussées et les conseils supérieurs qui jugent en dernier ressort. « Les premiers juges connaissent des matières civiles et criminelles et sont en même temps lieutenants de l'amirauté dans les ports où cette juridiction est faite. Il y a pour l'instruction des procès et l'exécution des jugements, des avocats, des procureurs et des huissiers. La justice s'exerce selon les lois et coutumes du royaume et la coutume de Paris (3). » Telle est l'institution ; voyons ce qui lui manque :

« La matière des procès portant sur des objets d'intérêt absolument étrangers à ceux qui nous occupent en France, il semble qu'en conservant l'esprit

1. *Id.*, IV, 276.

2. *Id.*, IV, 277.

3. *Coll. de Mémoires*, IV, 278.

de nos lois et de nos coutumes, on eût dû les combiner, les modifier selon les cas et les espèces propres à une colonie ; car un habitant n'est point un bourgeois ; une habitation n'est ni une métairie ni un fief ; des nègres ne sont point des paysans ; les créances, les hypothèques n'ont plus le même caractère ; les partages entre héritiers directs ou collatéraux ne peuvent être soumis aux mêmes subdivisions. Il est telle manufacture que vous anéantissez si vous divisez la terre, les nègres, les bâtiments en quatre ou cinq parties ; le plus grand nombre n'est pas même susceptible d'aucun partage ; alors faut-il instituer des héritiers, ordonner des légitimes pour les cadets, c'est ce que je ne déciderai pas ; mais je dis qu'il faut y pourvoir, et balancer l'intérêt de la colonie avec celui des particuliers qui peut y mettre obstacle (1). »

Il y sera pourvu au moyen d'un « Code local civil et criminel (2) ». Ce Code est indispensable. Mais gardons-nous bien dans son élaboration d'avoir recours aux jurisconsultes de France. Il faut que nous entendions les tribunaux de la colonie, ses gens de loi, ses habitants. Une commission pourrait être établie, qui recevrait les observations de tous ceux qui voudraient en communiquer. On autorise-

1. *Coll. Mém.*, IV, 278-279. — II, 325-332.

2. *Coll. Mém.*, IV, 291.

rait les administrateurs à rédiger le projet de ce Code et, « après en avoir délibéré avec les conseils », à le promulguer provisoirement. Après un certain nombre d'années, il recevrait la sanction du législateur.

La faiblesse et l'inexécution des jugements ne tient pas seulement à cette « disette de lois propres » qui « appauvrit » les tribunaux. Il y a d'autres causes :

« Là où vous avez de bons magistrats, de bonnes lois, le territoire est en bon ordre (1). » Nous n'avons ni bonnes lois, ni bons magistrats. Les anciens tribunaux de nos colonies étaient composés « d'habitants qui, sans autre appareil, s'asseyaient autour d'une table ronde, et y jugeaient avec l'aide de Dieu et du bon sens ; plusieurs même étaient versés dans la connaissance des lois, tous avaient celle du pays ; ils faisaient leurs charges sans aucune rétribution, satisfaits de la considération qui y était attachée, et les procès allaient leur train, on en expédiait autant qu'aujourd'hui.

On s'ennuya de cette forme naturelle et simple : il fut décidé que les habitants conseillers ne pouvaient être de savants jurisconsultes, et qu'il fallait en faire venir de loin à prix d'argent (2). »

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 284.

2. *Coll. de Mémoires*, IV, 284.

Ce fut une grave faute : « En ne payant les anciens qu'avec des distinctions, il n'y avait que les plus notables d'entre les colons qui pouvaient se vouer à la magistrature, et on avait le choix : au lieu qu'en donnant aux seconds l'étroit nécessaire, il n'y a que les plus pauvres et les moins célèbres des avocats de Paris qui puissent s'accommoder de cette dignité. » Et comme il faut la venir chërcher sous un climat dangereux, « cet arrangement a été aussi meurtrier pour l'ordre des avocats qu'infructueux pour la colonie (1). »

Malouet ne veut pas éloigner de la magistrature ceux qui ont étudié les lois. Mais pourquoi n'y disposerait-on pas les enfants des colons, qui désireraient avoir dans leur patrie un emploi honorable ? Il est d'ailleurs « si nécessaire de rédiger un code particulier pour la colonie, que s'il existait une fois, cette étude essentielle serait à la portée de tout le monde (2) ».

Le général et l'intendant proposeraient les sujets ; le conseil les examinerait et les accepterait suivant leur capacité. S'il est important que les juges se forment dans la colonie, il est essentiel que leurs places ne soient plus « soumises aux indults des protégés de la cour et des bureaux : un homme qui n'a

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 285.

2. *Coll. de Mémoires*, IV, 286.

aucune idée de jurisprudence ni d'affaires, demande hardiment une place de judicature à Saint-Dominique. Il vient encore plus hardiment la remplir parce qu'elle vaut 15.000, 20.000 et jusqu'à 40.000 francs ; cet homme est quelquefois un commis, un marchand, un officier réformé (1) ».

Mais tout est bon pour nos malheureuses colonies.

En recrutant leurs magistrats chez elles, on pourrait d'abord plus aisément en multiplier le nombre dans certaines régions, comme les territoires de la Guyane, où d'immenses espaces sont soustraits de fait à l'autorité des lois ; mais le nombre des assesseurs, surtout, pourrait être augmenté dans les conseils et les juridictions. On leur donnerait des provisions de titulaires après avoir « éprouvé leur conduite et leur capacité ». On paierait ces assesseurs en distinctions : ce serait une grande faute d'y ajouter des appointements. Mais, dira-t-on, ceci sera difficile à réaliser. Ceux qui ont été accoutumés à être payés, se trouveront « maltraités en ne l'étant plus ». Il ne serait pas juste, d'ailleurs, « de retrancher la subsistance à ceux que l'on a appelés à cette condition, et qui ont quitté, enfin, leur patrie, leur état, pour aller vivre en Amérique avec les seuls moyens qu'il serait question de leur ôter (3) ». On ne peut

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 293.

2. *Coll. de Mém.*, I, 365.

3. *Coll. de Mém.*, IV, 291.

songer à faire deux classes de conseillers, les uns « gagistes », les autres « non-gagistes ». Ce serait « une occasion de dénigrement pour les premiers et il faut que tous les magistrats soient respectés et respectables (1) ». Il n'y a qu'un seul parti à prendre : comme « plusieurs de ces conseillers étrangers ont fait des établissements dans la colonie, ce qui les met dans la classe des habitants, il faut que les conseils supérieurs renoncent d'abord à être appointés ; mais on doit leur attribuer une somme à titre d'indemnité et à la disposition absolue de la compagnie qui déterminera elle-même pour chaque année les secours à donner à ceux de ses membres qui en ont besoin : insensiblement cet usage s'abolira (2). »

On conçoit enfin que l'inaMOVibilité des charges de judicature ne puisse être étendue aux colonies. Les tribunaux y sont en trop petit nombre. Ils ne cesseraient d'y soutenir leurs membres répréhensibles (3).

Les juges inférieurs sont chargés, à la fois, des matières civiles et criminelles, celles-ci concernant les colons et leurs esclaves. Il conviendrait que deux magistrats différents connaissent de ces deux groupes. Ce n'est pas assez d'un lieutenant-criminel pour

1. *Coll. de Mém.*, VI, 292.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 292.

3. *Coll. de Mém.*, II, 331.

veiller à la sûreté publique. Il y consacrerait toute son attention, toute sa diligence, et les criminels « ne seraient point amoncelés dans les prisons, dans des pays où il n'est point de cachot habitable, où un air renfermé peut aisément devenir contagieux (1). »

L'esclavage donne lieu à beaucoup de crimes secrets. Comme le témoignage des esclaves est nul, ne vaudrait-il pas mieux « laisser certains délits à punir par l'autorité domestique, que de traduire les accusés devant les tribunaux qui ne peuvent souvent condamner un coupable (2) ».

Malouet aime mieux « changer les formes légales que de les anéantir ». Il demande que « les esclaves comparaissent devant le juge : s'ils m'ont convaincu, dit-il, ils doivent le convaincre ; s'il lui reste des doutes, je devrais en avoir aussi ; le concours de circonstances qui m'a montré la vérité la lui montrera aussi (3) ».

Ces réformes sont urgentes à la Guyane, colonie pauvre, éloignée, dont les habitants sont profondément ignorants. Il est indispensable d'y préparer les créoles à occuper les places de judicature, qu'on aide à leur instruction, en « perfectionnant l'établissement très informe du collège de Cayenne ». Qu'on

1. *Coll. de Mém.*, IV, 289.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 289.

3. *Coll. Mém.*, IV, 290.

leur envoi des livres, qu'on simplifie toutes les formes de la justice (1).

Mais ces réformes seraient utiles à la plupart de nos colonies. « Le défaut d'activité, de lumières et de dignité » dans le fonctionnement des tribunaux est pour elles un « malheur commun (2) ».

3. — *De la police.* — Envisageons maintenant la question, si importante dans nos colonies, de la police. Il y en a trois espèces, intimement liées l'une à l'autre : celle d'approvisionnement, celle d'ordre et celle de sûreté.

En ce qui concerne l'approvisionnement même accidentellement nécessaire, nous avons vu qu'il n'y avait aucune précaution (3). Pour l'ordre intérieur, il y a « des empêchements dérimants dans la distribution des pouvoirs qui se croisent et ne s'entendent pas (4). Quant à la sûreté, elle n'existe pas. Il est indifférent que ce soit tel ou tel préposé qui veille à l'ordre public, mais « il n'y a point de plan arrêté, point de moyens convenus, point de formes certaines (5). »

Malouet voudrait d'abord, « un recensement très exact » des habitants de la colonie et de ses habitations ; recensement qui n'aurait rien de commun

1. *Coll. Mém.*, II, 6.

2. *Coll. Mém.*, II, 5.

3. Voir plus haut.

4. *Coll. de Mém.*, IV, 295.

5. *Id.* IV, 296.

avec les déclarations informes que l'on donne aujourd'hui, ou qu'on ne donne pas, car la négligence est telle que l'alternative est égale (1) ». On opérerait ainsi : « Le matricule de chaque paroisse présenterait dans une carte réduite, les manufactures et tous les biens-fonds du quartier, numérotés par aire de vent; on y verrait les noms des propriétaires actuels de chaque numéro, et leurs abornements, les chemins royaux et particuliers, les rivières et les canaux. Dans une feuille correspondante à chaque numéro, on trouverait des déclarations exactes du propriétaire; car elles ne seraient point exigées pour imposer ses nègres, ce qui ne peut être le genre d'imposition le plus juste, mais seulement pour avoir une connaissance précise des naissances, des morts, des épidémies, des effets d'une sécheresse, d'une inondation, d'un ouragan, et de la quantité de terres cultivées en vivres, en sucre, etc... Cette première opération ne serait difficile ou pénible à vérifier qu'une fois; car on conçoit combien il serait ensuite aisé d'interroger les numéros, et de connaître toutes les révolutions, tous les mouvements qui arriveraient parmi les propriétaires. Ce serait le grand livre de la colonie, sur lequel on pourrait statuer pour l'approvisionnement, pour les milices, pour les corvées, pour les chemins (2). »

1. *Id.*, IV, 297.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 297-298.

L'agent « le plus naturel à employer pour ces déclarations » paraît être le commandant des milices du quartier. Il pourrait s'en servir pour « régler les petits détails de commandement qui le regardent, tandis que leur dépôt réuni dans un bureau d'administration serait la base sur laquelle le général et l'intendant ordonnerait de la haute police (1) ».

Ce commandant de milice, qui est ordinairement un notable, ancien, honnête, ayant la confiance et l'estime de ses camarades, et qui, d'ailleurs, ne coûte rien, est encore plus en état qu'aucun autre, de pourvoir aux querelles des habitants et à l'ordre intérieur du quartier. Mais, comme il ne convient point que ce soit un « potentat », son emploi consisterait « essentiellement à rendre compte » au bureau d'administration. Ce bureau, composé de chefs ou de leurs représentants, d'un ou deux magistrats, dirigerait « supérieurement la police sommaire et la haute police ». Alors « les ordres seraient exécutés ; car ils partiraient du centre des pouvoirs, et tous les rameaux inutiles seraient émondés (2) ».

Une police spéciale s'impose dans les villes. Il y faut « plus de détails, plus de moyens ». Dans les campagnes, il n'y a qu'une classe d'hommes, les colons, dont « les intérêts et les occupations se res-

1. *Id.*, IV, p. 298.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 299.

semblent ». Dans une ville, « il y en a dix et chacune à un mouvement propre. »

Malouet voudrait « classer tous ces individus et les voir à leur poste ; les marchands, les artisans, les étrangers, les gens d'affaires, les surnuméraires, les gens de couleur, et ensuite les subdivisions (1) ». Les premières mesures à prendre concerneront les nouveaux arrivants qui débarquent annuellement dans la colonie. Ils déclareront « à leur arrivée, leurs noms et qualités, leurs moyens », et leur qualité nouvelle dès qu'ils en auront une. Ils se trouveront ainsi « au bout d'un certain temps placés dans l'une des classes utiles, où l'on connaîtrait ceux qui, dépourvus de facultés, vivent aux dépens du public et peuvent lui devenir à charge (2) ».

Ceci appelle la création d'un greffe et d'un lieutenant de police dans les chefs-lieux. On devra trouver dans le greffe « tout ce qui habite la ville, tout ce qui y entre et tout ce qui en sort ». Des registres, particuliers pour chaque profession, contiendront le nom et la demeure de ceux qui l'exercent. Ceux-ci constitueront donc des corps que des syndics représenteront (3).

1. *Id.*, *ibid.*

2. *Coll. de Mém.*, IV, 300.

3. *Coll. Mém.*, IV., 300 et 304 : « Sans un dépôt de faits et de formes, nous ne suivrons jamais le fil d'une affaire ;

On s'est généralement opposé à la formation de ces corps ou communautés, en alléguant leur inutilité ou leur danger ; c'est le contraire qui est vrai. « Il est misérable de croire que l'autorité souveraine pût avoir quelque chose à craindre d'une chambre de commerce, ou d'un corps des apothicaires, ou de celui des chirurgiens. Le gouvernement peut en être éclairé sur les choses relatives à leur profession, jamais embarrassé ; mais il est vrai qu'un homme en place qui voudra tout bouleverser au mépris de l'intérêt public et du service du roi, sera plus tôt démasqué par un corps que par un particulier... Un homme au Cap établit une boutique de graisserie avec quelques livres de chandelle, de beurre, de fromage ; personne ne le connaît, on ignore qu'il existe, et on ne voit de lui que ce qu'il montre dans sa boutique ; mais dans l'arrière-boutique, il rogne des louis, il achète le sucre et le sirop volé par les nègres, il prête sur gages, il fait fortune, laisse là sa boutique, et part pour la France avec une barrique de piastres, sans que la police ni le gouvernement aient jamais entendu parler de lui, s'il n'a battu personne, s'il ne s'est fait arrêter par la garde (1) ». Il en est ainsi des apothicaires, des

c'est sur des registres qu'est posée l'admirable machine de la police de Paris.»

1. *Coll. de Mém.*, IV, 301.

chirurgiens et de bien d'autres. Or si ces gens-là appartenaient à des communautés, la nécessité d'être examinés, reçus, les informations préliminaires, la certitude d'être sous les yeux, sous la main de son corps et de la police, ne préviendraient-elles pas une partie des désordres (1) » ?

Malouet se garde de vouloir établir le droit de maîtrise dans les colonies. Elles en sont affranchies. « Qu'un cordonnier fasse ses souliers, aussitôt qu'il en sait faire, qu'il n'achète pas la liberté de gagner sa vie ; mais que je sache, moi magistrat, qu'il y a cent cordonniers dans ma ville, et que leur syndic qui les a reçus puisse me représenter au besoin le nom, le domicile, et la patrie de chacun d'eux. Qu'un homme qui n'a pas une parfaite connaissance des drogues, ne puisse pas impunément vendre et composer des médecines dans un pays où le poison est tous les jours employé ; que cet homme soit soumis à l'examen de ses confrères, à l'inspection de ses supérieurs. Que les étrangers qui abordent dans une ville de colonie soient à la recommandation d'un consul ou tel autre préposé, qui sache leurs noms, leur demeure, et leurs affaires, et qui en instruisse la police... Que les médecins et les chirurgiens soient obligés de donner avis des maladies qui règnent dans la ville, afin qu'on empêche d'accumuler dans

1. *Coll. de Mém.*, IV, 302.

une même maison, dans une même rue, et de prévenir par toutes les précautions possibles la contagion, l'épidémie dont un pays chaud est toujours menacé. Que les gens de couleur soient répartis en deux classes ; ceux qui ont un fond, un métier, ceux qui n'en ont pas, afin que l'on dispose les derniers à un travail quelconque, ou au moins qu'on les tienne pour suspects. Que tous les comestibles qui arrivent du dehors soient inscrits dans un registre, et que sur un calcul de consommation on règle celui d'approvisionnement (1). »

On pourrait ainsi régler la police dans une ville de colonie ; nous dirons même qu'une telle organisation s'impose.

Il n'est pas moins important de « descendre dans les détails », et de s'occuper de la propreté, de la commodité et de la salubrité des villes. Rien n'est fait dans ce sens. L'ordre de nettoyer les rues reste sans exécution, le « pavé brûlant n'est jamais arrosé » ; rien n'abrite les passants que le « soleil calcine » ; les quartiers marécageux « exhalent une odeur infecte » ; il s'en élève chaque année « des torrents de fièvres malignes » ; aucune précaution n'est ordonnée pour les incendies ; les quais informes des ports ne présentent aucune de ces facilités nécessaires au commerce (2). »

1. *Coll. de Mém.*, IV, 303-304.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 305.

Tel est le champ immense qui s'offre aux mains bienfaisantes qui voudront le travailler. Que l'on sache bien qu'il est possible « de faire à volonté le bien et le mieux », et que l'ordre et la perfection ne sont pas seulement « propres à être consignés dans les romans ou mises en œuvre dans le royaume de Salente (1). »

L'autorité des administrateurs dans une colonie doit être appuyée, au besoin, sur la force armée que composent les troupes régulières et les milices.

Il est préférable d'envisager et d'organiser ces troupes à ce point de vue, plutôt qu'à celui de la défense contre un ennemi extérieur. Ce sont les vaisseaux qui jouent ici le premier rôle (2).

Ces troupes seront enrégimentées et non distribuées en compagnies franches ; « notre forme de régime est le chef-d'œuvre de l'institution militaire ancienne et moderne pour le service de guerre et pour la discipline. Les compagnies franches ne paraissent susceptibles ni d'ensemble, ni de tenue, ni d'émulation, ni d'esprit de corps, qui est le plus grand mobile du soldat ; d'ailleurs toutes les évolutions imposantes s'exécutent par bataillon, par escadron (3). » Les officiers et les soldats seront « sou-

1. *Id.*, *ibid.*

2. V. p. haut, p. 106 et ss.

3. *Coll. de Mém.*, IV, 309.

mis à la discipline la plus exacte et à la police intérieure de leurs corps ». Ils ne devront « jamais influencer sur celle de la colonie, à moins d'une commotion dangereuse, d'un incendie ». Ils appartiendront entièrement à l'administration, ne pourront jamais remplir une fonction civile et ne donneront jamais d'ordres à des individus non soldats (1).

Malouet ne veut cependant laisser personne sans perspective d'avancement. « Il serait à désirer qu'un simple lieutenant eût l'espérance d'être fait gouverneur général, s'il s'en rendait capable. » On pourrait donc former à part une catégorie d'officiers recrutés parmi les plus aptes et où Malouet croit qu'il serait sage de rechercher le gouverneur même (2). Ce serait « l'état militaire administrant » composé, outre le gouverneur et les commandants en second, d'un certain nombre de lieutenants du roi et d'aides-majors généraux. Ces derniers seraient envoyés alternativement dans tous les quartiers de la colonie, pour y faire des revues, visiter les lieux, les postes, les munitions ; examiner et rendre compte des affaires particulières, sur lesquelles les chefs auraient à prononcer ; commander quand ils en auraient l'ordre, et que des difficultés imprévues dérangeraient la marche ordinaire ; assister aux délibérations des

1. *Id.*, IV, 311.

2. *Id.*, IV, 313.

chefs, lorsqu'il serait question d'approvisionnements, de discipline, de querelles entre les corps; exécuter enfin les ordres de détail, que le général jugerait à propos de leur confier (1). »

En ce qui concerne les milices, il est « utile » de ne pas y renoncer. Il convient que les blancs soient armés contre le grand nombre de nègres qu'ils emploient. « La police intérieure, et même la sûreté de la colonie en paix et en guerre peuvent y trouver des secours (2). » En temps de guerre, on ne pourrait en exiger « qu'un coup de main et encore ne faudrait-il pas les déplacer de leurs quartiers » : ce serait déjà beaucoup cependant de pouvoir garnir plusieurs postes sur les côtes, sans affaiblir les garnisons des chefs-lieux; on ferait « la distribution la plus intelligente de ces secours », en mêlant aux détachements de milice des sergents et officiers d'artillerie qui dirigeraient le service des batteries.

Pendant la paix, le service des milices « doit être nul, et les revues rares, pour ne point fatiguer ni déranger de leurs travaux les habitants et les artisans. Le commandement et la discipline militaire ne peuvent avoir lieu pour ce corps militaire. Il est ridicule et vexatoire de prononcer les arrêts, la prison, contre un pauvre habitant qui sera mal armé, qui

1. *Coll. de Mém.*, IV, 312-313.

2. *Id.*, IV, 314.

arrivera tard à une revue, ou qui s'en absentera pour cause légitime; il est inutile à la dignité d'un homme en place de le faire escorter par des économes, raffineurs, ou habitants en uniforme; et si leur empressément les porte à ces cavalcades, il est sage de les leur interdire, parce qu'aucun de ces gens n'a un jour à perdre pour sa fortune ou pour celle de ses commettants (1). »

4. — *Finances.* — Toute colonie ne doit, en général, « payer d'autre impôt que les charges de son gouvernement (2) ». Société de culture et de commerce, elle ne peut être grevée d'autres charges que celles « relatives à ses intérêts et à sa conservation ». En effet, « comment pourrait-on faire consister la grandeur du monarque dans une influence absolue sur la détermination des besoins et des moyens de cette société? La législation, la police et l'administration sont une émanation directe et naturelle de l'autorité souveraine qui gouverne par ses agents, et qui applique à son profit l'industrie coloniale. C'est en ce sens qu'elle rentre dans l'ordre fiscal, et qu'elle alimente la puissance de l'État : mais plus il vous importe de vous approprier ses produits, de lui faire augmenter ceux de la métropole, plus vous devez alléger ses charges locales et sa contribution *sensible*; car elle

1. *Coll. de Mém.*, IV, 315.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 321.

cesse d'être colonie, du moment qu'elle est traitée comme domaine. Chaque homme est en quelque sorte habitant *obligé* de sa ville, de son village. Les relations, les liens qui l'y attachent, ne peuvent être rompus que par des accidents; mais en devenant membre volontaire de la colonie, l'espoir de la fortune qui m'y appelle peut seul me retenir. Protégez donc ma fortune, au lieu de l'attaquer; et s'il faut que je paye la protection, laissez-moi le mérite et l'apparence d'une contribution volontaire: celle que je dois à l'État, comme sujet, est largement payée par mon travail de colon (1). »

Une assemblée de représentants doit donc délibérer sur l'octroi, les charges et les moyens de l'impôt. Elle ne sera pas seulement composée de conseillers ou d'officiers étrangers à la colonie, mais « d'un nombre suffisant d'habitants, de commerçants, députés par leurs quartiers (2) », qui y paraîtront « avec des instructions et des lumières ». Alors « les chefs, en annonçant la volonté du roi sur les charges civiles » du gouvernement, entendraient aussi le vœu des colons sur la meilleure économie. Alors, après avoir arrêté les frais de police et de défense, selon le plan ordonné par l'administration, cette assemblée indiquerait aussi ce qui est utile à son agriculture, à son

1. *Coll. de Mém.*, IV, 2-323.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 323.

commerce, à l'exploitation de l'un et de l'autre, et y assignerait des fonds, dont l'emploi lui serait représenté; car ce n'est point avilir ni compromettre l'autorité que de montrer cette sorte de respect pour la foi publique; le prince même ne pouvant avoir ici d'intérêt privé ou contradictoire à ceux de la colonie, ne saurait trop mettre ses agents en évidence (1). »

Nous avons maintenant un aperçu complet de l'assemblée dont nous avons esquissé le plan en tête de ce chapitre (2).

Dans une colonie telle que Malouet la comprend, les ressources de l'impôt ne devraient être prélevées que sur les produits du sol. Elles ne peuvent l'être qu'en majeure partie. L'impôt unique, en effet, « serait sans doute le plus naturel, mais il faudrait pour être supportable qu'il fût modéré; et lorsque tant d'impôts réunis ne peuvent pas suffire, comment serait-il possible de tout prendre sur les récoltes (3) »? Que leur objet, au moins, soit « indispensable ». C'est un « devoir sacré, sévère » pour les chefs et les représentants de la colonie: les charges de celle-ci, les frais de son administration, de sa défense, doivent être soumis « à l'examen le plus scrupuleux, à la plus rigide économie ».

1. *Coll. de Mém.*, IV, 324.

2. Voir plus haut, pages 119 et ss.

3. *Coll. de Mém.*, V, 168.

« S'il est possible d'établir des juges sans appointements, de confier le commandement des quartiers à d'anciens officiers de milices qui l'exercent sans rétribution, de supprimer la dépense d'une fortification inutile, de diminuer les frais de régie et de manutention ; toutes ces réductions doivent tourner au profit des denrées, des terres imposées, quand même toutes les chances du commerce seraient à l'avantage du colon. Mais si l'une de ces denrées, discréditée, reste invendue, ou éprouve dans sa valeur une révolution qui l'avilisse, alors la raison veut que cette denrée soit déchargée par préférence, quels que soient les besoins publics ; et s'il existe une capitation sur les esclaves, dans un pays où le travail d'un nègre est d'un produit relatif à la valeur de la terre qu'il exploite, en sorte que ce produit varie d'un à dix la raison veut encore qu'on cherche un autre moyen de subside qui s'applique avec plus d'égalité aux différentes classes de richesses (1). » Si, dans l'assemblée que nous avons décrite, « on mettait en évidence le retranchement absolu de toutes dépenses superflues, et la considération attentive de tous les intérêts publics », si l'on y paraissait « plus occupé à réduire qu'à augmenter les charges », on ne manquerait point de ressources pour les améliorations. « Ne suffirait-il pas de les indiquer ? Et qui est-ce qui se

1. *Coll. de Mém.*, IV, 328, II, 168.

refuse à l'augmentation démontrée de son aisance et de sa commodité ? Le père de famille qui appelle près de lui un médecin, un chirurgien pour sa maison, un homme de talent pour l'éducation de ses enfants, voit-il leur salaire du même œil que les impôts ? L'emploi de nos revenus propres ne consiste-t-il pas à payer les choses nécessaires, utiles ou agréables à la vie. Ainsi la même assemblée qui aurait participé à l'examen et à la subvention des charges, se trouverait encore plus honorée de pouvoir concourir à la commodité, à la salubrité publique, et de n'avoir qu'à payer les établissements utiles qui lui seraient proposés (1). »

Mais il y a encore des impôts basés sur d'autres motifs, ceux, notamment, qui tendent à restreindre la consommation exagérée d'une denrée de la colonie au détriment de la métropole. A la Guyane, par exemple, il se fait une consommation effrayante de tafia. « En estimant à 50.000 écus seulement l'objet de cette consommation, il est clair qu'elle tient lieu de pareille somme de vins ou d'eau-de-vie de France qui pourraient être bus au lieu de tafia, et qui formeraient la cargaison de trois vaisseaux : il est pareillement démontré qu'il sortirait de Cayenne pour 50.000 écus de sucre de plus, si on se bornait à la distillation des sirops comme dans les autres colonies (2). »

1. *Coll. de Mém.*, IV, 329.

2. *Coll. de Mém.*, II, 164.

Toutes les précautions, toutes les prohibitions sont inutiles, « la consommation augmente au lieu de diminuer ». Il ne reste que la ressource « d'un impôt fort sur le débit et moindre sur la distillation ». On distinguerait « la consommation nécessaire et modérée » de celle qui serait abusive.

On réduirait la première au quart de la consommation présente ; « le surplus devrait être l'objet d'exportation en sucre en ne distillant que les sirops ». Pour y parvenir, on établirait sur les distillateurs « un impôt de 50 sous par tête de nègre, qui seraient restitués en justifiant une exportation déterminée de dix pots pour chaque tête de nègre de la manufacture ; tout autre moyen d'appréciation et d'inspection serait infructueux ou vexatoire. » Ensuite, quant à la vente et revente dans les cabarets, Malouet propose une taxe « de 12 sous par pot qui entrera à Cayenne, et dont on ne pourra justifier la sortie ; et comme il n'y a pas d'autre expédient pour procurer le paiement de l'impôt de la part des cabaretiers, il n'y a pas d'inconvénient à autoriser les commis du domaine à vérifier, *dans les cabarets seulement*, les quantités de liqueurs, comparées aux quittances produites, et à poursuivre la confiscation, et une amende en cas de contravention (1). »

Certains impôts enfin ont une destination fixée. Ce

1. *Coll. de Mém.*, II, 166-167.

sont certains droits domaniaux qui, tout en faisant partie des recettes publiques, n'entrent point cependant dans la caisse du trésorier de la colonie, et certains droits municipaux « dont la manutention est particulièrement subordonnée aux conseils (1) ». Parmi les premiers, nous comptons les droits de péage sur les bacs de rivières, et qui sont destinés à construire des ponts, les amendes et confiscations qui servent à payer les frais et subsistances des prisonniers, le droit de 2 0/0 établi en faveur des ponts et chaussées.

Les seconds sont constitués par « les droits curiaux et suppliciés » imposés par les marguilliers des paroisses, à raison de tant par homme libre et esclave. Ils servent à payer les honoraires des curés, les compagnies de maréchaussée, et le remboursement des esclaves suppliciés ; on craignait, en effet, qu'un maître ne livrât pas son esclave à la justice pour ne pas en perdre le prix.

Une seule réforme est à faire en ce qui concerne cette dernière catégorie d'impôts : c'est de les rendre tous à la destination primitive dont ils ont été écartés.

« Quant à la comptabilité, la forme établie par les ordonnances de la marine est sans contredit la meilleure ; la sûreté, l'évidence des recettes et des dépenses, y sont démontrées ; le concours ordonné de

1. *Coll. de Mém.*, IV, 329-330.

plusieurs agents, qui se vérifient l'un l'autre, assurent leurs opérations ; et notre administration a dans cette partie, un degré de perfection que plusieurs autres gouvernements ont pris pour modèle(1).» On n'aurait à craindre que l'inexécution des ordonnances, ce qui n'est pas une chimère dans des pays où « tout tend au relâchement ». On y remédierait en formant des commis capables ; en leur donnant quelques perspectives d'avenir ; malheureusement « les recettes et autres places de finance, qui devraient être leur récompense, sont données aux protégés qui souvent n'y entendent rien ».

Le contrôleur de la colonie est l'inspecteur né de la comptabilité de « toutes les recettes et dépenses (2) ». Il est devenu « par une erreur de régime, un être passif, dont les fonctions se réduisent à signer tout ce qu'on lui présente. On l'a mis dans un grade subalterne, à une distance énorme de l'intendant ; et il devrait être à ses côtés. On a craint les tracasseries, les compromis ; on en a fait un homme nul : comme si en laissant la prépondérance à l'intendant, on ne pouvait pas donner plus d'activité au préposé qui doit suivre l'exécution de ses ordres en finances. » Il devrait même « les suspendre jusqu'à un ordre impératif ; car le dernier mot doit toujours être prononcé par un

1. *Coll. de Mém.*, IV, 331.

2. *Coll. de Mém.*, IV. 332.

seul : mais, si l'intendant se trompe, s'il est trompé par un fournisseur, par un comptable, n'est-il pas convenable que l'homme préposé pour le lui dire, soit constitué en autorité, que son avis soit de quelque poids ? Lorsqu'un marché, une entreprise, paraissent onéreux, ce contrôleur passif ne signifie rien pour le marchand, l'entrepreneur : s'il a séduit l'intendant, tout est fait ; s'il fallait en tromper deux, ce serait moins facile. Je voudrais donc que sans rien arrêter, le contrôleur eût la liberté de ne pas signer tout ce qui se ferait en finances contre son avis, à la charge par lui d'en rendre compte au ministre, après en avoir conféré avec l'intendant (1). »

Il existe enfin un vice important dans la régie des finances, en ce que le ministre de la métropole croit en voir « la sûreté dans la révision, la rédaction et le redressement de comptes faits dans ses bureaux » par un trésorier général résidant à Paris (2). « Où cette opération pourrait-elle être mieux faite que dans le lieu même, par les soins et sous les yeux de ceux qui ont le plus grand intérêt à un emploi sage des fonds, et qui peuvent seuls en juger sainement ? » Le ministre lui-même n'a-t-il pas intérêt à se débarrasser, toutes les fois que cela est possible, « de la multitude et de la confusion des papiers qui sont

1. *Coll. de Mém.*, IV, 333.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 335.

de voiles épais mis devant ses yeux ? » Il s'en rapporte alors à ses bureaux. Or « les commis de Versailles peuvent-ils juger du gaspillage fait à Saint-Domingue », d'autant plus qu'un administrateur ignorant ou malhonnête peut aisément masquer les fausses opérations qu'il a faites dans la colonie, et en « en retardant ce qu'on appelle la mise en règle, se soustraire à la sensation qu'auraient faite une plainte, un avis donné au gouvernement ».

Malouet considère comme « essentiel que la recette et la dépense de la colonie, ordonnées par l'intendant sur les instructions du ministre », soient « vérifiées et approuvées dans un des conseils supérieurs, y joints les députés (1) ».

Telles sont ses vues sur le gouvernement et l'administration des colonies. Il n'attache pas seulement une grande importance à la « rectitude des principes politiques » (2), qui en sont les fondements : il s'intéresse également au maintien de l'ordre et des bonnes traditions d'économie : « Je voudrais, dit-il que l'administration des îles de France et de la Réunion servît de modèle à celle de toutes les autres colonies, et cela par deux raisons importantes. Ces habitants ont été en état d'acquitter, sur leurs propres revenus, la majeure partie de leurs dépenses

1. *Coll. de Mém.*, IV, 336.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 48.

publiques ; ils ont de plus adopté des mesures de police d'un si bon sens et d'une telle vigueur, que leur tranquillité intérieure n'a pas été troublée, et que la subordination s'est maintenue dans leurs ateliers. » Le désordre des finances est, en effet, le signe de « l'altération des principes d'un sage gouvernement », et « l'excès des dépenses est toujours celui qui révèle tous les autres et par lequel on en obtient la réparation (1) ».

Une bonne administration doit donc réunir ces deux caractères essentiels de l'ordre que provoque la simplicité, et de l'économie. Elle doit en outre être active. Malouet insiste à maintes reprises sur cette qualité intimement liée aux deux premières. Les administrateurs seront soigneusement recrutés et devront faire preuve d'une constante initiative. On les y aidera par des traitements convenables ou des distinctions recherchées, et par la perspective d'une juste récompense de leur zèle. Ce sont les principes qui ont inspiré les ordonnances de Colbert et qui règlent l'administration anglaise (2).

5. — *Du régime spirituel.* — « L'influence des prêtres, de leurs doctrines et de leurs mœurs sur la conduite des hommes libres et des esclaves, écrivait Malouet à son retour de Saint-Domingue, importe

1. *Mémoire sur l'administration de la marine*. Introduction, x.

2. *Id.*, 150, 208.

autant à l'ordre public que les autres parties de la législation (1). » Il ne veut point mettre en cause la « nécessité politique et morale » de maintenir aux colonies l'exercice de la religion nationale, mais on en peut retirer « des avantages civils relativement à la police des nègres et aux mœurs respectives des maîtres et des habitants. »

Il ira plus loin quelques années après et, quand il dressera le compte rendu de son administration à la Guyane pendant l'année 1777, il écrira : « La religion considérée comme supplément des lois et conservatrice des mœurs, est d'autant plus essentielle dans les colonies, que les lois et les mœurs s'y altèrent plus rapidement que dans le corps national(2). » Il a « observé » que les abus et les désordres y « croissent en raison de l'affaiblissement des principes et du culte religieux. Les colonies où les esclaves en sont absolument privés sont précisément celles où la férocité des maîtres, et le désespoir, le brigandage des noirs sont portés au plus haut point. Celles au contraire où les blancs et les nègres se réunissent dans les temples, participent au même culte, aux mêmes cérémonies, ont été préservées jusqu'à présent des grandes catastrophes. »

Aussi ne craint-il pas de s'élever contre le mauvais recrutement des missionnaires et le privilège

1. *Coll. de Mém.*, IV, 337.

2. *Coll. de Mém.*, II, 334.

exclusif des ordres religieux qui en font une spéculation de commerce.

Il conviendrait que la métropole généralisât le régime établi à Saint-Domingue, où l'autorité ecclésiastique est « absolument subordonnée à l'autorité civile (1) ». Malouet voudrait cependant que le clergé séculier remplaçât le clergé régulier, les membres de celui-ci n'ayant en considération que l'avantage de leur ordre. Il faudrait « un corps et un dépôt d'ecclésiastiques éprouvés et reconnus propres à gouverner des paroisses ». La métropole a bien imaginé d'établir un évêque *in partibus* et une espèce de séminaire dans chaque colonie. Mais Malouet y voit beaucoup d'inconvénients. Connaissant le caractère des nègres, il craint que l'influence considérable dont jouirait cet évêque ne se retournât contre la religion elle-même et la colonie : il ne « pourrait dire un mot, faire un signe, qui ne fût rendu à tous les esclaves. La conversation la plus innocente sur les affaires publiques, la plus légère improbation d'un

1. « Le supérieur de la mission qui est le premier prêtre de la colonie, reçoit de Rome le titre de préfet apostolique, et la faculté des dispenses nécessaires pour l'ordre civil ; il nomme les curés et les destitue lorsqu'ils le méritent, sans informations judiciaires, sans instruction légale. Le général et l'intendant ordonnent supérieurement tout ce qui n'est pas du for intérieur, contiennent le supérieur et les curés, veillent sur leur conduite et les renvoient en France s'ils le jugent à propos. » *Coll. de Mém.*, IV, 338.

jugement, d'un ordre donné, serait pour eux un anathème prononcé contre les administrateurs, contre les tribunaux : le fanatisme le plus horrible exalterait leurs têtes ; le changement, la mort d'un évêque seraient une révolution, et on ne peut pas prévoir jusqu'où elle serait portée. Tout cela serait possible, en supposant le prélat nommé, très religieux, très sensé, très prudent. Mais si l'on faisait un mauvais choix, si cet évêque se permettait aussi quelques écarts, quel en serait le frein à 2.000 lieues de son souverain et de ses confrères ? (1) »

Il ne convient donc pas de souscrire à un projet « aussi funeste ». Dans la nécessité d'en adopter un, Malouet voudrait « qu'un évêque de France fût nommé commissaire du roi et du Saint-Siège pour le gouvernement spirituel et temporel de l'église française » dans chaque région de colonisation, en Amérique, par exemple.

Il préfère cette forme de juridiction réunissant les deux autorités, à tout autre, « en ce qu'elle tranche les difficultés de diocèse et d'administration ».

Cet « évêque commissaire désignerait en sa qualité, un grand-vicaire officiel, qui serait dans la colonie le supérieur ecclésiastique, avec droit de censure, suspension, interdiction, après des informations préalables en la manière accoutumée. Le grand-vicaire aurait auprès de lui un séminaire ou dépôt d'ecclésiastiques, qui seraient envoyés par l'évêque, après

avoir été choisis et examinés avec soin. On pourrait les prendre dans la classe des vicaires du diocèse, et ce serait pour eux un objet de récompense ; car en général toutes les cures sont bonnes en Amérique. Les curés seraient déclarés inamovibles comme en France, sauf les cas prévus par les lois civiles et canoniques. Le séminaire serait régi en communauté séculière pour le logement et la nourriture, et il serait payé à chaque ecclésiastique une pension convenable pour son entretien, jusqu'à ce qu'il fût placé. »

« Les administrateurs de la colonie n'auraient plus que l'inspection générale des mœurs et de la conduite du supérieur et des subordonnés, et se concerteraient avec l'évêque-commissaire pour les changements nécessaires, excepté dans les cas où les ecclésiastiques sont naturellement soumis à l'autorité des lois. »

« Le droit de chapelle sur leurs habitations serait accordé à tous les habitants propriétaires de deux cents nègres ; ce qui serait très utile aux esclaves et aux maîtres, en ce que les chapelains pourraient aussi élever leurs enfants ; mais aucun prêtre ne pourrait se présenter dans la colonie que sur un démissoire de l'évêque-commissaire. On en renverrait tous les moines ; et quant aux prêtres séculiers qui y sont actuellement habitués, le grand-vicaire prendrait toutes les informations convenables pour ne dépla-

cer que les mauvais sujets ; il déférerait sur cela aux témoignages des juges et des notables habitants. »

Quant à la partie du ministère ecclésiastique relative aux esclaves, il serait important que les prêtres descendissent jusqu'à ceux-ci et se mettent à leur portée par la simplicité des préceptes et la facilité des pratiques : « Les dissertations métaphysiques, théologiques ne conviennent pas à ces pauvres gens fort au-dessous de nos paysans. Un exposé court et précis dans leur langage les instruirait des premiers dogmes. La prescription souvent répétée de leur croyance absurde sur la magie, sur les esprits, de tous les excès de débauches ; les conseils de paix, d'obéissance, de charité ; la récompense des bons, la punition des méchants : voilà leur catéchisme. Cette formule devrait être universelle et uniforme, répandue chez tous les habitants pour être récitée dans les prières de l'atelier, et répétée dans les églises ; car ils n'entendent rien de ce qu'on y dit (1). »

1. *Coll. de Mém.*, IV, 350. — II, 1, 335.

CHAPITRE V

DE L'EXPLOITATION DES COLONIES

1. — *Du régime administratif.* — Une administration basée sur les principes que nous avons admis, organisée comme nous venons de le voir, simple, active, économe, secondée par la morale et la religion, est une condition essentielle d'une bonne exploitation des colonies. Elle sera une première garantie de succès pour ceux qui iront au loin tenter la fortune. Que demandent, en effet, les colons ? « Si le premier habitant d'une colonie avait pu traiter avec le gouvernement je présume qu'il aurait dit (1) : « Je vais dans l'espoir de m'enrichir, affronter un climat destructeur et préparer de nouvelles branches de commerce. Ma fortune particulière augmentant celle de l'État, je deviens, en m'expatriant, un de ses citoyens utiles. Ainsi, protégez-moi ; assurez-moi le fruit de mon travail ; que ma condition de sujet

1. Supplément à la *Coll. de Mém.*, 250, et *Coll. de Mém.*, IV, 249-250.

s'allège en proportion des services que va vous rendre mon industrie ; que je n'aie point à craindre, loin du souverain, celui qui abuserait de son nom pour me nuire ; que mon courage déjà éprouvé par l'intempérie de l'air, par les fatigues et les dangers que je brave ne s'affaisse point sous le poids de l'autorité arbitraire ; je veux vous obéir, servir mon prince, contribuer à l'augmentation de la marine, du commerce et des finances ; mais rendez-moi commode et sûr le nouveau séjour auquel je me destine pour votre intérêt et pour le mien. Si au contraire vous m'abandonnez, si je suis tourmenté par vos agents ; si ma propriété, ma sûreté deviennent incertaines, j'aimerais encore mieux être exposé à tous ces inconvénients dans ma terre natale, où j'ai en dédommagement un air plus salubre. » Tel est, je crois, le pacte tacite qui s'est fait entre un souverain et les premiers habitants d'une colonie (1). »

Le meilleur régime applicable à une colonie sera donc celui qui y attachera le mieux les colons, tout en remplissant les vues de la métropole. « Ce serait, dit Malouet, un gouvernement modéré, fixe et certain dans sa constitution, simple et facile dans les détails, soumis aux formes, point aux entraves, sévère pour les préposés, tolérant pour les colons dans tout ce qui ne blesse pas l'ordre public, proté-

1. *Coll. de Mém.*, IV, 250.

geant le commerce, maintenant la justice. D'une telle constitution, dérivent des lois claires et précises, et une distribution de pouvoirs qui ne se croisent point dans l'exécution. »

La métropole n'a point seulement à veiller à l'administration proprement dite des colonies ; elle doit également porter ses soins sur le recrutement de la population, sur la main-d'œuvre, le régime des concessions, les emprunts ou le crédit à faire aux colons.

2. — *Population.* — Et d'abord, Malouet ne se contente pas d'appeler ses compatriotes à la mise en valeur de nos riches possessions d'outre-mer ; il y convie également les hommes des autres nations et demande l'abolition du droit d'aubaine « infraction du droit des gens et même du droit naturel..., méprise de l'esprit fiscal qui se nuit à lui-même en repoussant les étrangers qu'il veut dépouiller tandis qu'il pourrait les imposer pour les consommations s'il les attirait sur son territoire (1) ».

Il ne part pas de l'idée que tous les peuples ont un égal intérêt à la conservation et à la bonne exploitation des colonies, idée qu'il a développée en étudiant la nécessité d'un principe conservateur extérieur du régime colonial.

D'ailleurs, le peuple possesseur a, dans les débuts

1. *Coll. de Mém.*, I, 129.

de sa possession tout au moins, des avantages sensibles sur les autres nations. Mais c'est « surtout dans les colonies qu'il est utile d'appeler non les pavillons et les marchandises étrangères, mais bien les individus, les capitaux et l'industrie de toutes les nations ». On répond qu'il est facile aux étrangers d'obtenir des lettres de naturalité et que, « sans cette condition, il est dangereux de leur ouvrir l'accès de nos colonies en ce qu'ils en détournent les richesses dans leur propre pays ».

Mais, comment donc peut s'opérer ce détournement de richesses, si l'exportation des produits est exclusivement réservée au commerce national ? C'est là « la seule porte qu'il faut garder et l'on peut laisser tomber sans crainte toutes les autres barrières ». Est-ce que l'on assujettit les étrangers à se faire naturaliser pour placer leur argent dans les fonds publics en France et en Angleterre ? « On n'a garde de l'exiger ; et cependant, c'est bien dans ce cas-là que l'argent sort du trésor royal pour aller chercher le prêteur à Amsterdam et à Genève, et pour le suivre partout où il lui plaît d'habiter ; mais l'étranger, propriétaire d'un fonds à Saint-Domingue, y place une somme d'espèces qui n'appartenait point à la nation et qui accroît d'autant son capital, s'il réside dans la colonie ; c'est un consommateur de plus au profit de la métropole : s'il habite en Russie, en Italie, il ne peut percevoir ses revenus que lorsqu'ils ont payé

tribut au prince et à l'industrie nationale. Le bâtiment français, les matelots, les ouvriers français employés à la fabrique et au transport de ces denrées, en ont partagé les produits ; et ce propriétaire étranger, remplaçant dans tous les cas un propriétaire national dont les fonds restent dans la circulation, est obligé de laisser à la France une part dans sa première mise (1). »

Mais il y a un autre avantage, peut-être plus considérable : « Le haut prix de l'argent parmi nous en constate et en perpétue la disette, surtout dans les spéculations relatives à la culture des colonies. L'intérêt sur la place est à 6 0/0, tandis qu'en Hollande et en Angleterre, pendant la paix, on trouve de l'argent à 3 ou 3 1/2. De là vient l'empressement des capitalistes de ces deux nations à placer des fonds en Amérique, et à augmenter rapidement le mobilier des habitations qu'ils y acquièrent, parce qu'ils n'ont aucun autre moyen de faire valoir leur argent plus utilement. Chez nous, au contraire, le placement à constitution étant à 5 et l'intérêt du commerce à 6, la différence de 6 à 7 qui est le produit moyen des capitaux placés en Amérique, n'est pas assez considérable pour y aventurer ses fonds ; aussi tous nos établissements en sucre ont été faits lentement et aux dépens de l'industrie et de l'économie locale

1. *Coll. de Mém.*, I, 132.

des entrepreneurs, qui, dans leur prospérité même, trouvent avec peine le crédit nécessaire pour l'augmentation ou le remplacement de leur mobilier(1).»

En éloignant les étrangers de l'acquisition de nos fonds en Amérique, nous en avons donc repoussé le crédit et l'argent qui peuvent seuls en faire prospérer la culture.

Malouet sacrifie aux idées de son temps, en faisant une exception pour les juifs, qui n'ont jamais pu fournir ni un artisan, ni un laboureur, et ne s'intéressent qu'au commerce de l'argent. Formant une nation universelle et « embrassant par leur correspondance toutes les parties de l'Europe », ils sont uniquement dévoués à leur secte et à leurs intérêts. Or, quelle nation ennemie, avec de l'argent, n'emploiera pas ses juifs auprès des nôtres « pour l'espionnage de nos forces, de nos moyens, de nos démarches, pour exciter une révolution dans les effets publics, dans les marchés, pour faire manquer un approvisionnement important (1) » ?

Cependant, Malouet ne veut avoir pour eux ni la complaisance, ni l'injustice du passé. Il paraîtrait « sage de refuser la confirmation générale des privilèges qu'ils demandent, sauf à en accorder de particuliers à celles de leurs maisons principales qui,

1. *Coll. de Mém.*, I, 133.

2. *Coll. de Mém.*, I, 127.

par leur moralité et leur commerce, méritent les bontés du gouvernement ; mais il serait nécessaire de chasser cette multitude de juifs étrangers et vagabonds qui parcourent sans cesse nos villes et bourgs, pour y multiplier impunément des moyens frauduleux de ventes et d'achats. Il n'est pas moins nécessaire de leur interdire l'entrée des colonies ; nous y avons un nombre suffisant de marchands nationaux, et l'exemple de la Jamaïque et de Surinam doit nous éclairer. »

Malouet se défend de vouloir ranger dans la même catégorie les protestants, qui « n'ont pu être retranchés de notre société qu'à son grand détriment (1) ».

Le métier de propriétaire est tout autre dans les colonies que dans la métropole ; il y a une main-d'œuvre nombreuse, de race étrangère, à diriger et à employer de la manière la plus favorable à la production.

Concluant à la nécessité d'une réforme profonde dans les rapports entre colons et esclaves (2), Malouet aurait voulu faire de ce métier une sorte de « magistrature » (3).

Il n'eut point le temps de creuser cette idée. La

1. *Coll. de Mém.*, I, 125.

2. Voir pages 85 et s.

3. *Coll. de Mémoires*, IV, Introd.

formation sur place des jeunes colons, une habile direction de l'esprit public devraient jouer ici un très grand rôle. Or, dans la plupart de nos colonies les hommes ne se perpétuent point de génération en génération ; il en est ainsi à Saint-Domingue : « On s'y enrichit ou l'on périt, et l'homme riche repasse en Europe (1). » Il n'y a point « d'esprit national, il n'y a que des habitudes de colonie. En morale, en politique, on étudie, on dirige l'esprit public, le caractère d'un peuple. A Saint-Domingue, il n'y a point de corps de peuple ; il n'y a que des individus qui ont quelques intérêts communs et des vues isolées. »

Mais partout où la chose a été possible, à la Guyane par exemple, Malouet s'est constamment préoccupé d'assurer aux enfants des colons une éducation et une instruction appropriées à leur futur état. Il convient de donner la préférence « à la géométrie, aux mécaniques, à l'hydraulique » (2). Les professeurs de latin sont inutiles. « Deux mathématiciens laïques ou prêtres, et deux autres régents pour la grammaire, l'histoire, la physique, la religion : voilà la somme de connaissances la plus essentielle à tous les hommes, mais surtout dans les colonies. »

Il projetait aussi « une espèce de catéchisme

1. *Coll. de Mémoires*, IV, 98.

2. *Coll. de Mémoires*, II, 336 et s.

moral et physique » où les colons pourraient, « de bonne heure, puiser des idées justes sur l'objet et le régime d'une colonie, sur la conduite des esclaves et le travail de la terre. Cet ouvrage devrait être le premier code de l'éducation dans nos colonies (1) ».

3. — *Régime des concessions.* — Au lieu d'accorder gratuitement les concessions de terre, Malouet propose de les vendre. Il invoque le système anglais qui consiste à céder pour un prix modique les terres à défricher. « Le plus grand nombre de ceux qui se présentent pour obtenir des concessions, n'ayant pas les moyens de les mettre en valeur, en privent ceux qui seraient en état d'en tirer un meilleur parti. » Le colon aisé, comme celui qui projette des établissements, n'en peut être empêché par une légère avance. Renonçons donc à notre procédé de concessions gratuites, qui ne fait que provoquer l'envahissement de terrains « toujours en friche et l'instabilité des propriétés par les fréquentes réunions au domaine ou la dérogation abusive à cette loi en faveur des concessionnaires protégés ». Vendons nos terres « au plus bas prix possible ». Beaucoup de particuliers seront tentés de s'assurer, ainsi, une possession qu'ils établiront au moment opportun. « Ceux qui

1. *Coll. de Mém.*, II, 337. « Si je parviens à en remplir l'objet, c'est de tout ce que j'aurai écrit ce qui me plaira le plus. »

2. *Coll. de Mém.*, I, 136.

auront acheté ne manqueront pas de risquer quelques avances pour un défrichement, et insensiblement l'émulation et les essais croîtront avec les spéculations. Un premier succès en engendrera mille autres. En laissant au contraire les choses dans l'état où elles sont, les concessions les plus indiscretes se multiplieront en pure perte. On ne se lassera pas de demander et d'acquérir gratuitement sans avances de culture. Il n'y aura de réuni au domaine que les terres des particuliers non protégés, tandis que les plus grands concessionnaires prolongeront à leur volonté les délais limités par la loi. »

L'ordonnance qui prononcera la vente des terres devra, en même temps, déclarer réunies au domaine « de droit et de fait » toutes les concessions faites depuis dix ans et qui ne seront ni arpentées, ni cultivées (1) ».

Malouet ne veut pas confier l'exploitation du sol à une ou plusieurs compagnies exclusives.

Il attend davantage de l'initiative privée. L'augmentation des frais, la diminution des bénéfices résultant de la concurrence ne permettent plus d'autres spéculations utiles que celles qui ont pour base l'économie et l'industrie personnelles (2). « La meilleure terre de Saint-Domingue, tout établie et dans

1. *Coll. de Mém.*, I, 138.

2. *Coll. de Mém.*, I, 70.

sa plus grande valeur, ne rend pas, année commune, tous les frais et risques déduits, plus de 8 à 10 0/0. Mais le propriétaire ou le premier auteur de cette habitation n'en a dû les premiers produits qu'à ses soins propres, à son intelligence, et le plus souvent au sacrifice de sa santé. Il a bâti, par économie, sa manufacture ; il a gagné, par son travail, les frais d'un régisseur ; il a vécu, dans les premiers temps, des fruits de son jardin et de sa basse-cour ; il a dirigé et instruit ses nègres ouvriers ; il les a soignés avec intérêt ; et cumulant successivement ses revenus pour augmenter ses capitaux, sa seconde génération seulement a joui d'une manufacture dont le produit relatif à la valeur estimée n'excède pas 7 à 8 0/0. »

Que l'en compare maintenant « à cet établissement celui qui sera fait par les agents d'une compagnie résidant à Paris ! Outre qu'elle ne peut ni les choisir, ni les apprécier, en les supposant intelligents et fidèles, chaque sucrerie moyenne de la Guyane exige au moins une mise de 100.000 écus sans revenus pendant trois ans, au bout desquels, en évaluant le meilleur sol de la Guyane sur le meilleur sol de Saint-Domingue, nous aurons 8 à 10 0/0 de revenu ; et déduisant l'intérêt des trois premières années, le bénéfice annuel des agents intermédiaires, les propriétaires de Paris, parfaitement heureux et bien servis, peuvent compter sur un produit de 4 à 5 0/0.

Les établissements en café, coton, indigo, etc., suivront la même proportion (1). »

Il est incontestable, cependant, que le succès d'une compagnie non exclusive influera sensiblement sur le pays où elle s'établira.

« Un plus grand nombre d'hommes consommateurs et producteurs, un accroissement d'industrie, de culture et de commerce sont un bénéfice évident pour une colonie quelconque; et voilà ce qui doit résulter d'une ou plusieurs compagnies bien instituées et bien régies. » (2) Et même en supposant ces conditions remplies, on ne doit pas oublier que « rien n'est aussi mal combiné » que de grandes propriétés concédées à une compagnie : « La compagnie d'Oyapock a 30 lieues de terrain : cette concession démesurée ne lui impose pas l'obligation impossible de défricher un aussi grand espace, mais elle empêche tout défrichement de la part de tout autre entrepreneur; elle équivaut à cette proposition :... il vous faut 1 lieue carrée pour occuper trois mille nègres et vous enrichir; je vous donne le droit de conserver 30 lieues en friche. Ce n'est sûrement pas là le moyen de peupler des déserts. » (3)

Quel serait donc le meilleur plan à suivre ? Une compagnie se présente pour faire un établissement

1. *Coll. de Mém.*, I, 69-70.

2. *Coll. de Mém.*, II, 47-48.

3. *Coll. de Mém.*, II, 49.

à la Guyane par exemple. On l'accueillera « car les grands défrichements ne peuvent se faire que par l'État ou par des sociétés particulières ». Mais on interrogera les entrepreneurs « sur leurs projets, sur leurs moyens ; s'ils n'ont aucune connaissance du climat, du sol, des pratiques de culture de l'Amérique, ils doivent être considérés comme des hommes séduits par l'inquiétude de l'opulence qui s'agite incessamment et en tous sens pour s'accroître, ou par les suggestions intéressées des gens que l'on appelle faiseurs d'affaires. » Il sera nécessaire alors de les éclairer, « de leur montrer la perspective chimérique qui leur est offerte et l'emploi utile et raisonnable de leurs fonds, s'ils veulent se laisser conduire ».

« Voulez-vous, leur dirons-nous, opérer par vous-mêmes un grand défrichement ? Toute la terre que vous pourrez successivement exploiter vous sera concédée ; mais commencez par un et ne vous aveuglez pas sur l'immensité d'une inutile possession ; calculez d'abord votre entreprise sur les fonds que vous y destinez. Est-ce un million en trois années ? vous pouvez employer mille nègres et exploiter fructueusement deux mille carreaux de terre (1). »

Malouet n'est point partisan des privilèges exclu-

1. *Coll de Mém.*, I, 52.

sifs de culture. Il fait cependant une exception pour les plants d'épicerie aux Iles et à Cayenne.

« La production énorme des arbres à épicerie pouvant en multiplier excessivement le fruit, il cessera d'avoir une valeur vénale dans le commerce, si cette culture est libre. La multitude n'a jamais combiné sensément, ni l'intérêt public, ni ses propres intérêts individuels. Chaque particulier isolé tend aveuglément à l'accroissement de son bien-être, et s'en éloigne obstinément plutôt que de s'asservir à un frein qu'on ne lui aurait pas imposé. Ainsi, la liberté de cette culture produisant nécessairement la multiplication excessive des fruits et l'avilissement des prix, la possession serait nulle et passerait dès la première époque, entre les mains de tous les peuples qui voudraient se la procurer (1). »

Le roi se fera-t-il un privilège de cette culture ou le concédera-t-il à une compagnie, sans redevance déterminée ?

Ce dernier parti est le plus raisonnable à prendre, car « les régies au compte du roi ont rarement réussi ». Sa Majesté est « moins exactement servie par ses préposés, qu'une compagnie par les agents qu'elle emploie et surveille directement ». Et d'ailleurs, un commerce exclusif « quelque riche qu'il puisse être, entre les mains du roi de France est

1. *Coll. de Mém.*, I, 139-140.

une sorte de dérogation à la dignité de sa couronne (1) ».

4. — *Main-d'œuvre.* — En ce qui concerne la main-d'œuvre, nous avons vu que pour Malouet, l'unique solution consiste à faire venir des nègres de la côte d'Afrique. Et s'il accorde un adoucissement du code noir aux abolitionnistes de l'esclavage, il demeure un ferme partisan du maintien de la traite.

Il propose tout un système de primes et de distinctions honorifiques pour encourager les armateurs à peupler de travailleurs nos colonies, et notamment la Guyane où l'on ne peut rien espérer de la population indigène. La question de la main-d'œuvre dans cette colonie y sera toujours de première importance pour le développement des habitations.

Dans les années qui suivirent l'administration de Malouet, le nombre des noirs importés s'accrut sensiblement jusqu'à la suppression de la traite en 1848.

Malouet comprit toute l'importance de ce problème à la Guyane et il songea, quoi qu'on ait dit (2), à y introduire des travailleurs blancs. Leur établissement comme pasteurs à Sinnamary, a, paraît-il, réussi, « en démontrant que le climat et le sol de la Guyane

1. *Coll. de Mém.*, I, 140.

2. Nouvion. Extrait des auteurs qui ont écrit sur la Guyane 138-139.

peuvent convenir à certaines conditions, à des cultivateurs européens (1) ».

« Il faut, demandait-il dans son premier projet de restauration de la Guyane, transporter à Cayenne un petit nombre d'hommes industrieux du Languedoc ou du Béarn, et les établir auprès des moulins à scie avec des avances en vivres, animaux, outils et ustensiles. »

Nous avons vu, en étudiant les conditions du principe conservateur du système colonial, comment l'homme blanc devait traiter ses esclaves ; ce n'était pas une seule question de sentiment ; c'était une mesure de prospérité, de salut pour la colonie.

5. — *Du crédit.* — Les premiers colons sont « des espèces d'amphytéotes » qui n'ont « de mise que leur industrie » (3), la terre sur laquelle ils travaillent ne leur coûtant rien ou à peu près rien. Une colonie est ainsi « nécessairement fondée sur le crédit » : les nègres, vivres, ustensiles, doivent être livrés à terme aux premiers habitants qui ne peuvent payer qu'avec le produit de la terre qu'on leur donne à exploiter. Par cet arrangement, le négociant s'associe aux produits « en mettant un prix relatif à ses avances », et le colon qui n'y met rien

1. *Coll. de Mém.*, I. 148.

2. *Coll. de Mém.*, I. 88.

3. *Coll. de Mém.*, IV, 131 et s.

que « son temps et sa peine » y gagne aussi, dès qu'il lui reste quelque chose. Mais ce n'est pas assez de lui prêter, il faut aussi ne pas le « décourager par les conditions rigoureuses du remboursement ; car si les objets périssables que vous lui avancez lui manquent tous à la fois avant qu'il ait fécondé sa terre, comment vous paiera-t-il ? Vous n'avez d'autre remboursement que de lui prêter encore ; et si vous l'arrêtez, si vous saisissez sa terre en friche, vous en ferez un homme stérile, qui ne sera pas même un gage, mais une charge pour son créancier (1) ». Ainsi les premiers débiteurs doivent éprouver « de l'indulgence et de la protection ». Mais ne devrait-on pas marquer un terme à cette tolérance bien entendue ? Ce qui est bon pour l'établissement ne peut-il pas devenir contraire à l'accroissement ? car où il n'y a pas de sûreté dans les engagements, il n'y a point d'activité dans les moyens et il y a moins d'économie dans les consommations. Or, « de la dette du premier colon à celle de ses petits-neveux » il y a « une chaîne non interrompue d'emprunts et d'avances fondés sur le même principe : prêtez-moi encore afin que je vous rembourse ». Les créances se transmettent avec la terre aux différents propriétaires. On paye les intérêts, on rembourse quelquefois les capitaux.

1. *Coll. de Mém.*, IV, 132.

Le colon, premier auteur de sa fortune, ne reste pas longtemps « en place » ; il meurt ou se retire en France. Ayant pris sa part des produits, il laisse son fonds et ses dettes à un acquéreur qui succède à ses engagements. Celui-ci en contracte de nouveaux et ne paie l'un « qu'en empruntant à l'autre » (1).

« Nous trouvons donc la raison du crédit et du défaut de confiance, dans la position respective du colon et du négociant ; liés l'un à l'autre par leurs relations antécédentes, il faut qu'elles se perpétuent. Mais la défiance de l'un l'éloignant autant qu'il est possible, il ne prête point son argent parce qu'il n'y est point forcé ; il en est de même des colons entre eux. Il faut qu'ils se vendent à crédit leurs possessions parce qu'aucun n'est assez riche en espèces pour acheter comptant ; s'il avait de l'argent il le garderait, parce que l'argent se transporte où l'on veut. Mais alors pourquoi vendre sa terre à des termes, à des conditions incertaines ? C'est que l'habitant qui se retire, qui a accumulé ses revenus,

1. Malouet parle ici des « moyens aratoires ; car dans ce discrédit réel du crédit public, l'argent ne peut pas circuler à titre de prêt. Le commerçant ne livrera jamais à terme que ce qu'il suppose être un instrument de son remboursement et de son bénéfice, tels que ses nègres, ustensiles, etc., dont on voit l'emploi sur la terre ; mais l'argent qui disparaît au clin d'œil, qui porte avec lui le moyen de jouir et d'abuser, ne peut être mis à la discrétion de gens qui abusent, et qu'on ne peut pas contraindre à faire mieux. »

et en a fait des capitaux en France, aime autant livrer son bien à un acquéreur incertain qu'à un régisseur infidèle ; c'est qu'on veut se retirer, se débarrasser sur un autre du poids de ses engagements, et ce débiteur devient alors alternativement créancier. »

Pour remédier à cet état de choses, Malouet se garde de proposer le paiement immédiat de toutes les dettes, c'est impossible. Il croit que le premier acte du gouvernement « doit être de prononcer que la colonie est établie, et que la faveur accordée aux premiers débiteurs est réversible aux créanciers de leurs représentants... ; il faut renverser le système absurde qui détruit la confiance et élever sur ses ruines un crédit solide ; priver de toutes ressources la témérité et la mauvaise foi, pour multiplier celles de l'industrie honnête. Alors les engagements téméraires porteront leur peine avec eux ; et ceux que l'économie intelligente aura formés et soutenus, seront la source de nouvelles richesses. » Alors seulement, « la colonie sera dans un état florissant et atteindra au degré de perfection dont elle est susceptible (1). »

6. — *Culture*. — « Il ne suffit pas, a écrit Malouet de jeter dans une colonie des hommes et de l'argent ; il faut encore d'habiles combinaisons de police et de culture (2). »

1. *Coll. de Mém.*, IV, 136.

2. *Coll. de Mém.*, I, 143.

Ces combinaisons de culture ne devront pas être abandonnées au gré des habitants. D'abord ceux-ci ne cultiveront que les produits les plus appropriés au climat et aux différentes natures du sol. On les a vus à la Guyane faire des plantations de café là où des plantations de coton auraient mieux réussi et réciproquement. On les y a vus s'acharner à l'exploitation des terres hautes, alors que les terres basses promettaient les plus beaux succès. Le gouvernement de la métropole veillera donc à prévenir ces errements, si fréquents dans la mise en valeur des terres nouvelles. Il en ordonnera l'exploration préalable par des ingénieurs exercés, « agraires » et hydrographes, par des chimistes, qui guideront ensuite les colons dans leurs premiers travaux.

Malouet songeait à donner « plus d'activité et de moyens » à l'institution des chambres d'agriculture qui existaient autrefois dans nos colonies. « Je voudrais, disait-il, y attacher une commission spéciale d'ingénieurs habiles en mécanique et en hydraulique et d'un ou deux chimistes distingués ; leur emploi consisterait à rechercher et à exécuter, sous la direction de la chambre, toutes les améliorations possibles dans l'industrie coloniale (1). »

Cultivera-t-on indistinctement tous les produits

1. *Coll. de Mém.*, IV, 74.

que le sol est susceptible de fournir avec abondance ? N'oublions pas que la colonie est faite pour la métropole et que le régime à lui appliquer est celui qui sera le plus utile à celle-ci. Or « ce serait une grande faute que d'opérer indéfiniment la multiplication de telle ou telle denrée coloniale, dont la consommation ne saurait excéder la production actuelle (1). » Tous les ans, les Hollandais brûlent une grande quantité d'épiceries « pour n'en point laisser avilir le prix ». Nous serons obligés d'en venir là si nous multiplions à la Guyane les grandes manufactures de sucre et de café. Les prix de ces denrées sont « en proportion avec les facultés des consommateurs et les avances des cultivateurs ». Si l'on rend pire la condition de ceux-ci « avant que le nombre des premiers se multiplie par l'aisance générale de tous les peuples européens », on opérera une « révolution funeste à l'universalité des colons français ». Or, si nous examinons notre position à l'égard des consommateurs nous voyons que « le système général de l'Europe, les opérations, les principes de ses gouvernements divers, n'annoncent à aucun de ses peuples une augmentation d'aisance individuelle ; les impôts pèsent partout également ; et avant qu'un plus grand nombre d'hommes consomme du sucre, il faudra qu'il y ait une plus grande consommation

1. *Coll. de Mém.*, I, 71.

de pain, de vin, de viande et d'étoffes grossières ; c'est-à-dire qu'on ne peut espérer en Europe une plus grande consommation de sucre et de café, que lorsqu'il y aura une moindre quantité d'hommes mal nourris et mal vêtus (1). » Nous perdons même en ce moment l'approvisionnement de l'Espagne : « Depuis dix ans, la Havane est sortie du néant et multiplie étonnamment ses plantations. La même industrie se répand à Porto-Rico ; ces deux colonies produisent aujourd'hui plus de quinze cents caisses de sucre (2). »

Nous n'agissons pas « de même à l'égard de l'indigo, du coton, du cacao, des graines et légumes, des résines, des bois de teinture, de marqueterie, de construction, de la cochenille, des vers à soie, de la vanille, des animaux de toute espèce, de la pêche de la tortue, et enfin de la culture des épiceries (3) ».

« Aucun de ces produits considérés comme nationaux, n'a atteint, dans nos marchés intérieurs, l'équilibre de la consommation ; les étrangers nous en fournissent plusieurs, et l'augmentation de tous sur notre territoire ne peut qu'accroître infiniment l'exportation et la richesse nationale. »

Le gouvernement choisira « ceux qui méritent la

1. *Coll. de Mém.*, I, 72.

2. *Id.*, I, 73.

3. *Id.* I, 74.

préférence de ses soins et de ses encouragements, car nous avons vu que ce n'est point au commerce à créer une colonie, mais à l'État à y appeler le commerce et la culture. L'État seul a un intérêt présent et futur à préparer, à prévenir et à diriger à son profit les révolutions du temps, les caprices de l'industrie, l'avantage ou la défaveur des accidents physiques et politiques ; et tandis que par la loi de la nature, chaque individu tend à s'occuper exclusivement de soi, l'autorité, ou pour mieux dire, la raison publique ne doit avoir en vue que l'intérêt de tous. Or, le plus grand intérêt présent de la France relativement à ses colonies, est de les soustraire au joug de l'étranger pour leur approvisionnement en bois, graines, poissons et animaux vivants (1). »

1. *Coll. de Mém.*, I, 75.

TITRE TROISIÈME

L'ŒUVRE DE MALOUE

CHAPITRE PREMIER

SAINT-DOMINGUE ET LE COMITÉ DE LÉGISLATION

L'action de Malouet au point de vue colonial s'est exercée en trois principales périodes bien distinctes :

A Saint-Domingue et au Comité de législation des Colonies (1767-1775) ;

A la Guyane (1776-1778) ;

Au ministère de la marine sous la première Restauration (mars-septembre 1814).

SAINT-DOMINGUE (1767-1773)

Lorsque Malouet débarqua à Saint-Domingue, il y trouva, dit-il, l'administration dans le plus grand

désordre. Nous avons vu comment il finit, jeune administrateur plein de zèle, encore ignorant des accommodements, par se tenir à l'écart du corps des fonctionnaires, demeurant dans la seule compagnie de quelques-uns avec lesquels il disputait sur les moyens d'une bonne administration. Il remplit consciencieusement les fonctions de son emploi et il se conduisit en colon modèle, reportant de ce côté toute son activité: « C'est au surplus, comme propriétaire, et non comme administrateur, que j'aurais voulu vivre à Saint-Domingue. J'aimais beaucoup cette vie aisée, indépendante et occupée, d'un propriétaire sur son habitation. La beauté de la campagne, la richesse de ses produits, le succès d'une bonne culture et ceux d'une bonne police dans la régie intérieure m'inspiraient le plus grand intérêt. Lorsque je n'avais pas la fièvre, j'admirais cette zone torride dont les chaleurs souvent insupportables affaiblissent toujours ceux qui en sont le moins mal traités. Je l'étais si fort qu'il fallut prendre mon parti et renoncer aux avantages que j'aurais retirés pour l'accroissement de ma fortune d'un plus long séjour dans la colonie. J'avais acquis, indépendamment du bien de ma femme, une plantation de café dont j'espérais de grands produits. Je fondai sur cette base mes projets d'indépendance et je revins en France, décidé à ne plus servir dans les colonies, pas même dans les ports. Je voulais vivre à la campagne, si je

ne pouvais être placé à Paris d'une manière qui me convint (1). »

Il se trouvait donc en un excellent état d'esprit pour dessiner les traits du gouvernement idéal, par lequel il souhaitait voir régir la malheureuse colonie. Il en médita les principes fondamentaux et se fortifia dans les opinions qu'il s'était faite à Rochefort et à Bordeaux. Il les corrigea, les compléta durant cinq années de colonisation et d'administration.

Quand il revint en France, M. de Boynes occupait le ministère de la marine. C'était « un homme de robe, étranger à ce département, ferme, laborieux, ayant un esprit faux, un caractère ardent ; grand ennemi des parlements et de toute l'administration du duc de Choiseul, il la bouleversait dans les ports et projetait les mêmes innovations dans les colonies ; mais il ne réparait pas les fautes de M. de Choiseul (2). » Malouet sut lui plaire en lui faisant savoir qu'il avait « aussi des projets de réformes et des mémoires (3). »

1. *Mémoires*, I, 43, 44.

2. *Mémoires*, I, 44.

3. *Mémoires*, I, 45. M. de Boynes était ministre de la marine depuis le 8 avril 1771. Il succédait au duc de Praslin et à l'intérim de trois mois rempli par l'abbé Terray. Il fut remplacé le 20 juillet 1774 par Turgot qui cinq semaines plus tard cédait la place à Sartine.

Il lui communiqua effectivement un résumé de ses observations sur la législation de Saint-Domingue. M. de Boynes « en fut très content parce qu'il y vit beaucoup à faire et à défaire ; mais nous différions quant aux principes et au développement des moyens de gouvernement et d'administration, les siens étant arbitraires et presque toujours violents..., ce qui ne l'empêcha pas de m'écrire une lettre flatteuse, par laquelle il me chargeait de préparer un travail complet sur la législation de Saint-Domingue, m'annonçant que si je remplissais ses vues, il demanderait à Sa Majesté pour moi le grade de commissaire général de la marine. Il me dit ensuite particulièrement que M. de Reverseaux, maître des requêtes, son ami, qui avait toute sa confiance, discuterait avec moi mes plans et lui en ferait le rapport (1). »

Malouet vit M. de Reverseaux qui adopta plusieurs de ses vues, « en combattit d'autres avec obstination » ; mettant « en général de l'importance » au travail de l'ancien ordonnateur, voulant en faire le sien ou celui de M. de Boynes. Un matin, Malouet reçut de ce dernier l'ordre de lui porter toutes ses minutes. Il arriva avec un gros portefeuille qu'il ne revit plus. Il le réclama vainement ainsi que le grade de commissaire général.

« J'allai voir le ministre un jour d'audience ; je

1. *Mémoires*, I, 45-46.

le trouvai froid ; il paraissait m'éviter, lorsque revenant brusquement à moi, il me fit entrer dans son cabinet et me dit d'un air sévère et presque menaçant : « Vous voulez être commissaire général, vous le serez ; mais il faut aller dans l'Inde. Je vous destine une mission importante pour ce pays-là : êtes-vous prêt à partir ? » Cette déclaration, dépouillée du ton de colère dont elle fut prononcée, m'aurait encore embarrassé. Je m'excusai sur ma santé qui était altérée. « Il n'y avait qu'un an, lui dis-je, que j'avais été forcé de renoncer aux colonies : je n'étais pas encore en état de repasser la mer. » — « C'est bon, c'est bon, ajouta-t-il vivement, je vous ferai savoir les intentions du roi. » Et il entra dans la salle d'audience où je me promis bien de ne jamais reparaitre. (1) »

Les précédents rapports de Malouet avec le ministère, sa faveur apparente, le travail dont on le savait chargé avaient répandu l'alarme à Saint-Domingue, parmi les membres du conseil du Cap qui le regardaient comme leur ennemi et avaient provoqué un mémoire qui exposait au ministre les idées de Malouet avec « une exagération calomnieuse ».

M. de Sartine (2) qui en eut connaissance, montra néanmoins pour ce dernier plus d'égards que son pré-

1. *Mémoires*, I, 47.

2. M. de Sartine occupa le ministère de la marine du 24 août 1774 au 14 octobre 1780. Il fut alors remplacé par le maréchal de Castrées.

décèsseur. Il le fit entrer au Comité de législation des colonies et c'est à ce comité que Malouet soumit son travail définitif sur l'administration de Saint-Domingue. La conclusion en était la suivante : Elle est résumée dans un précis de règlement pour cette administration(1) :

« 1. — Il faut déterminer plus nettement, plus invariablement qu'on ne l'a fait l'autorité du général, celle de l'intendant, celle de leurs représentants civils et militaires. Énoncer l'influence que cette autorité directe doit avoir sur les affaires générales comprises sous le nom d'administration, et en soustraire absolument toutes les affaires particulières et contentieuses qui, dans tous les cas, doivent être soumises aux formes légales et judiciaires.

Il faut prononcer irrévocablement que le gouvernement d'une colonie, consiste dans l'exercice d'un pouvoir civil, et que la force, l'esprit et l'autorité militaire sont uniquement affectés à sa défense et à sa sûreté.

2. — Il faut autoriser et recréer l'assemblée des représentants de la colonie, pour délibérer sur l'impôt, en arrêter le genre et l'espèce, et recevoir sur les lieux mêmes, par commissaires, tous les comptes de recette et dépense ; faire parvenir au ministère ses représentations et observations sur les vices et abus, sur les détails de règlements à faire, etc...

1. *Coll. de Mém.*, IV, 355-357.

3. — Il faut réformer les tribunaux selon l'ancienne constitution, préparer la succession aux places de magistrature en les assurant aux assesseurs, lieutenants de juge, substituts, avocats, qui se formeront dans la colonie même et obtiendront le suffrage de leur corps ; cet ordre de succession doit être garanti par une loi, l'expérience ayant appris aux ministres que tous les protégés qu'on leur présente et qu'on leur fait agréer pour des places de colonie y réussissent mal.

4. — Il faut régler la police générale et particulière selon le plan proposé ; améliorer la condition des esclaves, surveiller les maîtres injustes et punir sans rémission les excès.

5. — L'établissement que j'ai indiqué pour conserver toujours vivantes les formes, les principes et les moyens de gouvernement exige aussi un édit de création.

6. — Rendre à la justice sa dignité et son activité, en ne souffrant plus que les sentences et les arrêts des tribunaux soient des titres illusoires entre les mains du créancier ; il faut pour cela atermoyer les anciennes dettes et annoncer qu'à l'avenir tous les engagements par contrats ou billets à ordre seront soumis sans exception aux saisies réelles ou contraintes par corps suivant la nature du titre de créance.

7. — Préparer un code de jurisprudence locale et régler dès à présent tous les cas d'exception que pré-

sentent nos colonies comparées à nos provinces de France, et pour le surplus, autoriser le général et l'intendant à nommer des commissaires pour recueillir, rédiger et proposer tous les objets de discussion qui demandent des décisions différentes de celles de nos lois et coutumes de France.

8. — Réformer le Code criminel dans ce qui regarde l'instruction des procès contre les esclaves.

9. — Créer différents corps dont j'ai démontré la nécessité, tels qu'une juridiction consulaire, une chambre de commerce, un collège de médecine, un collège pour l'éducation des enfants, une école vétérinaire.

10. — Pourvoir au brigandage des nègres et mulâtres libres qui n'ont ni terre ni métier, d'après les moyens et les vues proposées.

11. — Régler le commerce étranger, soutenir l'entrepôt du môle pour les approvisionnements reconnus indispensables, mais arrêter efficacement la contrebande des noirs, des farines et l'exportation frauduleuse des denrées de la colonie.

12. — Régler le change et le cours des monnaies d'après les principes et les faits établis.

13. — Arrêter un plan de défense et la composition de l'état militaire de la colonie.

14. — Réformer la mission selon le plan que j'ai proposé (1). »

1. « Les huit premiers articles peuvent être renfermés dans un même édit... Ainsi il ne faudrait que six règlements ou

Tous ces articles furent discutés au comité de législation. Nous ne pensons pas qu'ils aient inspiré dans une large mesure les circulaires envoyées dans la suite aux administrateurs coloniaux, ainsi que Malouet paraît le dire dans ses *Mémoires* (1). Il constata lui-même lors de la publication en 1802 de son rapport sur Saint-Domingue qu'il n'en fut pas tenu grand compte. Dès qu'il prêcha l'unité d'une administration civile, il souleva la défiance des officiers généraux qui le traitèrent de « novateur, d'homme à systèmes (2) ». Ses vues sur la police furent les seules qui firent « une grande impression ». « On donna bien, dit-il, quelques ordres en conséquence, mais je ne me souviens pas qu'aucun des établissements que je sollicitais ait eu lieu (3). »

Le comte d'Ennery, son principal contradicteur dans le comité, fut, à ce moment, nommé gouverneur de Saint-Domingue. Imbu des idées de son premier état — il avait été maréchal de camp de très bonne heure — il ne pouvait admettre que le gouvernement militaire s'inclinât devant l'administration civile ; il devait au contraire être prépondérant en toute circonstance. Il donna des ordonnances différents pour la législation compète, en y joignant un mémoire instructif pour tous les cas et les détails qui ne peuvent trouver place dans une loi (*Coll. Mém.*, IV, 357).

1. *Mémoires*, I, 73.

2. *Coll. de Mém.*, IV, 263.

3. *Coll. de Mém.*, IV, 306.

constances (1). Malouet reconnaissait cependant à d'Ennery l'intégrité du caractère, « l'amour du bien, la haine des fripons et des intrigants », toutes choses qui « semblaient lui donner le droit de dire : *mitte sapientem et nihil dicas* ». Mais cette maxime « est d'une application dangereuse, lors même qu'on rencontre le Sage (2). »

L'opposition de d'Ennery fut en tous cas, de courte durée ; il mourut frappé de la foudre en 1776.

Son envoi à Saint-Domingue avait été dû à des intrigues de cour. Il n'impliquait en aucune façon, désapprobation des vues de Malouet. Sartine, au contraire, était gagné par leur justesse et leur modération. Il les approuvait hautement ; « il avait même tout préparé pour leur exécution ». Mais il hésitait et reculait devant un changement de système : « il disait sans doute : *video meliora proboque...* » L'ordonnance du 27 septembre 1776, qui est le fait principal de son administration complique à l'excès les rouages administratifs et affaiblit la responsabilité des agents par leur multiplication (3). Elle prend ainsi le contre-pied des principes que Malouet développait dès cette époque.

Celui-ci exerça une influence plus heureuse lors-

1. *Mémoires de Malouet*. I, 383, appendice.

2. *Mémoires*, I, 73.

3. *Mémoires*, I. 379, appendice.

qu'il fut question de mettre à exécution un nouveau plan de colonisation à la Guyane proposé par le baron de Bessner (1) et basé sur l'émigration de vingt mille nègres marrons (2) de Surinam. Chargé de rapporter l'affaire, Malouet mis en défiance par les mémoires qui lui étaient soumis, l'étudia consciencieusement et convaincu de la témérité de l'entreprise, parvint à en détacher le gouvernement, quant à son appui financier. Quant au reste, Sartine qui ne voulait « prendre sur son compte la responsabilité de l'admission ni le rejet d'un si beau plan (3) », prévint Malouet que c'était avec Maurepas qu'il le discuterait. Le premier ministre était « disposé en faveur du baron de Bessner et de ses rêveries, mais sans entêtement. » Malouet lui fit entendre aisément qu'il était nécessaire d'envoyer dans la colonie un homme capable de discerner la part applicable du projet en question. Cet homme comparerait aux nôtres les procédés employés par les Hollandais et traiterait au besoin avec le gouvernement de Surinam.

« Peu de jours après, raconte Malouet, M. de Sartine me fit venir à Versailles et me dit que le roi avait adopté toutes les mesures que j'avais proposées, et que Sa Majesté me chargeait de l'exécution,

1. Voir plus haut, p. 30 et s.

2. Nègres fugitifs.

3. *Mémoires*, I, 82.

avec une plus grande latitude de confiance et de pouvoirs que n'en avaient les autres administrateurs ; que je serais moi-même le rédacteur de mes instructions ; qu'on laisserait en place l'ancien gouverneur, M. de Fiedmond, qui était un vieux maréchal de camp, honnête homme, mais sans capacité ; qu'il aurait ordre de ne me contrarier en rien et de seconder toutes mes dispositions ; qu'on approuvait le voyage que j'avais proposé à Surinam ; que je recevrais une commission particulière du roi pour traiter avec ce gouvernement ; que l'ambassadeur de France à La Haye, qui était le duc de La Vauguyon serait chargé d'en prévenir les États généraux. Toutes ces conditions furent exactement remplies ; je n'en ajoutai qu'une, qui me fut également accordée : c'était la permission de revenir en France dès que ma santé ou la suite des opérations l'exigeraient (1.) »

Avant de partir, Malouet et les chefs de la nouvelle compagnie convinrent que toute entreprise serait suspendue ou au moins réduite jusqu'à nouvel ordre. Quelques missionnaires seulement seraient emmenés, pour tenter dans la baie de Vincent Pinson l'établissement d'une mission et d'une pêche du lamentein, que des informations multipliées présentaient comme très utile.

1. *Mémoires*, I, 85, 87.

CHAPITRE II

LA GUYANE

(Octobre 1776-octobre 1778.)

1. — *Le Dessein.* — Envisageant les moyens de restauration de la Guyane, Malouet se demanda comment la plus ancienne de nos colonies avait pu rester « si fort au-dessous des îles du Vent » (1). Ses habitants paraissaient condamnés à une misère éternelle », tandis que « ceux de nos autres colonies avaient déjà transmis à leur sixième génération des fortunes brillantes. Et pourtant son sol passait pour être aussi fertile que celui de Saint-Domingue.

Malouet en chercha vainement la raison dans tous les mémoires qu'il consulta et qui tous accusaient les commerçants de s'abstenir de trafiquer. « Mais comment ne sent-on pas, écrivait-il, que le commerce ne peut être appelé que par des denrées, des manu-

1. *Coll. de Mém.*, I, 64.

factures, des marchandises, qu'il se porte naturellement là où sont les vendeurs et les acheteurs, qu'il s'éloigne obstinément des lieux où ils ne sont pas? »

Les premiers armateurs « qui ont négocié aux îles du Vent et à la côte de Saint-Domingue y ont été invités par le commerce interlope avec les Espagnols dont les retours étaient en pistoles d'or et en piastres et produisaient souvent trois cents pour cent.

Nous étions en guerre avec l'Espagne et le golfe du Mexique était l'inépuisable champ de nos maisons maritimes. Les flibustiers qui ont les premiers habité Saint-Domingue payaient donc les secours de nos négociants avec l'or qu'ils enlevaient aux Espagnols; Cayenne et ses parages n'ont jamais été susceptibles de ces riches croisières. Ainsi, dès le commencement de nos établissements en Amérique, tout concourait à fixer à la Martinique et à Saint-Domingue les armateurs et les colons, tandis que l'espoir incertain de pénétrer par la rivière des Amazones dans le Pérou, appelait quelques aventuriers dans la Guyane. Lorsque des tentatives inutiles, et plus encore le traité d'Utrecht, nous firent renoncer à toute liaison fructueuse avec les Portugais et les Espagnols, les Français, habitués dans cette partie de l'Amérique, y restèrent avec la même disette de moyens pour accroître leur culture. Le défaut de communication, d'instruction et de commerce, per-

pétua leur langueur. Avec moins de secours et de connaissances que les autres colons, ils cultivèrent plus mal : leur industrie, découragée, n'éprouva plus d'accroissement ; et toutes ces causes agissant l'une sur l'autre, il en résulta pauvreté, paresse, ignorance, éloignement absolu du commerce national. Aux Antilles, au contraire, tout était en mouvement avant la guerre de la Succession : la communication perpétuelle des Français, des Anglais, des Espagnols vainqueurs ou vaincus, les courses, les combats, les prises, la contrebande, l'or et l'argent qui circulaient entre eux augmentaient le courage et la cupidité. A la paix, il était naturel que ces hommes audacieux se fixassent tout près de leur champ de bataille, et que le commerce qu'ils avaient si souvent enrichi, vînt encore les chercher » (1).

On a mal vu les causes de ce misérable état de la Guyane et les compagnies qui furent constituées pour le transformer se sont dépensées en essais infructueux.

Mais, avant de déterminer les moyens d'accroissement de cette colonie, il est « nécessaire de fixer le genre de culture et de commerce » qui lui sera le plus convenable et le plus utile à la métropole. Nous avons vu (2) qu'il y avait lieu de s'abstenir d'y culti-

1. *Coll. de Mémoires*, I, 65-66.

2. V. plus haut, page 180.

ver le sucre et le café ; mais on n'agira point « de même à l'égard de l'indigo, du coton, du cacao, des graines et légumes, des résines, des bois de teinture, de marqueterie, de construction, de la cochenille des vers à soie, de la vanille, des animaux de toute espèce, de la pêche de la tortue et enfin de la culture des épiceries » (1).

Sur ces objets porteront de préférence les soins et les encouragements du gouvernement.

Et Malouet n'entend pas seulement par là « la surveillance, l'instruction, la bonne police... Il n'y aura, dit-il, nulle exportation intéressante de bois, d'animaux vivants et de poissons salés avant qu'on ait établi dans le continent cinquante moulins à scie, cent mille souches de bestiaux, et sur les côtes quinze ou vingt bateaux pêcheurs. Alors, il arrivera annuellement à Cayenne deux cents bâtiments de France destinés aux îles du Vent et sous le Vent, qui y feront escale, et prendront leurs chargements de bois, grains, bestiaux, répandront l'abondance et l'industrie dans cette colonie. Alors, les anciennes et les nouvelles cultures en indigo et coton, cacao, vanille, etc., prospéreront rapidement et, à mesure que les terres de la Martinique et de Saint-Domingue s'useront par leur vieillesse, celles de la Guyane les remplaceront sans révolution. Les grandes manufac-

1. *Coll. de Mémoires*, I. 74.

tures en sucre et café s'y établiront à longue, et dans des proportions convenables ; la Guyane deviendra enfin dans son temps, la plus riche et la plus importante colonie de l'univers. Mais ces progrès ne peuvent être aperçus que dans dix ou douze années d'une administration sage, économique et invariablement conséquente à son objet, auquel on ne peut sacrifier moins de cent mille écus par an en avances et encouragements (1).

La culture des épiceries est une des « tentatives accessoires dont il convient de s'occuper ». Mais il importe auparavant d'examiner si la concurrence des Hollandais n'est point ici à redouter. Ils achètent, en effet, le poivre et le gérofle à des Indiens libres qui en font la culture et les revendent à un certain taux, sauf à brûler ce qui reste invendu. « D'après cette condition de culture, ou plutôt de commerce exclusif, on conçoit la certitude d'un bénéfice uniforme, en conservant néanmoins, pour le perpétuer, la marchandise à un prix modéré. Mais aucun de ces avantages ne se présente à nos spéculateurs en épiceries.

Pour faire un bénéfice égal à celui des Hollandais, il faut que la totalité des nègres qu'ils emploieront à cette culture, les frais de subsistance, entretien et remplacement, ceux de magasins, constructions, etc...

1. *Coll. de Mémoires*, I. 76.

n'excèdent pas la somme des marchandises livrées aux Moluques, pour obtenir une pareille quantité de poivre et de gérofle, sinon les Hollandais, toujours maîtres d'augmenter la quantité et de diminuer le prix, ruineront infailliblement nos planteurs (1). » C'est ce qui arriverait effectivement, car, pour trouver un « produit net », le colon devrait retirer cinq cents livres au moins du travail de chacun de ses esclaves, qui lui dépensent individuellement environ quatre cent soixante-quinze livres.

Or, les Hollandais « n'ont aucun de ces frais à supporter ». Malouet propose alors de faire cultiver ces « épiceries » par les peuplades d'Indiens réfugiées sur les bords du Maroni. « En faisant connaître à ces hommes épars la certitude d'une meilleure condition, des présents à leurs chefs, des missionnaires intelligents répandus parmi eux, l'assurance inviolable de la protection, de la liberté à tous, des secours en vivres, en armes et ustensiles distribués dans les points de ralliement : voilà, dit-on, les moyens infaillibles de les réunir en corps de nation et de former insensiblement une chaîne d'habitants depuis les hauts du Maroni, jusqu'à ceux de l'Approuague ; et bientôt de proche en proche les Indiens soumis à la capitation et à la corvée chez les Portugais et les Espagnols accourraient en foule dans les

1. *Coll. Mém.*, I, 78.

établissements français où ils sauraient être mieux traités. »

Alors, à mesure que les établissements se multiplieraient et prendraient quelque consistance, lorsque l'industrie de ces hommes nouveaux serait excitée par l'instruction, par les secours et par de nouveaux besoins ; alors, dis-je, toutes les cultures précieuses qui ne peuvent supporter les frais d'achat et entretien d'esclaves, les épiceries, la vanille, la cochenille, les vers à soie deviendraient entre leurs mains la matière d'un commerce dont nos manufactures nationales feraient tout le bénéfice ; car les Indiens nous livreraient leurs produits pour nos étoffes grossières, nos outils, nos ustensiles, etc.... C'est encore par leur moyen et la multiplication de leurs peuplades, que nous pourrions attirer à nous une partie des nombreux troupeaux du Para ; c'est par le succès de ces établissements intérieurs, que nous pouvons préparer ceux des grandes plantations cultivées par des esclaves qui seraient dans leur désertion, arrêtés et contenus par les Indiens (1). »

Pour réaliser un si beau plan, Malouet proposait toute une série de mesures à prendre : la dissolution de la compagnie de la Guyane, l'importation de familles libres de Gorée ou du Sénégal avec un certain

1. *Coll. de Mémoires*, I, 81.

nombre de captifs (1). Peut-être pourrait-on attirer comme cultivateurs libres des nègres hollandais ; ce ne serait en tous cas, que par un « concert préalable » avec la régence hollandaise de Surinam. Les primes accordées à la compagnie de la Guyane pour l'introduction des nègres et des blancs travailleurs, le seraient désormais à tous les armateurs ; on y ajouterait des distinctions honorifiques, des lettres de noblesse. On augmenterait le nombre des ingénieurs (2) et on faciliterait ainsi en y joignant des exemptions d'impôts et des primes, la culture des terres basses.

Avant de se rendre à Cayenne, Malouet avait donc l'idée de développer le dessèchement des terres moyennes ou terres basses. Cette idée lui avait été suggérée par la lecture des mémoires qu'il avait consultés et notamment de la correspondance de M. de Lacroix, son prédécesseur qui, le premier peut-être, avait eu des vues arrêtées sur la question (3).

1. *Id.*, I, 83.

2. *Id.*, I, 87.

3. V. Discours de Malouet lors de sa réception au conseil supérieur ; s'adressant à M. de Lacroix : « Vos *Mémoires*, Monsieur, ont été la première instruction que le ministre m'ait donnée. Vos vues sur ce pays-ci, ainsi que celles de M. de Fiedmond qui vous avait devancé dans tout ce que l'amour du bien peut suggérer d'utile ; vos vues, dis-je, sur les grandes et petites cultures, sur le dessèchement des terres basses, sur la multiplication des bestiaux, sur les secours

Cependant, Malouet n'y attachait pas alors l'importance qu'il y attachait plus tard quand il se fut rendu compte des ressources de la colonie.

Il proposait de favoriser également l'importation des bestiaux des îles du Cap Vert, mais « à terme précis, parce que c'est la méthode la plus sûre et la plus économique ; c'est-à-dire qu'en y destinant dix mille francs chaque année, ils doivent être en un seul paiement promis et distribués à l'armateur qui aura dans une année, introduit le plus grand nombre de bêtes à corne (1). La traite des bestiaux « par l'intérieur des terres doit être aussi encouragée par de grandes récompenses proposées aux Indiens qui y réussiront » (2).

Quant à l'exploitation des bois, Malouet désirait qu'il fût procédé non seulement à des coupes réglées mais à un boisement raisonné. Celui-ci avait surtout pour objet de faciliter l'exploitation par le groupement des essences et la régularité des plantations. Le roi établira d'abord pour son compte des pépinières de toutes espèces ; puis les habitants seront assujettis à planter en bois une partie des terrains usés (3). En ce qui concerne les coupes dans les

nécessaires à l'industrie, ont mérité l'approbation du roi. »
Coll. Mém., I, 207-208.

1. *Coll. de Mém.*, I, 88.

2. *Coll. de Mém.*, I, 88.

3. *Coll. de Mém.*, I, 90 et 103.

immenses forêts de la colonie, Malouet ne trouve d'encouragements que dans l'établissement, pour le compte du roi, de moulins à scie, auprès desquels on fera venir « un petit nombre des hommes industriels du Languedoc ou du Béarn... avec des avances en vivres, animaux et ustensiles » (1). Cette dépense en moulins étant amortie peu après, sera employée à l'établissement de bateaux pêcheurs puis répartie en primes entre les particuliers pour les mêmes objets (2).

Indépendamment des lettres de noblesse et de la dispense des novices ou engagés sur ses bâtiments accordées à tout armateur qui pendant cinq ans aura exporté de Cayenne la plus grande quantité de bois, vivres ou bestiaux pour les îles du Vent ou sous le Vent, un système de primes particulières était organisé pour soutenir le commerce d'exportation. Et « pour assurer plus positivement la communication qui doit en résulter entre Cayenne et les autres colonies des Antilles », ces primes d'exportation ne pourront « être délivrées par l'ordonnateur qu'en quittances d'octroi, valables dans les îles du Vent et sous le Vent, pour toute cargaison de denrées qui y sont imposées à leur sortie » (3).

1. *Coll. de Mém.*, I, 88-89.

2. *Id.*, I, 87.

3. *Coll. de Mémoires*, I, 101.

Une assemblée sera convoquée des « notables habitants, qui nommeront entre eux, à la pluralité des voix, ceux qu'ils croiront les plus capables de former une société d'agriculture » (1).

Cette société sera chargée « de l'adjudication des prix et de l'examen de tous les mémoires et instructions relatifs au nouveaux établissements » (2).

Des instructions, que Malouet rédigea (3), furent adressées dans ce sens aux administrateurs de Cayenne. Sa Majesté, disaient-elles, désire avant tout que les administrateurs et les habitants de la colonie « soient réciproquement convaincus de l'utilité du plan qu'elle a adopté et ne rendent pas ses soins et ses dépenses infructueuses par des spéculations et des essais étrangers à ce plan. En conséquence elle déclare qu'elle a spécialement destiné la Guyane à devenir le magasin et l'entrepôt de ses autres colonies par une pêche abondante sur ses côtes, par la multiplication de ses troupeaux, l'exploitation de ses bois et la culture des vivres du pays » (4).

1. *Coll. de Mémoires*, I, 100.

2. *Coll. de Mémoires*, I, 100.

3. « N'ayant plus aujourd'hui mes instructions signées du roi, je ne peux pas assurer que mon projet ait été littéralement adopté ; mais je ne me rappelle pas qu'on y ait fait aucun changement. » Note de Malouet. *Coll. de Mémoires*, I, 93.

4. *Coll. de Mémoires*, I, 99.

Les chefs de la colonie auront pour obligation première de remplir scrupuleusement les fonctions de leur état, d'éviter toute rivalité dans la dualité de leur commandement, de s'aider au contraire mutuellement.

La situation de la colonie exige d'eux une vigilance toute particulière. Ils s'appuieront sur la religion et ne négligeront aucun moyen de développer l'instruction des colons. Ils veilleront à ce que les noirs soient bien traités et chercheront à gagner les Indiens, pour former autour de la colonie « une chaîne d'habitants utiles » (1). Ils s'appliqueront, enfin, à remplir aussi parfaitement que possible, le plan que la métropole s'est proposé pour tenter une fois de plus la restauration de la Guyane. Ils s'efforceront de remettre cette colonie délaissée dans la voie des échanges par le rétablissement du crédit.

« Sa Majesté, considérant que les longs crédits se sont établis dans les colonies riches par l'attrait des bénéfices qu'elles procuraient au commerce, et qu'ils ne peuvent avoir lieu dans l'île de Cayenne, dont la culture languissante éloigne déjà les armateurs, a résolu, pour l'intérêt même des habitants, d'établir la plus sévère exactitude dans les paiements des billets de cargaison; en conséquence, elle ordonne aux administrateurs de veiller à la prompte expédition et

1. *Coll. de Mém.*, I, 99.

à l'exécution de toutes les sentences et arrêts, mais notamment pour dettes de cargaison, voulant que les saisies et jugements par corps soient exécutés sans délai, et que la main forte soit accordée, soit par les deux administrateurs réunis, soit par le premier des deux auxquels le demandeur aurait recours, et sans exception de personne, état ou qualité (1). »

L'exécution de ce plan était encore subordonnée aux résultats d'une consultation générale des colons sur l'utilité ou l'opportunité d'un certain nombre de mesures à prendre.

Et d'abord, à la principale cause de « l'état d'inertie et de langueur » où se trouvait la Guyane et que nous avons expliquée, Malouet, dès son arrivée, avait pu en ajouter deux autres : « le vice du sol et du climat et la distribution locale des établissements... Quoiqu'il y ait, disait-il à la première assemblée de la colonie (2), certaines questions privilégiées dont la

1. *Coll. de Mém.*, I, 96-97.

2. Cette première assemblée se tint à Cayenne le 7 janvier 1777. V. *Coll. Mém.*, I, 408 et ss.

M. Jules Duval prétend que cette assemblée dériverait du plan conçu par Turgot de rétablir en France les États provinciaux. Nous ne pensons pas que Turgot soit ici pour quelque chose. — Après avoir constaté qu'une partie de ses dépêches de Cayenne, adressées au ministre de la Marine, fut brûlée en 1793, Malouet ajoute dans sa collection de *Mémoires* : « Ainsi je ne puis rien produire sur les motifs que j'avais présentés pour déterminer la convocation d'une assem-

terre réponde aux espérances du cultivateur, une longue expérience et des observations répétées nous démontrent que ce continent a été bouleversé par quelque grand accident de la nature. L'absence des matières calcaires ; la fracture des rocs qui paraissent encore sillonnés par les feux ; la coupe des montagnes ; le mélange désordonné du sable, du tuf, de la terre végétale, des pierres vitrifiées ; la cessation même des efforts désastreux de la nature, qui se repose et se régénère dans cette partie du globe, tandis que les autres sont encore agitées par des feux souterrains et des tremblements de terre : tout dépose de cette cause de stérilité inhérente à la nature du sol : vous y avez ajouté, ainsi que nos prédécesseurs, par la distribution inconsidérée de vos établissements. Au lieu de vous réunir et de vous concentrer dans un lieu circonscrit, où vous auriez trouvé les secours si précieux de la sociabilité, vous vous êtes isolés à des distances énormes les uns des autres. Six cents habitants sont dispersés sur cent lieues de côtes. L'éloignement du chef-lieu multiplie les frais et les difficultés dans l'échange de vos denrées et de vos besoins. La rareté nécessaire des artistes et des ouvriers dans un pays pauvre et non peuplé, ne permet point aux quartiers éloignés de profiter du petit

blée coloniale, les réponses de M. de Sartine, les ordres du roi envoyés en conséquence. » *Mém.*, I. 402 et *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1861, p. 430.

nombre de ceux qui abordent à Cayenne. L'oubli des lois, la violation de la police, la paresse, l'ignorance, ainsi que l'honnêteté, l'industrie et les talents, tout échappe à l'œil attentif du gouvernement, et la pauvreté, la langueur se perpétuent malgré ses soins vigilants; enfin, un climat très humide, les pluies excessives qui dégradent les terres hautes, et qui entraînent incessamment les sels dans les bas-fonds, paraissent être un nouveau motif d'y fixer vos espérances (1). »

Aussi dans la première séance de l'assemblée nationale de la colonie, après avoir donné connaissance des ordres et des intentions du roi, il soumit à la délibération des députés les treize articles suivants :

1. — Savoir si les terres hautes sont généralement mauvaises et impropres à toute autre culture que celle des vivres, excepté dans les nouveaux abatis, où le fumier des feuilles pourries suffit à la nourriture des plantes pendant deux ou trois années ?

2. — Si les terres basses sont généralement bonnes et susceptibles de dessèchement ? Quelle augmentation de forces est nécessaire pour y parvenir ? Quelle somme d'avances peut-être proportionnée pour le terme de paiement aux dettes actuelles et aux revenus libres de la colonie ?

3. — L'exportation des bois, des vivres et des ani-

1. *Coll. de Mém.*, I, 411-412.

maux, paraissant être la ressource la plus prochaine et la plus analogue à l'état actuel de la colonie, quels sont les moyens les plus économiques de s'y livrer ? Ne conviendrait-il pas de former une association d'habitants qui se destinerait en commun à l'exploitation des bois, et une autre association pour l'établissement des ménageries, dans les différents quartiers qui seraient reconnus les plus propres à ces différents objets ?

4. — La consommation du rocou étant bornée, et la trop grande extension de cette culture ne pouvant que ruiner les entrepreneurs, ne conviendrait-il pas de former aussi une association des cultivateurs de cette denrée dans le quartier qui y serait reconnu le plus propre, en en interdisant la culture aux autres, ou en cherchant les moyens de la perfectionner ?

5. — N'est-il pas utile et conforme au bien général de rapprocher le plus qu'il sera possible tous les établissements du chef-lieu, ou des principaux postes, en procurant aux habitants éloignés des facilités pour leur déplacement ?

6. — Le dessèchement des terres basses n'exige-t-il pas le même régime, c'est-à-dire d'être facilité et exécuté de proche en proche, sans permettre dans aucun cas des entreprises à de trop grandes distances des lieux habités ?

7. — Quelle peut être la distribution la mieux ordonnée des cultures et des établissements, c'est-à-

dire quelle est la destination la mieux indiquée par la nature pour la culture et l'établissement de chaque quartier ?

8. — En supposant que cette destination soit constatée par des faits, ne doit-elle pas être irrévocablement maintenue ?

9. — Si l'on veut s'occuper avec précaution d'une population de blancs passeurs et ouvriers, ne convient-il pas de leur assigner un quartier dans lequel ils pourraient successivement s'étendre et former à la longue une chaîne contre les nègres marrons ?

10. — Si l'on peut rapprocher et fixer parmi nous plusieurs peuplades d'Indiens, ne convient-il pas dans la même vue, de les engager à s'établir dans une position déterminée ?

11. — Les objets ci-dessus étant examinés, ne convient-il pas de faire une division des habitants par classes, en spécifiant les genres de cultures et le nombre d'habitants qui s'y livrent dans chaque quartier ?

12. — L'institution d'une chambre économique telle qu'elle est proposée, remplira-t-elle son objet ? est-elle susceptible de quelque inconvénient ?

13. — Vu la nécessité d'établir dans la colonie une circulation de fonds et d'avances, tant de la part de Sa Majesté que de la part des capitalistes d'Europe, y a-t-il, pour y parvenir, d'autre moyen que celui de donner aux sentences et jugements pour dettes

une force irrésistible, et aux engagements de toute espèce un caractère inviolable, ou qui ne puisse jamais être violé impunément ? La sévérité résultante de ces principes n'est-elle pas la base la plus sûre de la propriété, du crédit et de la liberté civile ?

Malouet remit la discussion de tous ces points au retour d'un voyage qu'il entreprit de faire dans toutes les parties de la colonie.

2. — *L'exécution.* — a) *L'action administrative.*

— Aussitôt débarqué à Cayenne (1), il considéra les deux rôles qu'il avait assumés : celui de « coadministrateur d'une colonie mal établie » régie par des usages anciens, et celui de réformateur qui était l'objet principal de sa mission.

Il détermina en conséquence, la tactique qu'il se

1. 13 novembre 1776. Pour avoir porté trop à l'ouest, il avait manqué l'île de Madère où il aurait voulu examiner la possibilité de transplanter dans la Guyane le mangoustan et l'arbre à pain. Mais il fit escale à Bonavista et à Santiago où il reçut des gouverneurs « tous les renseignements possibles sur l'état déplorable de leur pays et l'influence meurtrière des compagnies exclusives. » Cf. Lettre particulière adressée à M. de Sartine le 23 novembre 1776.

Dans la correspondance adressée à ce ministre par les deux administrateurs de la Guyane, Fiedmond et Malouet nous citons des lettres communes et des lettres particulières. Malouet est l'unique auteur de celles-ci. Quant aux premières, il essaya d'abord de les rédiger de concert avec le gouverneur. Mais, dit-il, « il n'y eut pas moyen de nous accorder ». Il les fit alors sans le consulter et Fiedmond « les signa sans difficulté ». (*Mém.* I, 285).

proposa de suivre à l'égard des différentes personnes et classes d'habitants, avec lesquelles il se trouverait en rapports. Il décida d'abord de procéder en toutes choses franchement et publiquement, afin de soulever nettement toutes les contradictions possibles. Puis, il partagea avec le gouverneur Fiedmond, tous les objets d'administration, gardant pour lui « la législation, les négociations, la justice et la culture » ; il y joignit les finances. Par des attentions adroites, il chercha à se concilier le corps des militaires, celui des magistrats, celui des colons. Il ne fut point partout également heureux. A l'égard des magistrats il dut « changer de ton » ; et chez les colons il eut plutôt des « convives que des prosélytes » (1).

Examinons d'abord l'action de Malouet sur l'administration de la Guyane. Quoi qu'il n'y ait point fait porté ses efforts, il s'y est intéressé néanmoins, et l'heureuse influence qu'il y exerça lui permit, grâce particulièrement à une bonne gestion financière, de réaliser en partie son plan. Il s'était réservé la législation, la justice et les finances.

Nous n'allons point nous occuper ici des nombreux règlements qu'il promulgua ou provoqua sur la culture des terres, l'exploitation des bois, les dettes civiles et les dettes des habitants au roi (2). Nous les

1. *Coll. des Mém.*, II, 287, 290.

2. *Coll. de Mém.*, I, 276, 248, 262 ; 266 ; II, 209.

examinerons quand nous étudierons l'œuvre de Malouet en ce qui concerne leurs divers objets.

Celui-ci porta dès le début son attention sur l'administration de la justice qui laissait fort à désirer. Le 17 décembre 1776, il écrit au ministre qu'il a fait assembler extraordinairement le conseil pour juger tous les procès arriérés ; on en vint à bout après avoir « siégé vingt et un jours de suite sans relâche ». Il reconnaît déjà « deux abus principaux auxquels il serait bien important de remédier : ... une application inconséquente des formes judiciaires, et des différentes procédures ordonnées et suivies dans le royaume » et « la multitude de frais au compte du roi (1) ». .

Il n'y a point de jurisconsultes dans la colonie. « Le demandeur et le défendeur, paraissant en personne à l'audience, ne devraient être tenus qu'à un exposé simple et détaillé des faits, toujours cruellement embrouillés par les demi-connaissances des mauvais praticiens... L'assignation à comparoir dans les délais, le premier défaut, le profit du défaut, devraient être la marche unique de toutes les affaires d'audience ; et les jugements contradictoires ne devraient, dans aucun cas, avoir égard à l'alléga-

1. *Coll. de Mém.*, I, 287. La colonie dépensait en frais de justice la sixième partie de son revenu. *Mémoires*, I, appendice, 400.

tion des moyens de nullité autres que ceux résultants des actes authentiques passés par devant notaire (1). » En conséquence, Malouet demande au ministre ou d'envoyer de France des juges ou des procureurs, ou d'établir pour Cayenne une « formule judiciaire, semblable à celle qui s'observait sans doute, dans les sociétés naissantes ».

En second lieu « toutes les procédures criminelles s'instruisent aux dépens du domaine ; les transports de juges et d'huissiers, dans une juridiction qui a cent lieues d'étendue, ne peuvent être que fort chers, quand ils sont multipliés. Indépendamment de cet inconvénient, celui de laisser le siège vacant est de quelque importance ; d'un autre côté, en retranchant au juge et au procureur du roi ces petites ressources, leurs émoluments se réduisent à peu de chose. Je pense donc, écrit Malouet, que ces deux places devraient être appointées de manière à pouvoir faire subsister honnêtement les titulaires, et pourvues lors de la vacance, de sujets choisis en France, et reconnus capables ; et quant au transport de juges dans les différents quartiers, il me paraît indispensable de les supprimer, en y suppléant par un autre arrangement, qui serait de nommer, dans chaque quartier, un commissaire de justice, ou d'en donner le caractère au principal officier de milice, pour

1. *Coll. Mém.*, I, 288.

constater toute espèce de délit par un procès-verbal et une information provisoire, qui seraient envoyés au juge, et admis comme pièces à procès (1). »

Il provoqua lui-même, pour simplifier les formes de la procédure, un arrêt de règlement qui excita « la plus grande joie » (2).

Aucune mesure ne fut prise, que nous sachions, par le gouvernement de la métropole pour parer à ces deux inconvénients.

Dans une lettre postérieure, Malouet accuse réception à M. de Sartine des ordres et règlements qu'il en a reçus ; mais il ne paraît y être question que de police et de législation (3).

Malouet eut à intervenir plus efficacement dans la marche des tribunaux, grâce aux pouvoirs que lui conférait « l'autorité d'administration » ; mais il eut à le faire dans des circonstances qui rendaient cette intervention particulièrement délicate. Nous citerons l'affaire du sieur Laffite et de la dame Lecomte qui ayant assigné comme débiteurs à la fois tous les magistrats supérieurs et inférieurs, les greffiers même, notaires et praticiens de la colonie, ne savaient devant quelle juridiction les traduire (4).

1. *Coll. de Mém.*, I, 287-289.

2. *Mém.* app. 400.

3. Lettre commune du 22 octobre 1877, *Coll. de Mém.*, II, 128.

4. *Coll. de Mém.*, I, 401.

Malouet rendit deux ordonnances (11 mai et 10 décembre 1777) et solutionna l'affaire d'autorité (1), « parce qu'enfin il faut, dans certain cas une autorité réprimante, et qu'il ne peut y en avoir d'autre à une aussi grande distance du souverain que celle de ses représentants (2). »

Son activité réformatrice s'étendit à toutes les parties de l'administration de la justice : « Les frais de justice, le retard des jugements, la manière d'y pro-

1. Malouet avait ordonné tout d'abord à l'un des juges, Pascaud, de payer ses dettes ; il s'acquitta et jugeant Laffite le débouta car les débiteurs poursuivis avaient payé. Laffite répondit qu'il était alors en faillite, à quoi les juges opposèrent les arrêts qu'ils avaient rendus autorisant la gestion du sieur Germain qui en l'absence de Laffite leur avait donné quittance, et « celle de la dame Lecomte qui avait reçu en secret des débiteurs ». Laffite fit appel. Mais devait-il aller devant « ses débiteurs dont les arrêts » étaient « pour lui des quittances ». S'appuyant sur l'ordonnance de 1667 : « Le juge pourra être recusé s'il y a un différend semblable à celui dont est question pourvu qu'il y ait preuve par titre », Malouet et Fiedmond rendirent l'ordonnance du 15 mai 1777 qui portait l'affaire devant le conseil du roi. Le conseil de la colonie s'y opposant, Laffite adressa aux administrateurs une nouvelle requête où il récusait tous ses juges. Malouet rendit alors l'ordonnance du 10 décembre 1777 qui donnait satisfaction à Laffite. Il estimait que les deux administrateurs et les officiers supérieurs de la colonie demeureraient seuls juges de la requête. Il conclut en conséquence. V. *Coll. Mém.*, I, 400 ; II, 249, 251, 260.

2. *Coll. Mém.*, II, 155-156.

céder, la conduite personnelle des juges, l'inexécution des ordonnances de police : tel a été le texte de mes sermons, tantôt au conseil, tantôt à la juridiction (1) », écrit-il dans son compte-rendu au ministre pour l'année 1777.

Pour la police, il corrige quand il peut « quelques abus de détail » qui exigeraient « un règlement général (2) » mais auquel il n'a point le temps de travailler.

Ses soins constants portèrent sur la gestion financière de la colonie. « Les frais d'administration, disait-il, doivent être réduits au minimum » ; quant à ceux d'amélioration, ils « ne doivent pas être épargnés », car « la récolte suit la semence. »

Il réduisit ainsi dans une large mesure « les employés, les rationnaires, les achats de magasin, les dépenses de l'hôpital et des postes. » Il s'efforça de diminuer celles du port de Cayenne « qui étaient très considérables. » Il ramena de trente à quinze le nombre des hommes de la brigade. Le gouverneur prêtera désormais des soldats pour la navigation, quand il en sera besoin.

Il eut surtout le mérite de régler définitivement l'affaire des dettes des colons au roi, d'abord en ne prêtant plus, puis en éveillant une crainte salutaire.

1. *Coll. Mém.*, II, 326.

2. *Coll. Mém.*, I, 297.

Dès que les débiteurs du roi apprirent qu'il était chargé de la connaissance des dettes, ils s'empresèrent de verser leur dû ou des acomptes. Ceux qui ne le faisaient devaient être publiquement déclarés insolubles.

Pour n'être point rangé dans cette catégorie, on emprunta à qui l'on put. Et cependant, Malouet sut accorder des délais quand ils étaient fondés, faire des remises, secourir même des malheureux (1).

Par la réduction des dépenses, le non-complément des troupes, et l'économie sur quelques autres articles, enfin par la liquidation des dettes, il put suffire à de grandes dépenses d'amélioration pour lesquelles il n'était pas assigné de fonds, et subvenir aux frais entraînés par la mise en œuvre de son nouveau plan d'exploitation et notamment par les voyages et explorations préparatoires (2).

1. *Coll. de Mémoires*, II, 298-299.

V. ordonnance du 5 décembre 1776. *Coll. Mém.*, II, 275-281.

2. Les impôts de la colonie donnaient fort peu de chose, 26 841 l. 4.4 par exemple pour l'année 1776. Le paiement de la capitation s'opérait en denrées au prix du cours ; quoiqu'une déclaration royale de 1730 ordonnât qu'il fût fait en argent. Il était d'ailleurs illusoire.

La majeure partie des recettes consistent dans les envois de fonds et les lettres de change. (Cf. *Coll. Mém.*, I. 281 ; — II. 24).

Le « bref-état » des recettes et dépenses de la colonie présente en 1774 pour les premières 4.84 841 l. 2 d. (438 559 l.

b) *La mise en valeur.* — α *De l'arrivée de Malouet* (13 nov. 1776) *à la deuxième séance de l'assemblée de la colonie* (19 mai 1777).

Nous avons vu que Malouet convoqua le 7 janvier 1777 une assemblée générale des députés de la colonie, pour leur soumettre une série de treize questions à élucider. Ces questions furent débattues et les réponses adoptées dans une seconde séance qui eut lieu le 19 mai suivant. Dans l'intervalle, Malouet parcourut la colonie en tous sens, afin de se faire une opinion raisonnée et d'être capable de discuter. Mais durant toutes ces allées et venues de janvier à mars 1777, comme pendant les deux premiers mois de son séjour à Cayenne, il prit un cer-

13 s. envoyés et 46.281 l. 7 s. 2 d. provenant des ventes et produits du domaine) et pour les secondes 536 353 l. 10 s. 4 d.

En 1775, nous trouvons 436 870 l. 2. s. 4 d. (dont 31.065. 2. 7 produits par les impositions) et 470 269.1.2.

En 1776, 652 757 l. 15 s. (dont 586 754 l. 7 et 66 003 l. 13 s 5) et 575 029 l. 16 s. 1. d.

En 1777: 593 834 l. et 495 011 l. 10 s. Il reste en caisse le 1^{er} janvier 1778: 98 822 l.

En 1778; 657 164 l. 17 sur lesquelles recettes les débiteurs à la caisse du roi versèrent 24 101 l. et 501 509 l. de dépenses ; mais comme il n'a pas été fait emploi des 50.000 fr. alloués pour l'introduction du bétail, ces dépenses doivent être ramenées à 457 548. (Cf. *Correspondance des administrateurs de la Guyane. Arch. coloniales*, vol. 42, p. 157 ; 44, p. 261 ; 49, p. 187).

tain nombre de décisions qui entamaient notablement la réalisation du plan projeté. Il s'attaqua d'abord aux nègres marrons. Moins de quinze jours après son arrivée, ayant « mûrement réfléchi » aux mesures adoptées par le ministre, il lui mande (1) qu'il arrivera au même but — la fixation des nègres sur notre territoire — par des moyens différents ; il importe d'éviter à l'égard des Hollandais, « l'apparence gratuite d'un mauvais procédé » et d'éloigner des colons tout sujet d'effroi. « Nous pensons donc, écrit-il, que Sa Majesté doit se plaindre aux États généraux, du parti pris par le gouverneur de Surinam, de contraindre les nègres marrons à passer le Maroni et à se jeter sur la Guyane française, sans les y avoir poursuivis, comme les dernières conventions lui en donnent la liberté. Que M. de Fiedmond, qui y commande avec des forces insuffisantes pour en imposer à cette nation, ce mal à propos fait montre de sa faiblesse en les faisant poursuivre par un misérable détachement (2) ; que cette faute du gouverneur français, et le procédé malveillant du gou-

1. Lettre du 29 nov. 1776. *Coll. Mém.*, I, 212 et s. On se rappelle le projet de colonisation du baron de Bessner qui avait séduit la cour et le ministère. Malouet quoiqu'il en dise, avait une certaine antipathie pour M. de Bessner.

2. Quand Malouet débarqua à Cayenne, le gouverneur Fiedmond était en expédition contre les nègres-marrons de Surinam qu'il avait reçu mission de repousser. Le gouver-

verneur hollandais, exposent notre colonie, déjà languissante, à être détruite par ces nègres, qui n'avaient eu aucune occasion jusqu'alors de nous regarder comme ennemis ; que les Hollandais mêmes s'ôtent par là les moyens de profiter de notre médiation, si cette guerre, déjà si cruelle pour eux, élevait les Marrons au lieu de les détruire, au rang des peuples libres et aguerris.

« Que dans cette circonstance, le gouverneur de Cayenne, qui aurait dû tolérer l'établissement de ces nègres sur la rive droite du Maroni, plutôt que de les attaquer faiblement et sans moyens pour les détruire, avait reçu l'ordre de ne leur faire aucune insulte tant qu'ils se tiendraient éloignés du poste français, et de les faire assurer même qu'ils ne seraient pas troublés dans cet asile, s'ils ne s'avançaient pas à plus de six heures du poste ; mais que Sa Majesté requérait les États généraux de défendre au commandant de Surinam, de chasser à l'avenir de nouvelles bandes de Marrons sur les terres de la France comme aussi de les y poursuivre désormais, aux termes de la dernière convention, puisqu'ils avaient refusé de le faire dans un instant décisif : Sa Majesté annulant quant à cette partie ladite convention.

nement français sous l'inspiration du baron de Bessner avait pris le parti d'accueillir ces nègres pour en faire des colons ou des pasteurs. Cf. *Mémoires* de Malouet, I, 96.

« Que Sa Majesté, cependant, n'entendant point, par cette tolérance nécessaire, ouvrir un asile indéfini aux esclaves désertants de Surinam le détachement qui se trouve actuellement sur les terres de France, serait prévenu qu'il ne leur est permis d'y rester sans être inquiétés, qu'autant qu'ils arrêteraient et remettraient au poste français, moyennant le prix convenu, tout nègre hollandais passant sur la rive droite du Maroni, à moins qu'il ne se présentât d'anciennes familles des Marrons réputés libres depuis leur dernier traité. Qu'alors ils seraient tenus d'en donner avis au commandant du poste français, pour avoir la permission de les recevoir, en les plaçant à des distances convenables de nos établissements. »

« Que la distribution locale des quartiers et des cultures de notre colonie pourrait rendre cet arrangement praticable, pourvu que les Hollandais s'abstinssent de diriger par leurs poursuites leur émigration totale sur nos terres ; car alors, l'impuissance où nous serions de nous y opposer étant bientôt connue de ces peuplades nègres, ils ne regarderaient plus comme asile, mais comme conquête, leur établissement et s'y fortifieraient pour consommer la ruine des deux colonies (1). »

Malouet avoue qu'il ne trouva « pas d'autre expé-

1. *Coll. Mém.*, I, 213-215.

dient » que ces dispositions, pour se tirer de la position embarrassante où il se trouvait vis-à-vis des deux gouvernements français et hollandais (1).

Ayant déterminé sa ligne de conduite dans l'affaire des nègres marrons, il s'occupe des différents objets d'exploitation de la colonie. Il fait d'abord connaître à M. de Sartine (2) que l'importation des bestiaux ne peut s'effectuer que de la côte d'Afrique depuis le cap Bajador jusqu'au Sénégal et que cette opération ne peut être exécutée que par les « ordres directs » du ministre lui-même. Les 60.000 francs alloués dans ce but, rempliront en moins de trois ans leur objet, car « il est bien constaté aujourd'hui que le petit nombre de bestiaux qui a été répandu, a parfaitement réussi et multiplié. » Leur augmentation étant le « premier moyen de prospérité de la Guyane » rien ne doit être négligé pour la provoquer. Si la Compagnie portugaise qui en a le commerce exclusif, ne veut point se rendre à nos propositions, il est indispensable de traiter avec un « armateur intelligent. »

Le 6 décembre, Malouet fait notification d'ordres royaux « pour l'encouragement de la culture et de l'exportation des bois de la Guyane. » Ils étaient primitivement rédigés en trois articles (3) :

1. *Coll. de Mémoires*, I, 215.

2. Lettre du 28 novembre 1776. *Coll. de Mém.*, I. 290.

3. *Coll. de Mémoires*, I, 252.

« 1° A compter du 1^{er} janvier 1777, tous les cultivateurs des terres basses, dites pinotières et palétuviers, seront exempts, pendant quinze ans, de toute espèce d'impôts.

2° Tous les habitants qui se livreront à l'exploitation des bois de construction, à la culture des vivres, de manière à fournir annuellement la valeur de cinq tonneaux en bois ou en vivres à l'exportation de la colonie, seront exempts de toute espèce d'impôts, aussi longtemps qu'ils pourront justifier de ladite exploitation.

« 3. — Tous ceux qui obtiendront des succès constatés dans quelque genre de culture que ce soit, dans l'exploitation la plus économique des bois et dans la préparation du tabac du Brésil seront admis à solliciter des lettres de noblesse et autres grâces d'honneur. »

Malouet ajouta deux autres articles concernant la pêche et l'achat par le gouvernement des denrées ou des bois qui ne pourront être vendus :

« 4. — Tout propriétaire d'un bateau pêcheur, faisant les grandes pêches du lamentein, de la tortue et tout autre poisson sec, recevra en gratification 8 0/0 du produit de sa cargaison, vérifié sur facture, ou estimé à dire d'arbrites. »

« 5. — Tout propriétaire de bois débités, de vivres ou de poisson sec, qui ne pourrait s'en procurer la vente, aura la liberté de déposer ses marchandises

au magasin du roi, où elles seront vérifiées et reçues aux prix courants, payables en billets de caisse à huit mois à vue. »

Malouet s'était vite rendu compte du gros rendement de la pêche dans les parages de la Guyane. Il supplie le ministre d'y envoyer « huit pêcheurs et sauteurs de Granville et quatre barques ou bateaux pontés de vingt à trente tonneaux, avec tous les agrès et ustensiles de pêche. Six mois après que vous nous aurez fait cet envoi, lui écrit-il, vous pouvez retrancher dans les approvisionnements de la colonie le tiers des salaisons de bœuf qui y sont envoyés annuellement. » Mais « en attendant, que les premières avances aient produit aux entrepreneurs des bénéfices et les moyens d'établir un cabotage direct avec les îles du Vent..., il est indispensable que le magasin se charge de tout ce qui ne pourra pas être vendu aux particuliers, » et « il en est de même des bois et des vivres (1). »

A la même époque et pour être obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1777, Malouet et Fiedmond publièrent un règlement rédigé « d'après les ordres et instructions du roi. En voici le préambule :

« Sa Majesté ayant reconnu que rien n'est plus préjudiciable à l'établissement de la Guyane, que

1. *Coll. de Mém.*, I, 250.

2. *Coll. de Mém.*, I, 266.

l'inconsidération avec laquelle on a distribué jusqu'à présent des concessions ; que chaque colon s'est établi où bon lui a semblé, souvent à de grandes distances des lieux habités et anciennement cultivés ; que, isolés les uns des autres, ils n'ont pu se procurer mutuellement les secours de l'expérience et de la sociabilité ; que les propriétés indéfinies, légèrement recherchées, facilement abandonnées, n'ont pu acquérir la stabilité et l'importance qui attachent le propriétaire ; que les terres bonnes ou médiocres, distribuées sans examen et avec profusion, ont été souvent livrées à des hommes inhabiles à leur exploitation par le défaut de connaissances et de moyens ; qu'ainsi la facilité du gouvernement n'a servi jusqu'ici qu'à les avilir ; qu'il en a été de même de l'usage et de l'abus qui a été fait des différentes espèces de bois dont les terres concédées étaient couvertes. »

La première mesure exigée est un recensement adressé, dans le cours de l'année, par chacun des habitants et « contenant le nom et l'âge de leurs nègres, l'espèce de la culture, l'état de leurs troupeaux, la quantité de terres qu'ils ont défrichée, celle qui est en savane, et ce qui reste en bois debout, en spécifiant la qualité des bois ; enfin, leur abornement par aire de vent, et la distance où ils sont de la plus prochaine habitation » (1).

1. *Coll. de Mém.*, I, 867-268.

L'article 3 voudrait amener le groupement des habitations : « Il ne sera à l'avenir expédié aucune concession qui n'avoisine l'un des numéros établis, à moins qu'il ne soit reconnu que la terre est impropre à la culture ; et il ne pourra être établi de nouveaux quartiers dans la Guyane que sur la demande de trois habitants propriétaires au moins chacun de vingt nègres. »

Une série de dispositions concernent ensuite les terres non exploitées : Celles qui sont « impropres à la culture seront converties en savanes communes si le propriétaire ne fait sa soumission dans l'année au greffe de l'intendance de les employer en savanes entourées, à raison de la quantité de bétail dont il sera possesseur. » (Art. 4.) Il en sera de même « des terres anciennement concédées et actuellement incultes, si elles ne sont mises en valeur deux ans après la publication du présent règlement » (article 5) (1).

Quant à ces mêmes concessions propres à la culture qui, « en vertu d'un contrat de vente auront abusivement passé du premier concessionnaire à un ou plusieurs acheteurs », elles « seront également soumises à réunion (au domaine), sauf le recours contre

1. « Exceptant, néanmoins, les biens des mineurs, aux termes de l'ordonnance de 1717, les terres constituées en dot, et celles provenant des successions (art. 5). »

le vendeur, à moins que le propriétaire actuel ne fasse sa soumission d'en commencer l'établissement dans l'espace de deux années soit en ménageries, à raison de quatre carrés pour chaque tête de bétail, ou en vivres, à la charge de planter dans ledit espace un dixième de la terre non défrichée ou en exploitation de bois, à la charge d'établir dans le même terme un atelier au moins de quatre scieurs de long.» (Art. 6.)

L'article 7 déclare qu'il « ne pourra dans aucun cas et sous aucun prétexte, être expédié aucune concession de terres qui excède la quantité de cinq carrés pour chaque tête de nègre dont le concessionnaire sera effectivement propriétaire ; tout ce qui a été accordé ou pourrait l'être au delà de cette proportion étant déclaré par Sa Majesté nul et abusif, à moins que le propriétaire ne justifie par d'anciens recensements, actes de notoriété ou actes valables, qu'il a ci-devant possédé, lui ou ses auteurs, une plus grande quantité de nègres qu'il n'en a aujourd'hui. » Et article 8 : « Les savanes destinées à la nourriture du bétail et à la culture des vivres ne seront point comprises dans la fixation des cinq carrés pour chaque tête de nègre ; en sorte que tous les propriétaires actuels, dont les concessions sont immodérées et sujettes à réunion, seront réduits dans la proportion suivante : pour chaque tête de bétail quatre carrés ; pour chaque tête de nègre

cinq carrés ; et on leur laissera en outre toute la terre qui sera trouvée plantée en vivres lors de la vérification : tout ce qui excédera ces différentes destinations sans être cultivé, sera réuni au domaine. »

L'intervention de Sa Majesté n'est pas seulement d'engager les habitants à se livrer de préférence à la culture des terres basses ; elle désire les voir procéder à des coupes annuelles de bois comme à des plantations d'essences utiles.

Malouet rédigea ainsi l'article 10 *in fine* : « nous défendons sous peine de 100 livres d'amende pour les délinquants, de brûler aucune espèce de bois propre aux constructions civiles ou maritimes, excepté les branches, racines et chapusage des bois abattus, avant de nous avoir avertis qu'ils ont tant de pieds d'arbres propres à être débités, ce dont ils ne veulent ou ne peuvent se charger, nous réservant sur ladite déclaration de pourvoir au transport et débit dudit bois ou à en permettre le brûlis, ce qui sera par nous prononcé sur-le-champ, et sans assujettir l'habitant à aucun retard qui puisse lui être préjudiciable ». Et enfin l'article 11 : « La dévastation qui a déjà été faite des bois de la Guyanne, ne pouvant être trop tôt réparée, indépendamment des pépinières et plantations qui seront exécutées aux frais de Sa Majesté, nous ordonnons que chaque habitant faisant actuellement un abatis, sera tenu de replanter ou semer en avenues dans lesdits abatis, une

certaine quantité de bois de construction, tels que bagasse, grigon, cèdre, ébène, ouampon, balata, coupi, etc., suivant l'espèce desdits bois qui se sera trouvée naturelle à sa terre ; et pour dédommagement de ce travail, dont le bénéfice sera bientôt plus sensible, chaque millier de plants dudit bois qui sera au bout de cinq ans constaté être en bon état, vaudra à l'habitant qui les aura plantés, l'exemption de capitation pendant quinze ans de dix têtes de nègres ; et dans le cas où lesdites plantations ne seront effectuées, et où il ne pourrait être justifié de l'impossibilité desdites plantations, l'habitant réfractaire sera condamné à 100 livres d'amende. »

La clause portant exemption de capitation pour dix têtes de nègres pendant quinze ans, fut abrogée à la demande de l'assemblée coloniale quelques jours après (1).

Cependant, Malouet avait fait entreprendre, dès même son arrivée dans la colonie « les vérifications nécessaires pour avoir une connaissance exacte » de ses bois et des moyens d'exploitation. Il avait amené de Brest un charpentier qu'un habitant de la colonie, choisi parmi les plus intelligents en cette partie conduisit dans toutes les rivières. Le 1^{er} février 1777 Malouet mandait au ministre (1) que ces deux hom-

1. *Coll. de Mém.*, I, 272, note.

2. Lettre du 1^{er} février 1777. *Coll. de Mém.* I, 326.

mes n'avaient encore fait que deux voyages « où l'on n'a trouvé rien d'intéressant, et qui suffise à une grande entreprise. On continue la visite dans toutes les rivières du sud, c'est-à-dire celle d'Approuague, Oyapock et criques adjacentes. On dresse procès-verbal, par chaque semaine, de la quantité et de l'espèce de bois trouvés dans les lieux visités : cette opération pour le sud ne sera faite que dans trois mois... on continuera dans la partie du nord ce qui se fait actuellement dans celle du sud. Ainsi, monsieur, vous aurez dans six mois des résultats certains sur cette grande question qui, même sur les lieux, n'est pas décidée. » Malouet écrit aussi qu'il a envoyé « d'un autre côté le sieur Brodel, ingénieur-géographe, avec des Indiens et nègres libres pour déterminer géométriquement l'espèce et la quantité de bois qui se trouvent dans un espace donné, et par approximation dans tous les lieux boisés qui n'auront pas été ainsi mesurés. »

Enfin, il a fait travailler à un « jardin pour les pépinières ». Le terrain, écrit-il, est maintenant défriché, tracé, entouré. Je rassemble des graines et des plants, et j'aurais autour de la ville trois cents arpents de terrain libre à faire planter régulièrement, si j'avais des nègres en nombre suffisant : mais cette terre étant toute à dessécher, c'est une opération de longue haleine (1). »

1. *Mémoires*, I, 98.

Malouet s'embarqua lui-même, quelques jours après, le 15 février 1777 pour le voyage qu'il avait résolu « de faire dans tous les postes et dans toutes les rivières de la Guyane française ». Il parcourut toute la côte du nord au sud et remonta toutes les rivières depuis l'Oyapock jusqu'au Maroni visitant les postes, les habitations, les villages indiens. « Je laissais, raconte-t-il, ma goélette à l'embouchure des rivières que je remontais dans une pirogue, et je traversais à cheval les parties de forêts ou de savanes que je voulais visiter (1). »

Il est d'abord saisi d'admiration pour les bois magnifiques qu'il parcourt et où il découvre de la salsepareille, des arbustes à épices, des girofliers et des muscadiers en pleine prospérité.

Mais lorsqu'il passe sur les terrains déboisés pour la culture, il ne trouve « le plus souvent qu'un sol usé, infertile, sablonneux. C'est dans les plaines d'Ouanary, d'Approuague, de Kaw, de Mahury qu'on aperçoit le sol précieux dont on pourrait attendre les plus riches récoltes ; et c'est en suivant ces différentes indications de la nature, ou en y résistant, qu'on trouve la différence d'un bon à un mauvais établissement colonial. »

« La distribution des terres qui bordent cette côte depuis l'Amazone jusqu'à l'Orénoque présente tous

1. Même lettre. *Coll. de Mém.*, I, 328.

les caractères d'un déluge récent. Un rideau de palétuviers s'étend à 1 ou 2 lieues dans les terres, sur le bord de la mer et sur les rives des fleuves où remontent les marées. Tout cet espace de terre est couvert d'une vase sur laquelle se promène l'eau salée. La terre s'élève ensuite et n'est plus accessible qu'aux eaux douces. Ce sont les savanes noyées, les pinotières, qui s'étendent en plaines de 4 à 5 lieues de profondeur jusqu'aux grands bois, lesquels sont placés dans un étage plus élevé, et l'on pourrait dire que c'est là seulement que commence l'ancien continent. Mais cette ancienneté de la terre ferme n'est que comparative avec celle de la terre vaseuse qui la précède. On voit sur le premier plan, l'action uniforme du mouvement et de la retraite des eaux qui déposent les premières couches de sable et de limon. Ce dépôt s'élève graduellement, et s'enrichit des débris des végétaux et de la dépouille des montagnes qu'entraînent les torrents : ainsi se composent ces plaines productives connues sous le nom de pinotières. C'est une pâte molle, qui n'a point encore subi l'épreuve des feux souterrains, tandis que les terres supérieures en ont été bouleversées.

« Les côtes basses de Macouria, Kourou, Sinnamary jusqu'au fleuve du Maroni, ont été couvertes de sables imprégnés de sel marin et susceptibles, par cette raison, de végétation jusqu'à ce que les sels en soient épuisés ; ce qui arrive en dix ou douze ans.

En remontant de Cayenne à Kaw, de là à Approuague et à Oyapoc, les terres s'élèvent de plus en plus ; et à mesure que les masses augmentent, on trouve le sol plus homogène : mais le climat excessivement pluvieux est alors un obstacle à la culture de ces terres inclinées, parce que la plupart des plantes, se présentant obliquement à la chute perpendiculaire de la pluie, sont, dès leur jeunesse, couchées par le vent et dessouchées par la rapidité des eaux courantes. En supposant un bon sol, les plantes n'y prospèrent que sur les plates-formes, ou sur les pentes douces non exposées aux vents du nord. Dans les portions du continent, coupées par grandes masses dont les chaînes se recourbent en arcs ou se prolongent parallèlement à la côte, on voit ces vastes bassins de terres basses contigus entre eux, lorsque la direction des montagnes en permet la communication, comme dans la partie du sud ; ou resserrés, morcelés, sans suite ni proportion, lorsque le continent n'étant plus ni plaine, ni montagne, présente, la forme triviale, mais expressive, d'un plat d'œufs au miroir, comme dans l'île de Cayenne ou dans la partie du nord.

« Le dessèchement des bassins qui ont un échapement libre à la mer ou dans les rivières, me parut dès lors praticable, et se trouva démontrée par la suite de nos opérations.

« Je vis là l'histoire de la Guyane, de sa misère

actuelle, de sa richesse possible, et la destination naturelle de ses différentes parties : celle du nord en petites cultures et en ménageries ; celle du sud en grands établissements, dans un espace trois fois plus considérable que la colonie du Surinam (1). »

Poursuivant son voyage, Malouet s'arrête chez un des propriétaires les plus aisés, M. Boutin, qui avait établi son habitation dans les bois des terres hautes (2), et qui songeait déjà à l'abandonner, après six ans d'installation. Les premières récoltes suffisaient pour dépouiller le sol de la couche de terreau qui donne tout d'abord de grands produits, surtout en vivres ; mais les plants chevelus ou à racines pivotantes périssaient au bout de quelques années. « J'ai essayé, disait il à Malouet, de varier mes plantations ; vous verrez des pièces de cannes, de caféiers, de cacaotiers ; tout cela vient bien pendant deux ou trois ans, mais aussitôt que la plante rencontre le tuf, elle jaunit et meurt (1). »

C'était le troisième établissement qu'il avait formé depuis vingt ans. « Mais, lui répondit Malouet, après des essais aussi décisifs, comment persistez-vous dans ce système ambulatoire qui vous épuise en frais

1. *Mémoires*, I, 100-102.

2. « Sur la ligne montueuse qui ferme du côté du levant la plaine alluvionnaire comprise entre le cours des rivières de Mähuri et de Kaw. »

3. *Mémoires*, I, 104-105.

de construction et en travaux préliminaires ? Le canal que vous avez pris la peine de creuser dans la plaine vaseuse que je viens de traverser, ne vous indiquait-il pas la facilité de dessécher et de mettre en valeur cette terre qui me paraît de la meilleure qualité, et sur laquelle il vous eut été facile de former un établissement permanent ? » M. Boutin l'assura qu'il était fort éloigné de la répugnance et des préventions des autres colons contre ce genre de culture, mais, dit-il, nous n'avons ni modèles, ni artistes, ni capitaux ; il faudrait commencer mes travaux sur le bord de la rivière, à deux lieues de la terre ferme. Comment à cette distance du bois et de l'eau douce, entreprendre, sans de grands moyens, des constructions telles que celles que j'ai faites ici à très peu de frais, parce que tous les matériaux sont sous ma main ? Il faut vous dire aussi qu'il n'y a rien de plus séduisant et d'un aussi prompt rapport qu'un défrichement dans le grand bois (1). »

Ces explications en apprirent à Malouet sur la Guyane, plus que tout ce qu'il avait vu et lu jusqu'alors.

Il visita ensuite la rivière d'Approuague qui « se trouve au milieu des plus précieuses terres de la Guyane. C'est là que des travaux bien conçus, bien distribués, payeront avec usure les avances de l'en-

1. *Mémoires*, I, 105.

trepreneur (1). » Quant à la rivière d'Oyapock elle « n'offre pas moins de ressources et ses terres hautes sont en général de meilleure qualité : mais les habitants qui y sont établis n'ont pas même pris la peine de choisir en ce genre ce qu'il y avait de mieux. » Malouet peut encore apprécier ici l'étendue des ressources en bois de la colonie. Il avait donné rendez-vous au fort d'Oyapock au contremaître charpentier qu'il avait envoyé reconnaître les bois propres à la marine. « Le compte qu'il me rendit de sa mission rapporte-t-il, était on ne peut plus satisfaisant : en moins de deux mois, il avait marqué plus de deux mille arbres de la plus grande beauté ; et ce que je voyais moi-même sur les bords de la rivière Ouanary, s'accordait avec son récit. N'est-il pas bizarre que toutes les entreprises possibles et utiles dans la Guyane soient précisément celles qu'on a dédaignées, pour s'attacher de préférence et persévéramment à celles qui ne pouvaient permettre aucun succès ? (2) »

Cette rivière d'Ouanary arrose des terres de « la meilleure qualité. La montagne Lucas qui la domine, est indiquée par la nature comme chef-lieu d'un établissement immense ». Malouet y projette celui de la compagnie. Puis il s'arrête dans la ménagerie de

1. *Mémoires*, I, 111.

2. *Mémoires*, I, 112.

M. de la Forest « la seule qui soit soignée avec intelligence » (1) ; des plantations de fourrages permettaient de nourrir les animaux au parc dans le mauvais temps, « précautions indispensables pour assurer la multiplication des bêtes à cornes ». Malouet convint avec ce propriétaire de lui acheter son établissement pour le compte du roi, à condition qu'il en emploierait le prix au desséchement des terres basses. Il avait deux objets dans cet arrangement : « Celui d'établir en grand un modèle de ménageries, et d'accréditer l'abandon des anciennes pratiques de culture, par l'exemple d'un habitant qui avait toutes les qualités requises pour réussir (2). »

Dans l'anse d'Iracoubo, il se rendit compte que la pêche de la tortue n'était pas assez abondante pour devenir un objet de commerce. Celle du lamentein était, au contraire, d'une toute autre importance.

A la fin de mars 1777, Malouet revint à Cayenne « très satisfait » de ses explorations, « ayant une opinion faite et des espérances fondées » ; il ne voulait rien hasarder sous sa propre responsabilité, mais il était « au moins en état d'entendre et de discuter (3) ». C'est ce qu'il fit à la seconde séance de l'assemblée nationale de la colonie, le 17 mai, sui-

1. *Mémoires*, I, 120.

2. *Mémoires*, I, 120.

3. *Mémoires*, I, 145.

vant, quand il s'agit de déterminer et de préciser les réponses à faire aux treize questions posées cinq mois avant.

2). *De la seconde séance de l'assemblée de la colonie au départ de Malouet (mai 1777, octobre 1778).*

Les résultats de l'enquête n'étaient contestés par personne ; ce fut néanmoins à grand'peine que Malouet amena les députés à en convenir, tant son « administration surveillante et sévère » avait soulevé de mauvais vouloir et de rancunes. Il dut discuter « mot à mot, article par article » le rapport définitif.

« J'essayai, dit-il, pendant quatre heures, les plus misérables objections et je ne parvenais à dicter une phrase qu'après en avoir fait dix pour prouver la vérité ; il fallait sans cesse montrer aux interlocuteurs que tel fait était établi par leur aveu, que ce qu'ils voulaient dire démentaient ce qu'ils avaient dit ; enfin j'en vins à bout (1). »

Voici ce qui fut admis en réponse aux questions posées (2) :

1. — Les terres hautes ne sont pas généralement mauvaises. Mais il n'y en a pas une grande quantité

1. *Coll. de Mém.*, II, 311.

2. *Coll. de Mém.*, I, 498 et s.

de bonnes. Pour le reste, les engrais sont onéreux et sont rendus inutiles par les pluies torrentielles qui les emportent.

2. — Les terres basses sont généralement bonnes, mais doivent être desséchées. C'est une opération coûteuse qui nécessite l'emploi d'ingénieurs et la métropole ferait un utile emploi de capitaux en faisant creuser tout d'abord de grands canaux de communication.

3. — La colonie actuellement dépourvue de bras, de machines, de chemins, de canaux, ne saurait se livrer à l'exploitation des bois, mais les circonstances changeant, cette branche de commerce pourrait lui devenir propre, ainsi que la culture et l'exportation des vivres et des animaux. Mais la certitude des débouchés sera le seul motif de confiance et d'émulation des habitants. Il faut que ceux-ci soient inviolablement assurés de trouver le débit de leur superflu en bois, vivres et animaux par l'intervention et les achats directs du gouvernement, même lorsqu'il ne se présentera pas d'acheteurs étrangers et jusqu'à ce que la multiplicité et l'évidence des succès les attirent dans les ports de la Guyane.

4. — En ce qui concerne la consommation du rocou (1), tout privilège exclusif est une atteinte à la

1. Matière colorante d'un rouge orangé, ayant l'apparence d'une pâte grasse et onctueuse préparée avec la pulpe du rocouyer.

propriété et à la liberté ; il vaut mieux en assurer la qualité de fabrication, et nommer pour cela deux syndics inspecteurs qui seront particulièrement chargés de veiller à l'exécution du règlement du 15 août 1752.

5 et 6. — Le rapprochement des entreprises est difficile à provoquer dans le premier cas ; il n'est guère possible que dans les terres basses.

7 et 8. — Il est plus sage et plus vrai de dire que chaque espèce de terre ne saurait être propre à toute espèce de culture, que de désigner affirmativement celle qui convient à chaque espèce ; en général les terres profondes des mornes et de certains quartiers conviennent au cacao et au café ; que les terres sablonneuses des anses de Kourou et de Sinnamari peuvent soutenir la culture du coton, de l'indigo et des essais en sucre, non suffisamment constatés ; que les terres d'Oyac et de la Comté paraissent plus propres au rocou et celles des plaines avoisinant la Gabrielle, au sucre, mais ces destinations sont souvent contrariées par le défaut de moyens et de connaissances. On ne saurait donc trop éclairer les anciens et les nouveaux cultivateurs.

9. — L'assemblée approuve l'idée de former une population de blancs pasteurs et ouvriers, en leur assignant des quartiers dans lesquels ils pourraient successivement s'étendre et constituer à la longue une chaîne contre les nègres marrons. Elle estime

très utile de multiplier la classe des ouvriers et des petits habitants, qui, en commençant par le travail des mains, parviennent ensuite à se rendre propriétaires d'esclaves et forment un ordre d'hommes d'autant plus précieux qu'ils peuvent supporter les fatigues et servir à la défense de la colonie.

10. — Le génie, les mœurs et le caractère des Indiens opposent au projet de les fixer dans une position déterminée les plus grandes difficultés ; mais, par des considérations politiques, il serait bon de n'y pas renoncer, en essayant pour cela le zèle des missionnaires les plus intelligents, en favorisant leur alliance avec des blancs, en les traitant sur tous les points comme des hommes parfaitement libres et en mettant ce traitement en opposition avec celui qu'ils éprouvent de la part de nos voisins.

11. — Cette division des habitants par classes paraît inutile, le plan d'après lequel on l'a proposé ne pouvant convenir à des hommes qui diffèrent entre eux d'intérêts et de vues et qui ne voudraient s'engager à aucune association solidaire.

12. — L'état de la colonie ne comporte point l'institution d'une chambre économique en tout cas l'assemblée nationale pourrait fort bien en tenir lieu.

13. — L'état étant connu des fortunes de la colonie, et de ses engagements, l'assemblée sollicite la bonté du roi par l'intercession de MM. les Administrateurs mêmes qui voudront bien supplier Sa Ma-

jesté de ne pas donner un effet rétroactif à ses ordres pour la liquidation des dettes et demande de nouveaux délais pour les débiteurs à la caisse du roi. »

Cette espèce de referendum que Malouet provoqua était nécessaire. Il n'était point suffisant. « Si jamais, dit-il, la Guyane devient une colonie utile, c'est de l'époque de cette assemblée que datera la révolution. » Or, parmi les députés qui la composaient, il n'en comptait pas huit ou dix « en état de raisonner conséquemment sur la culture et l'administration d'une colonie » et il n'en comptait pas un « qui voulût sérieusement s'occuper de concourir par l'exemple à l'adoption des vues et des principes établis. » Il espérait néanmoins que les générations futures en feront leur profit, et en attendant, il prêcha d'exemple.

Il se trouvait en présence d'un plan bien défini, ébauché sur certains points.

Des pépinières s'établissaient, des hommes du métier étaient partis à la recherche des bois à couper (1), quoique l'exploitation en fût reconnue diffi-

1. Le 16 juin 1877, Malouet rendait compte au ministre de la mission du sieur Bagot : 8.000 arbres étaient marqués bons à être coupés « à trois ou quatre cents pas au plus au bord des rivières. » Malouet demande au ministre de lui envoyer 50 scieurs de long qu'il ne peut trouver dans la colonie. Il se charge de fournir ainsi chaque année 100.000 pieds d'arbres de bois à 50 sous le pied. En y ajoutant 5 sous de fret, ce bois reviendrait à Brest à 55 sous « ce qui ne serait pas cher. » *Coll. de Mém.*, I, 379 et s.

cile, les concessions étaient réglementées, la culture, dirigée sur les terres basses que des canaux allaient commencer à dessécher. La pêche du lamentein était reconnue fructueuse, celle de la tortue au contraire, de rendement insuffisant. La reproduction du bétail allait être propagée au moyen de ménageries modèles copiées sur celle de M. de la Forest ; mais l'importation des bêtes à corne du Para serait très avantageuse.

Et cependant, avec tout ceci, on n'arrivera point à améliorer la Guyane d'une façon décisive : « Mille nègres travaillant produisent à Saint-Domingue, plus de 600.000 livres de rente qui sont ici le produit du travail de 4.000 esclaves : car sur 8.000 têtes de noirs déclarés dans les recensements, nous n'en comptons que la moitié employée constamment au travail de la terre ; il est donc évident que cette terre rend 75 0/0 de moins que celle de Saint-Domingue.

« La culture, dans cet état, ne peut se soutenir : aussi voyons-nous, par le tableau de comparaison envoyé, que la masse des capitaux et des revenus de la colonie décline sensiblement, parce que les propriétaires ayant presque tous épuisé leur bois ou terre vierge, l'infériorité du sol ne peut plus se réparer qu'avec des engrais impossibles à exécuter par des habitants mal aisés.

« La Guyane est donc une colonie mal constituée, inutile, onéreuse à l'État, autant que le serait à un

particulier une terre dont les dépenses excèdent les revenus (1). »

Malouet envisage alors plusieurs alternatives ; changera-t-on cet ordre de choses, en fécondant « par des avances les terres incultes reconnues pour être susceptibles des plus riches cultures », ou ne serait-il pas plus sensé « d'abandonner cette colonie à elle-même et de diriger sur nos autres possessions intérieures ou extérieures les soins et les secours de l'État (2) » ?

Après avoir montré que ce dernier parti serait « plus conséquent que celui auquel on s'est arrêté depuis douze ans », il conclut qu'il n'y a plus à choisir « qu'entre la conservation économique, si on laisse la colonie *in statu quo*, et l'amélioration la plus active, si on adopte les espérances qui résultent des faits constatés ».

« La conservation économique peut se réduire à 200.000 francs par an. » Une amélioration décisive exige 10 millions (3) en dix années et un atelier de deux mille nègres appartenant au roi, pour l'exécution des travaux publics.

1. *Coll. de Mém.*, II, 42-43.

2. *Coll. de Mém.*, II, 44.

3. La colonie, « dans son état actuel de nullité, coûtant 500.000 francs, la dépense proposée pour l'élever de la misère à la richesse, n'est que de 5 millions, dont il ne s'agit que de faire les avances. » (Note de Malouet, *Coll. de Mémoires*, II, 45.)

La distribution de cette dépense appliquée à la culture, doit être en ouverture de canaux d'une rivière à l'autre, en frais de machines, entretien d'ingénieurs et piqueurs des ponts et chaussées, salaires d'ouvriers, entretien de bateaux et chaloupes, achats et transports d'animaux, nourriture de nègres, etc. »

« Par l'exécution de ce plan, le roi se trouverait propriétaire, au bout de dix années, d'un vaste terrain et en état de vente, plus d'un atelier considérable, distribué par cinquante têtes d'esclaves sur quarante habitations vendues à terme à des capitalistes d'Europe, et à moitié prix de l'estimation. »

« Alors, en dix autres années, il rentrerait dans la caisse du roi la moitié de la première mise de 10 millions; en sorte que les frais d'administration réduits alors à 500.000 francs, seraient acquittés par les acquéreurs, et les droits d'exportation et importation accrus dans la proportion des cultures. »

« Il arriverait donc qu'en vingt années, le roi aurait une colonie florissante, sans avoir dépensé un sou de plus qu'il ne lui en coûte aujourd'hui, pour en entretenir une languissante. »

« Tel est le précis très succinct du plan que nous avons conçu, après avoir vu et réfléchi. Nous ne pensons pas qu'on puisse en trouver un plus simple, plus utile et moins dispendieux » (1).

1. *Coll. de Mém.*, II, 45-46.

C'est alors qu'il demande à revenir en France (1), non qu'il soit malade ou qu'il ait quelque raison de mécontentement. Mais ce n'est pas à Cayenne qu'il peut « consommer » son ouvrage. « L'arrêté et le choix des moyens, monsieur, écrit-il au Ministre, exigent que vous m'entendiez en présence de contradicteurs ou d'approbateurs capables. »

Mais il avait encore à se rendre à Surinam, pour traiter avec la régence hollandaise de la question des nègres et, raison capitale à ses yeux, pour étudier les procédés de culture que nos voisins gardaient jalousement.

Il s'embarqua le 14 juillet 1777 (2). Nous avons donné un aperçu des négociations qu'il engagea ; elles le convainquirent de la vanité du projet Bessner ; il eut tôt fait de régler cette affaire et, bien vu et bien reçu de tous, il put à loisir examiner comment les Hollandais avaient pu transformer leur colo-

1. Lettre particulière du 1^{er} juillet 1777, à M. de Sartine. *Coll. de Mém.*, II, 57.

2. Il emmena avec lui un ingénieur, Mentelle, et un propriétaire notable de la colonie, Mettereau, venus à Cayenne avec l'expédition du Kouron. Il les chargea de rédiger leurs observations sous forme de réponses à une série de questions ; c'était l'usage du temps. Leur rapport, très clair, très développé, répond à l'importance du programme que Malouet leur avait tracé : il l'a inséré dans sa *Collection de Mémoires*, III, 126 et ss.

nie par la mise en culture des terres basses (1). Les colons de Saint-Domingue ou de la Normandie, dit-il, s'enrichissent sur un sol fertile, sans être tenus à d'autres travaux qu'à ceux du labourage ; mais les colons de Surinam sont parvenus à renouveler le miracle de la création, à diviser des éléments confondus ; à séparer une terre limoneuse de l'eau qui la tient presque en dissolution ; à élever sur un marais des bâtiments immenses, et à les asseoir sur des bases solides ; travaux énormes ajoutés à ceux de la culture. Ce n'est pas tout ; ils ont dû calculer, dans

1. Malouet fut vivement impressionné en arrivant à Surinam des travaux qui y avaient été accomplis. « L'Hollandais en y abordant, s'écrie-t-il, n'a dû voir qu'une plage immense couverte d'eau et de bois pendant la marée et de boue pendant le jusant. C'est là, c'est dans ce premier instant que j'admire, et suis épouvanté du courage, de l'industrie, de l'audace de cet Européen barbotant dans la boue, et disant à son camarade : « Faisons ici une colonie, desséchons ce bournier. » Lorsque de cette parole, il résulte en moins d'un siècle, quatre cents habitations — non compris les petites places au-dessous de vingt nègres — contiguës, travaillées sur le même plan, présentant le même ensemble d'ordre, de vues et de moyens ; lorsqu'enfin, je me suis vu sur une de ces habitations nouvellement sorties de dessous l'eau, parcourant des jardins aussi vastes, aussi bien dessinés que les Tuileries ; des terrasses aussi bien nivelées que celles de Bellevue ; des canaux de 60 pieds de large sur 2.000 toises de long ; je ne me défends point alors d'une impression profonde d'admiration, et qui se répète vivement chaque fois que j'en parle. » *Coll. de Mém.*, III, 91-92.

leurs premiers essais, quel serait l'effet de cette abondance de nitre et de bitume dont les eaux salées imпреignent les terres qu'elles arrosent ; comment ils pourraient les dissoudre et ne conserver à ce nouveau sol que la quantité de sels nécessaires à la végétation. »

Tout cela suppose un plan « combiné profondément » et imposé à tout entrepreneur ; dans les plus basses marées et pendant l'été, l'espace à dessécher est tracé sur le terrain.

L'enceinte, carrée, est fermée par une digue élevée au-dessus du niveau connu des plus fortes marées. Le côté qui fait face à la rivière y communique par deux larges canaux placés à chaque extrémité et dans lesquels sont posées deux écluses dont l'une ouverte à marée basse, sert à l'écoulement des eaux et l'autre, s'ouvrant au flot, reçoit dans des canaux isolés de ceux d'écoulement, les eaux nécessaires pour faire tourner pendant sept heures un moulin à sucre dans une grande sucrerie.

Mais, autant Malouet admira ces travaux bien entendus de culture et de desséchement « ainsi que les commodités locales » que se procuraient les habitants, autant il trouva blâmable « le luxe intense de leurs bâtiments. » A force « de bien faire et de faire de belles choses, ces messieurs se sont ruinés ; et l'on ne doit en accuser ni leur plan, ni leur terre, mais l'abus excessif du crédit dont ils jouissaient et

la chute subite des cafés dont le haut prix les avait enivrés (1). »

Si le sol de Saint-Domingue est d'une autre valeur que celui de Surinam par son rendement supérieur (2) et par l'inutilité des engrais, constatée jusqu'à ce jour (3), celui de Cayenne est « absolument » le même quant aux parties constituantes aux productions naturelles et aux accidents des saisons. Il n'y a de différence que la distribution géographique des plaines et des montagnes, ou, pour mieux dire, des bas-fonds et des hauteurs. »

Nous avons même l'avantage dans notre colonie de Cayenne, particulièrement montagneuse, de trou-

1. *Coll. de Mém.*, III, 97.

2. Sauf pour le café que nous n'y cultivons que sur les terres de qualité inférieure, celles des mornes.

3. Malouet considère la terre de Surinam comme « factice » étant en quelque sorte le résultat d'une préparation chimique : « abondante en nitre et en sels de toute espèce, lorsqu'on le sépare des eaux de la mer, il faut l'exposer plusieurs années à l'immersion de l'eau douce, pour atténuer l'action des sels marins ; ensuite le laps de temps, le travail de la végétation et l'abondance des pluies, l'épuisent tout à fait ; il faut la régénérer, en y rappelant l'eau salée... Je dirai donc, pour apprécier la valeur intrinsèque, l'industrie et le travail des deux colonies, que nous avons une mine d'or (en Saint-Domingue) dont la fouille s'est faite sans peine et sans principes, tandis que les Hollandais, possesseurs d'une mine d'argent, en ont pavé toutes les avenues et pratiqué de superbes escaliers pour y descendre. » *Coll. de Mém.*, III, 100.

ver à chaque pas, des terres basses permanentes à proximité des terres hautes qui procurent toutes les ressources en bois, vivres et eau douce ; de telle sorte qu'on peut s'y établir sans frais en cultivant les premières (1).

Malouet conclut alors qu'il n'y a plus à discuter « l'emploi utile et le desséchement possible des terres basses ; nous pouvons y travailler, dit-il, avec moins de frais de magnificence, et plus de ressources locales que n'en ont eu les Hollandais (1) ». Mais quand « on en vient à l'examen respectif des hommes », alors « on est rebuté et arrêté par la dégradation du caractère de nos habitants ». On ne peut compter sur la génération actuelle, mais si l'on présente d'autres vues, d'autres moyens à celle qui suit ; si l'on met « sous ses yeux des mouvements et des ressorts plus actifs, des exemples et des leçons ; elle en profitera ».

Malouet s'élève donc maintenant à des vues d'ensemble, générales et profondes sur la mise en valeur de la Guyane. Après avoir étudié, comparé, réfléchi, il se fortifie dans le plan de rétablissement qu'il avait conçu, ébauché, le rectifiant peu à peu et lui imprimant une direction plus unie et plus ferme.

C'est en faisant ses observations à Surinam, qu'il

1. *Coll. de Mém.*, III, 103.

2. *Id.*, III, 104.

sentit la nécessité de s'attacher « un homme capable, qui, aux talents d'un ingénieur, joignit la pratique et les vues d'un cultivateur ». Il en entreprit la recherche, employant à la fois les amis et les ennemis du gouvernement », et il le trouva « dans la personne du sieur Guisan, lieutenant des milices, régisseur de la sucrerie de son oncle, fort endetté, et employé par le gouverneur en qualité d'ingénieur dans la rédaction des plans de la colonie » (1). Malouet lui assura 1.000 écus de traitement, lui promit un brevet d'ingénieur, et l'amena à Cayenne pour apprendre aux habitants « comment on fait un fossé, une digue et une écluse » (2).

Le premier usage que Malouet fit des talents de cet ingénieur fut « le desséchement et la culture régulière des terres basses de l'habitation du roi (3). » Il s'agissait, avant tout, « de mettre sous les yeux et à la portée de tous les habitants un modèle intéressant de travaux bien entendus. » La plus grande part d'initiative fut laissée à Guisan ; Malouet s'employa à lui donner toutes les facilités, à l'investir de con-

1. *Coll de Mém.*, III, 105.

2. *Coll. de Mém.*, III, 106.

3. *Coll. de Mém.*, II, 205. Cette terre avait été achetée par Malouet à un propriétaire de la colonie, le sieur de Préville ; acquise pour le compte du roi, elle devait constituer un modèle d'exploitation proposé en exemple aux habitants de la colonie.

fiance et d'autorité. « J'engageai, dit-il, les colons le plus distingués à se faire ses élèves et à visiter avec lui les terrains exploitables. Commissaire rapporteur de toutes les affaires rurales pour concessions abornement, et distribution de terrain, il avait la direction générale de tous les travaux, et l'atelier du roi que j'avais porté à cinq cents nègres était à ses ordres (1). »

Six mille toises de fossés sillonnèrent la terre de l'habitation du roi, que recouvrirent bientôt des arbres, des graines et des fourrages (2).

Puis, Guisan s'attaqua au sol occupé par les palétuviers qui, à la porte de Cayenne, bordent la rivière et que Malouet fit abattre (3).

Malouet avait remarqué parmi les terres basses de la Guyane, la plaine de Kaw, plaine de « savanes tremblantes » composées d'une couche de terreau, d'une épaisseur variable de quelques pieds reposant sur une vase molle que recouvrent de grandes flaques d'eau et des herbes aquatiques ; le tout sillonné de criques dont les prolongements forment comme autant de canaux naturels que la main de l'homme peut aisément transformer en canaux de dessèchement. Ce bassin n'offre pas seulement l'avantage

1. *Mémoires*, I, 163.

2. *Coll. de Mém.*, II, 234.

3. *Coll. de Mém.*, III, 106.

d'être le plus rapproché de Cayenne ; il est fermé sur la côte, depuis l'embouchure du Mahuri jusqu'à celle de la rivière de Kaw, par un amoncellement de vase que le temps a élevé et solidifié, de manière à opposer à la mer une digue naturelle suffisante pour tenir lieu de travaux artificiels d'endiguement. Comprenant tout le parti à tirer d'une pareille réunion de conditions favorables, Malouet conçut le projet de créer, en arrière de la digue, de grands travaux de canalisation. Les études faites sur les lieux par l'ingénieur Guisan démontrèrent la possibilité de réaliser cette conception et d'exécuter sur une étendue de sept lieues, un canal qui relierait la rivière de Mahuri à celle de Kaw (1). Ce canal servirait au dégorgement des eaux qu'apportait la déclivité de la vallée de Kaw et en assurerait le dessèchement complet.

Il favoriserait également la navigation des colons dans l'intérieur, en leur évitant celle de la mer assez orageuse dans ces parages (2).

Il passa les mois de mars, avril et mai suivants dans la saison des pluies (3) à visiter les bois et les sava-

1. *Mémoires*, I, Appendice, 411 et 412.

2. *Mémoires*, I, *Id.*

3. On prétendait cette partie de la Guyane inaccessible à cette époque de l'année et c'est à cette saison seulement « que leur hauteur ou leur abaissement, relatifs aux marées, pouvaient être calculés ». *Coll. Mém.*, II, 204.

nes noyées; et dressa de cette inspection un procès-verbal des plus précieux, constatant la bonne qualité des terres, et la certitude des moyens de dessèchement.

« Aucune vérification de ce genre, dit Malouet, n'a été faite avec autant de risques, de fatigues et d'exactitude. »

Du 2 mars au 3 mai, Guisan et ses compagnons se frayant péniblement un chemin dans les plaines marécageuses couvertes d'eau, de jones et de bois épineux, sondent le sol, dont le fond est constitué par « une bonne vase, marine » recouverte de 1 à 5 pieds de terreau (1). Ils établissent la carte de ces 20 lieues carrées de terrain (2) et mesurent l'abaissement des marées dans un temps de grands doucins (3).

« Il résulte de la visite que nous avons faite de cette plaine noyée, écrit Guisan, qu'elle présente un plan incliné vers la mer; que cependant le grand pourtour de palétuviers qui la bordent est plus élevé,

1. Journal d'un voyage fait dans les savanes noyées, comprises depuis la rive droite de la rivière de Mahuri à la rive gauche de celle de Kaw, par MM. le chevalier de Boisberthelot, et Guisan, ingénieur, d'après les ordres et instructions de MM. de Fiedmond et Malouet, gouverneur et ordonnateur de la colonie, etc. » (V. ce journal dans *Coll. Mém.*, II, 213-235).

2. *Moll. de Mém.*, II, 216, 219, 221, 226.

3. *Moll. de Mém.*, II, 227, 231. *Mémoires* I, appendice 441.

et forme tout à l'entour une digue naturelle qui ne laisse échapper que les eaux qui surpassent son élévation ou les têtes des criques; que l'endroit le plus noyé est vers la route que nous avons tenue pour aller à Kaw; qu'elle est recouverte de terreau qui a été dégradé et brûlé plus récemment dans des endroits que dans d'autres, et que la nature commence à réparer grandement le ravage de ces incendies; qu'elle est desséchable moyennant un large canal de Mahuri à Kaw, et un autre de celui-ci qui ira dégorger droit à la mer; que ces canaux par cette crique dont nous avons parlé, auront communication jusqu'au pied des montagnes (2). »

Le 8 mai 1777, Malouet ordonnait : « Les plans, journaux et procès-verbaux des opérations faites dans les rivières d'Ouanari, Kourouai, Kaw et Mahuri seront déposés au dépôt des cartes et journaux de la colonie et au greffe de l'assemblée nationale pour être communiqués à tous les cultivateurs habitants de cette colonie ou étrangers qui voudront en prendre connaissance » (3).

Cependant, les terres basses de l'Approuague n'étaient pas à dédaigner. Situées autour du seul fleuve navigable de la Guyane, elles étaient même

1. *Coll. de Mém.*, II, 230. Cet abaissement était de 5 pieds.

2. *Coll. de Mém.*, II, 234.

3. *Coll. de Mém.*, II, 211-212.

susceptibles d'une exploitation plus rapide que celles de Kaw. En attendant le desséchement de ces dernières, opération qui exigeait le travail de deux mille nègres au moins pendant deux ans (1), Malonet se proposa d'opérer dans la vallée de l'Approuague, projetant dès sa rentrée prochaine en France (2) de constituer une société pour réunir les fonds nécessaires. Il y installa Guisan qui s'établit sur la rive gauche de la rivière, à 3 lieues de la mer, et y réunit bientôt un atelier de huit cents noirs (3).

Malouet ne put guère s'occuper de l'établissement des ménageries ou hattes dont il avait dressé le plan ; les nègres manquaient (4). Cependant, il fit beaucoup avec une grande pénurie de moyens. Il traita, ainsi que nous l'avons vu, pour la cession d'une des plus importantes ménageries privées, à la condition que le prix en serait affecté à la culture des terres basses (5). Il faisait ainsi une excellente opération pour la colonie (6). Près de Cayenne, il fit établir un haras et bâtir une écurie de cent cinquante pieds, « la première qu'on ait vue dans la Guyane ». Vint-cinq carrés de terre y produisirent bientôt des fourrages en

1. *Coll. de Mém.*, II, 238.

2. Octobre 1778.

3. *Mémoires*, I. Appendice, 421.

4. *Coll. de Mém.*, II, 320-321.

5. *Mémoires*, I, 124. V. p. haut, p. 23.

6. *Mémoires*, I. Appendice, 438.

abondance. Mais le Ministre était vainement prié d'envoyer des juments et des baudets (1). Malouet n'oubliait pas non plus le sud; la région située entre l'Oyapock et l'Amazone semblait tout spécialement destinée à la multiplication du bétail. Il avait établi une mission à Coanani. En quittant Cayenne, il donna pour instructions à M. de Préville, ordonnateur en son absence, d'envoyer à cette mission des troupeaux de différentes espèces, recommandant que cet essai fût dirigé par un blanc intelligent, aidé par des nègres, le tout sous les auspices des missionnaires.

En ce qui concerne l'exploitation des bois, le projet des pépinières ne réussit point, la plupart des arbres plantés ne pouvant se reproduire que dans « le grand bois sur un lit de feuilles pourries, toujours humide » toujours couvert d'ombre.

C'était, en réalité, une idée bien chimérique de vouloir créer artificiellement des forêts dans un pays qui en a été abondamment pourvu par la nature, et compter pour ces plantations forestières sur des colons manquant de ressources et déjà fort empêchés d'entretenir leurs plantations agricoles. Il y avait un système beaucoup plus simple qui consistait à faire reconnaître sur place par des charpentiers

1. Lettre à M. de Sartine du 23 avril 1778, *Coll. Mém.*, III, 243.

expérimentés les bois propres à être coupés. C'est ainsi qu'un ouvrier entreprenant, nommé Bagot marqua plus de huit milles arbres, donna son nom à une espèce qu'il signala particulièrement.

Une partie des fonds destinés aux pépinières fut appliquée à des exploitations, soit pour rechercher des plans de salsepareille et de vanille, soit pour déterminer géométriquement l'espace et la quantité des bois dans un espace donné, et par approximation, dans les autres lieux boisés (1).

C'est ainsi que des ressources considérables étaient mises à la portée des habitants

La récolte des arbres à épices promet également d'être très productive (2).

Voyons maintenant, quels furent les rapports de Malouet avec la compagnie dont le baron de Bessner était le promoteur.

Tout en faisant des réserves sur le succès de cette

1. Mission de l'ingénieur géographe Brodel; de Humboldt: voyage aux régions équinoxiales : « Des cales de constructions entoureront un jour les bassins de la Guyanne. Il n'y a pas de rivière de ce pays qui, des forêts mêmes qu'elle parcourt, ne puisse fournir les bois les plus précieux pour les constructions navales. Ces bois offrent toutes les variétés désirables de densité, de pesanteur spécifique, etc., etc. » T. VIII, p, 414. V. aussi Lescallier: *Exposé des moyens de mettre en valeur et d'administrer la Guyane*; et not. chap. Bois pour la marine.

2. *Coll. de Mém.*, II, 245.

compagnie, il la mit en possession « tant des terres concédées que des bâtiments et ustensiles dépendants du poste d'Oyapock » (1). Il fit rédiger spécialement pour l'éclairer, un rapport des explorations de Guisan (2) : ce rapport constatait l'excellente qualité des terres environnant la montagne Lucas où il avait établi lui-même le siège de la compagnie. Il fit « détailler en grand, dans un dessin particulier le défrichement et desséchement d'un seul carré de terre de cent pas sur quatre faces » (3) afin que les agents de la compagnie aient « une idée nette de ce genre de travail ». Guisan rédigea une instruction spéciale relative au plan des établissements de la compagnie (4). « En y joignant, écrit Malouet aux agents de la compagnie, le journal n° 2 de la visite et des opérations faites par MM. Boisberthelot et Guisan, dans Ouanari, Oyapock et Gabaret, vous aurez un travail complet et une base

1. *Coll. de Mém.*, II, 339, lettre du 15 février 1777.

2. Commission pour le sieur Bertrand, relative aux travaux de la culture de la compagnie, 10 février 1778. *Coll. de Mém.*, III, 227.

3. Lettre du 18 février 1778. *Coll. de Mém.*, III, 230.

4. V. ce « plan des établissements d'Oyapock, dressé d'après les observations locales de MM. le chevalier de Boisberthelot et Guisan et combiné sur le plan général de l'institution de la Guyane résultant des faits constatés. » Dans *Coll. de Mém.*, III, 244-260.

solide sur laquelle vous pourrez asseoir votre entreprise avec confiance (1). »

On voit donc qu'il ne néglige rien pour en assurer le succès. Et cependant, des difficultés s'élèvent à chaque pas. Le premier directeur de la nouvelle compagnie, le sieur Voiturier, ne convient nullement, Il est bientôt remplacé (2). Néanmoins « la multitude de fausses combinaisons faites par ses administrateurs » (3) le découragent. Ils envoient un grand nombre de blancs et d'esclaves et veulent commencer par des essais (4) ! Malouet ne s'en occupe plus jusqu'à son départ.

Lorsqu'il dresse le compte rendu de son administration pendant les derniers mois de son séjour à Cayenne, il ne peut s'empêcher d'en constater déjà les heureux résultats, après avoir nettement avoué ses fautes, dont la principale fut peut-être de n'avoir point voulu tenir compte au début des règlements concernant la colonie (5).

1. Lettre du 18 février 1778, *Coll. de Mém.*, III, 230-231. Le voyage d'exploration de Guisan s'était fait en deux fois; à l'époque où fut écrite cette lettre, il n'en avait exécuté que la première partie.

2. Lettre du 21 février 1778. *Coll. de Mém.*, III, 232.

3. Lettre à M. de Sartine du 23 avril 1778. *Coll. de Mém.*, III, 241.

4. Lettre du 23 avril 1777, à MM. de la compagnie de la Guyane. *Coll. de Mém.*, III, 233 et ss.

5. *Coll. de Mém.*, II, 292.

On peut déjà « ranger dans la classe des actions louables la démonstration des vérités, l'exposition des abus, des idées fausses, des habitudes vicieuses ou insensées. » (1) Cependant, dit-il « dans ces six dernières mois, j'ai joui de mon travail. Les environs de la ville ne présentent plus un aspect sauvage et misérable ; ceux qui en étaient absents depuis un an ne s'y reconnaissent plus. Je laisse des jardins, des chemins et des promenades publiques, des canaux navigables, des plantations en rapport dans des lieux ci-devant inaccessibles ; il n'est plus d'eaux stagnantes et d'exhalaisons infectes. Un atelier nombreux et bien discipliné se forme aux grands travaux ; un ingénieur, un cultivateur distingués élèvent des substituts. J'ai réformé des commis et employé des géomètres ; chaque jour, chaque mois présentent une augmentation de culture, de dessèchement, de construction (2). Deux habitants travaillent pour leur compte sur le même plan ; ceux qui passaient ci-devant pour des démonstrateurs et qui, faute de connaissances et de principes, avaient échoué dans leurs entreprises, avouent franchement la supériorité du sieur Guisan (3). » Cette même

1. *Coll. de Mém.*, II, 340.

2. Notamment le grand magasin du port dont la construction avait été suspendue en 1776 par l'opposition du gouverneur Fiedmond. V. *Coll. de Mém.*, II, 297, 339.

3. *Coll. de Mém.*, II, 341.

année est encore marquée par un grand événement pour la colonie : « le succès des arbres à épices est constaté ; les cannelliers produisent des écorces, les giroffiers des clous, le muscadier unique, des fleurs (1). »

« Telle est, dans l'ordre physique, la révolution, préparée. Au moral la commotion est encore plus forte... » Mais c'était aux dépens de la tranquillité du malheureux Malouet auquel rien ne fut épargné mémoires, lettres, placards anonymes, chansons, épigrammes. Il finit cependant par en imposer ; on se calma et on se prit à redouter son départ.

γ) *La Guyane après le départ de Malouet.* — Malouet quitta Cayenne au milieu d'octobre 1778. Aussitôt rentré en France, il s'occupa de constituer avec le comte de Broglie comme principal actionnaire, la société de l'Approuague au capital de deux millions (2). Mais d'autres idées prévalurent à la

1. *Coll. de Mém.*, II, 350.

Il s'agissait d'établir dans la vallée de ce fleuve vingt habitations, de cent nègres chacune, pour y développer la culture du café, du coton, de l'indigo, du rocou, etc... Malouet demandait à titre d'encouragements :

1° Le travail gratuit et sans remplacement, des nègres de l'atelier du roi, jusqu'après la confection des travaux ; l'usage des bâtiments, plantations et ustensiles appartenant à Sa Majesté pendant le même temps ; l'entretien et la nourriture des 500 noirs prêtés ; la nourriture de 2.000 noirs nouveaux qui seraient achetés par la Compagnie, pendant le temps

cour. Bessner fut nommé gouverneur de la Guyane et on connaît la rivalité qui le séparait de Malouet.

Enfin, le comte de Broglie mourut. La société de l'Appronague n'exista bientôt plus que de nom et Guisan qui maintenait héroïquement dans ce coin de la Guyane la tradition de Malouet, se trouva manquer à la fois de tout appui et de toute direction. Le succès finit cependant par couronner, en partie, ses efforts. « On commence à connaître la colonie écrivait-il en 1780 ; mais rien n'est encore fait (1). » En attendant, l'habitation du roi donnait des récol-

qu'ils demeureraient en entrepôt sur l'habitation du roi et les frais de leur transport sur les terrains des capitalistes ;

2° Les appointements et la solde d'un ingénieur en chef, de trois ingénieurs particuliers, trois économes, deux commis, un aumônier, deux chirurgiens, cinq chapentiers et deux forgerons jusqu'à la perfection des établissements ;

3° L'emploi et l'usage d'un bateau ponté, d'une grande chaloupe et de trois pirogues, le tout armé et entretenu par le roi ;

4° Le transport gratis de France à Cayenne des employés et fournitures de tout genre nécessaires à l'établissement ;

5° Une avance de 2.600.000 francs sans intérêts, en quatre paiements égaux, d'année en année, remboursables en huit ans, à compter de l'époque des premières avances.

Cf. *Coll. Mém.*, III et *correspondance des administrateurs de la Guyane*, tome 52, p. 75.

1. 24 avril 1780. Mémoires et observations sur les travaux des terres basses et les opérations que j'ai exécutées à Cayenne, avec des projets pour l'amélioration de cette colonie, *Corr. Guyane. Arch. col.*, t. 58, p. 247.

tes très abondantes. Indépendamment de l'exemple donné aux habitants, elle pouvait nourrir et au delà tout l'atelier du roi composé de cinq cents nègres (1). C'était son unique objet ; mais à l'arrivée de Malouet, elle était loin de le remplir. Des colons allaient cependant mettre en pratique les enseignements de Guisan. Le 12 décembre 1770, une ordonnance royale conférait le titre de premier colon et accordait l'affranchissement perpétuel de toute imposition, aux propriétaires des dix premières habitations qui seraient desséchées et établies suivant les principes et les plans de l'ingénieur hollandais (2).

Trois habitants bénéficièrent dès 1781 de ces dispositions (3). Il leur fut accordé en même temps une gratification annuelle d'un louis pendant trois ans pour chaque nègre fixé sur leurs habitations.

Ces encouragements produisirent « un très bon effet. » Bessner et Préville y ajoutèrent l'exemple d'un établissement pour leur compte dans l'Appronague ; ils demandèrent au ministre de vouloir bien accorder quelques secours en nègres à Guisan pour que cet homme dévoué et désintéressé puisse faire de même ; car il « a peine à nourrir sa famille (4). »

1. Corr. Guyane. *Arch. col.*, t. 52, p. 72.

2. Corr. Guyane, t. 52, p. 75.

3. Les sieurs Bertancourt, La Gotellerie et la Rivière.

4. Préville à Sartine, 13 mai 1783, *Corr. Guy.*, t. 55, 31.

Le ministre répondit le 30 août de la même année en

En 1784, on comptait dans l'Approuague neuf habitations (1) et l'année suivante onze (2). « Les nouveaux colons de ce quartier, écrivait alors Guisan, travaillent avec d'autant plus d'activité qu'ils voient maintenant combien la bonté du sol récompense les fatigues et les dépenses qui sont inséparables des travaux de ce genre (3). »

Il commençait lui-même à travailler à une sucrerie qui allait fonctionner moins de trois ans après (4).

Le nombre des habitations augmenta dès lors, d'année en année. Le bourg d'Approuague se construisit et Guisan acheva de creuser parallèlement à la mer et à moins d'un kilomètre du rivage, un canal qui devait servir à une navigation plus directe de l'Approuague vers Cayenne, et se raccorder à la future canalisation du bassin de Kaw, projetée naguère entre lui et Malouet (5).

Les travaux de cette canalisation commencés

assurant qu'il ferait droit à la demande de l'ordonnateur dès qu'il serait possible de distraire des nègres de l'atelier du roi.

1. *Corr. Guy*, t. 56. 44.

2. *Corr. Guy*., t. 57. 83. En 1789, il y en avait 20 et 14 propriétaires demandaient l'autorisation d'en établir pour l'année suivante. Il y avait alors dans toute la colonie 54 habitations. Cf., *Corr. Guy*., t. 62, p. 290.

3. *Corr. Guy*., t. 56. 300.

4. *Ibid.*, 302.

5. *Mémoires*, I. Appendice. 421-422.

après la révolution, furent entravés par l'occupation portugaise de 1809 à 1817 ; ils ne furent pas continués. Le canal a été creusé seulement dans les savanes de la rive droite du Mahuri, sur une longueur de 6.600 mètres, et une largeur de 14 mètres. Il a reçu le nom de canal Torcy.

A marée basse, il permet l'écoulement des eaux des habitations situées sur les terres voisines de ses rives ; à marée haute, il sert à la navigation. Un canal d'embranchement, tracé perpendiculairement le fait communiquer avec la mer. Ce dernier canal appartient encore aux plans de Malouet. « Parallèlement au canal Torcy, et en arrière des habitations de la rive gauche, un autre canal, fermé par une écluse du côté de la mer, a été creusé pour le desséchement de ces habitations. Il a 6.000 mètres de développement en longueur sur une largeur moyenne de 8 mètres la digue de la rive gauche contient les eaux des savanes et les empêche de pénétrer dans les habitations... (1). »

Les eaux des savanes étaient contenues, mais leur dérivation intégrale ne s'est pas opérée. L'œuvre de desséchement est restée imparfaite, et la culture ne s'est pas emparée du magnifique bassin de vingt lieues carrées que Malouet voulait lui livrer ; cepen-

1. Notice officielle du ministère de la marine, Cf. *Mémoires*, I, appendice, 417.

dant des habitations, des sucreries, des cultures diverses se sont groupées sur les rives de ces canaux inachevés ; la production du sucre, qui est en moyenne de 300 kilogrammes par hectare dans les autres parties de la Guyanne, s'élève dans la plaine du Kaw à un rendement triple.

En 1774, il fut exporté de la Guyane :

1170 quintaux et $\frac{1}{4}$ de coton pour 175.537 liv. 10

3350 — de rocou — 251.550

1159 — de cacao — 57.975

410 — de café — 41.000

1 quintal d'indigo — 1.200

224 quintaux de bois de menuiserie — 1344

1400 pieds de bois de charpente — 980

67 cordes de bois — 1608

L'exportation s'éleva environ à 540.619 liv. et l'importation à 662.319 livres (1).

En 1777, les quantités exportées étaient :

en sucre . . . 539 qx. $\frac{1}{2}$

— coton . . . 1112 $\frac{1}{2}$

— rocou . . . 2857

— cacao . . . 1233

— café . . . 330 1.2

— indigo . . . 18 $\frac{3}{4}$

bois de menuiserie . . . 182

bois de charpente . . . 6637 pieds

1. *Corr. Guy.*, tome 41.

Au total pour l'exportation 561.427 livres et pour l'importation : 823.090 livres (1).

Le sucre, le cacao et les bois de charpente compensent la diminution assez sensible que nous constatons dans la production des autres denrées (2).

Si nous passons à l'année 1784 nous trouvons les chiffres suivants (3) : à l'importation 536.585 livres et à l'exportation 743.201 livres.

En 1785 (4), celle-ci monte à 754.515 livres ; en 1786 (5) elle atteint la somme de 920.433 livres, tandis que l'importation se chiffre par 877.711 livres.

Le développement de la culture suivait, en effet, une progression constante :

En 1782 (6), les habitants de la colonie cultivaient : 1129 carrés de coton, 556 de rocou, 108 de

1. *Corr. Guy.*, tome 44, p. 279.

2. La population ne varia pas sensiblement au début : En 1770, elle comptait 10.030 habitants (1.188 blancs, 8.675 nègres, 167 mulâtres et affranchis) ; en 1776, 9.876 habitants (1.177 blancs, 8.499 esclaves et 4.200 affranchis) ; en 1781, 11.897 habitants dont 1.358 blancs ; en 1788, 13.538 habitants (1.346 blancs, 483 affranchis, 1.279 Indiens et 10.430 esclaves) ; en 1790, 14.520 ; en 1818, 15.000 ; à 16.000 en 1839, 20.940, dont 15.761 esclaves, et aujourd'hui 30.000 habitants.

3. *Corr. Guy.*, t. 56, p. 312. « La sortie est ici plus forte parce qu'il restait encore dans les magasins des denrées qui n'avaient pas été embarquées à cause de la guerre. »

4. *Corr. Guy.*, t. 58, p. 70.

5. *Corr. Guy.*, t. 59, p. 167.

6. *Corr. Guy.*, t. 52, p. 209.

cacao, 85 1/2 de café, 25 d'indigo, ou 1903 carrés.

En 1784 (1), ils cultivaient 917 carrés de coton, 845 de rocou, 105 de cacao, 105 de café, 32 d'indigo, 376 en cannes à sucre et 662 en vivres, ce qui fait au total 3.043 carrés.

En 1786 (2), nous trouvons : 896 carrés de coton, 813 de rocou, 53 d'indigo, 407 de cannes, 889 de vivres ; 109.302 pieds de café, 160.450 de cacao et 121.270 de bananiers.

La Révolution, puis l'occupation portugaise arrêtaient pendant quelque temps cette marche vers la prospérité.

En 1818 (3) 5.223 hectares néanmoins étaient en culture dont 1863 pour le coton, 655 pour le rocou, 567 pour les cannes à sucre, 700 pour les vivres, 171 pour le café, 907 pour les épices, 360 pour le cacao.

L'exportation se montait à 862.801 francs, et l'importation à 1.180.039 francs. La première se décomposait ainsi : coton : 197.996 kilogrammes ; sucre : 57.154 kilogrammes ; tafia : 58.228 litres ; café : 20.131 kilogrammes ; cacao : 9.853 kilogrammes ; épices : 31.048 kilogrammes ; bois de teinture et d'ébénisterie : 18.532 kilogrammes.

1. *Corr. Guy.*, t. 57, p. 258.

2. *Corr. Guy.*, t. 59, p. 317.

3. Coudreau, article Guyane dans la *Grande Encyclopédie*.

En 1839, 12.131 hectares sont mis en culture dont 1.305 pour la canne à sucre, 2.389 pour le coton, 167 pour le cacao, 2.657 pour le rocou, 1.179 pour le girofle, 4.154 pour les vivres.

Ces chiffres s'accroissent encore notablement jusqu'au milieu du siècle dernier. La suppression de la traite et la découverte de mines d'or porta à ce moment un coup terrible à la main-d'œuvre dans la malheureuse colonie qui depuis n'a cessé de languir (1).

En ce qui concerne les ménageries, un règlement intervint le 7 mai 1785 (2), sanctionnant les idées de Malouet sur ce point. Mais l'espèce bovine donna seule quelques résultats.

En 1781, on comptait dans la Guyane 6.243 têtes de gros bétail ; en 1786, 7.448 (plus 254 chevaux, 970 moutons et 3.000 cochons) ; en 1788, 6842 (et 181 chevaux, 842 moutons, et 1342 cochons).

En 1840 on comptait 8.000 bêtes au total.

L'avenir de la Guyane est surtout dans ses terres basses. Malouet l'avait démontré en désignant plus particulièrement les plaines de l'Approuague et de Kaw comme susceptibles d'être transformées. « Cette transformation répondait aux indications mêmes de la nature. »

Aussi les tentatives essayées après Malouet se sont-elles rattachées forcément à ses plans, qui resteront le point de départ obligé de tout ce qui se fera dans l'avenir pour tirer parti des éléments de production

1. 3.334 hectares seulement sont aujourd'hui cultivés.

2. *Corr. Guy*, t. 58, p. 76.

enfouis dans les terres noyées de la Guyane (1).

1. *Mémoires* I, app. 412 et ss.

Cf. Lettre de Victor Hughes, commissaire du Gouvernement à la Guyane française, adressée le 25 floréal an XI au ministre de la marine : « L'ouvrage de M. Malouet sur les colonies m'est tombé entre les mains il y a deux mois. Je connaissais déjà une partie de la correspondance de cet administrateur par l'examen des archives de la Guyane, et je dois dire que je n'ai jamais rien lu de plus vrai, de mieux pensé, de plus digne de l'attention de tous les hommes qui prennent intérêt à la prospérité de cette colonie. Il me paraît d'autant supérieur à plusieurs autres qui ne sont qu'un amas de fables et d'impostures, quoique les auteurs jouissent de quelque consistance.... Les opinions ne sont pas de nature à nous rapprocher, mais l'intérêt de la Guyane me fait désirer que le gouvernement soit bien convaincu que tout ce que M. Malouet a écrit en général sur l'organisation des colonies, et particulièrement sur la Guyane française, est frappé au coin de la sagacité et de la vérité ; qu'il a laissé peu de chose à dire, et qu'on ne doit jamais perdre de vue les observations qu'il a faites, parce que les mêmes hommes existent, les mêmes vices, les mêmes abus se sont enracinés de plus en plus, et que si l'esprit de coterie et de tracasseries dont il a tant eu à se plaindre est en ce moment réduit à l'impuissance de nuire, il n'est cependant pas détruit, et profiterait d'un acte de faiblesse pour se développer avec plus de force que jamais. » Cf. *Mémoires de Malouet*, I, app. 463. Le 18 avril 1840, le gouverneur de la Guyane prit un arrêté qui donnait le nom de Malouet à un port nouvellement construit sur l'Oyapoc : « considérant les services éminents rendus à la Guyane française par le baron Malouet (Victor-Pierre) ordonnateur en 1777 et 1778, considérant la haute estime qui entoure encore dans ce pays, le nom de ce grand administrateur, dont les Cayennais reconnaissants conservent fidèlement le souvenir. »

CHAPITRE III

LA RÉVOLUTION

Sous la Révolution, Malouet, membre du Comité colonial de l'assemblée, eut fréquemment à intervenir dans les discussions de celle-ci. Mais ces idées politiques le rendaient suspect et il fut généralement peu écouté. Néanmoins, dans le débat sur le commerce de l'Inde, s'il ne put faire ajourner la solution de la question malgré les vues ingénieuses qu'il présenta, ce fut lui qui concilia les deux théories en présence, celle qui voulait que les retours de l'Inde se fissent avec Lorient et celle qui demandait l'ouverture de tous les ports. Il proposa de créer deux entrepôts, l'un à Lorient et l'autre à Toulon, ou dans un autre port de la Méditerranée. « De cette façon la fraude pourrait être empêchée, le tarif serait appliqué et l'industrie du Midi aussi bien que le trafic méditerranéen seraient favorisés. »

L'assemblée s'arrêta à cette solution. L'article 4 du projet de décret fut seul voté avec cette nouvelle rédaction : « Les retours ne pourront avoir lieu pro-

visoirement que dans les ports de Lorient et de Toulon. » Les protectionnistes l'emportaient (1).

Exilé, Malouet eut encore l'occasion de s'occuper des affaires de Saint-Domingue, dans les conditions que nous avons vues : « Je ne crois pas, dit-il, qu'ancien républicain, aucun royaliste ait rendu de plus grand service à son pays que celui qui n'en a pas été permis de lui rendre. »

La reconnaissance du roi Louis XVIII l'appela au ministère de la marine en 1814. Il y allait prendre sa revanche.

1. Deschamps. *Les colonies pendant la Révolution*, 118-129. Séance du 15 juillet : *Arch. parlem.*, XVII, 91-19.

CHAPITRE IV

LA RESTAURATION

L'article 8 du traité du 30 mai 1814 portait (1) :
« Sa Majesté britannique stipulant pour elle et ses alliés, s'engage à restituer dans les délais qui seront ci-après fixés, les colonies, pêcheries comptoirs et établissements de tous genres que la France possédait au premier janvier 1792 dans les mers et sur les continents de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie... à l'exception toutefois, des îles de Tabago et de Sainte-Lucie et de l'Ile-de-France et de ses dépendances, nommément Rodrigue et les Seychelles, lesquelles Sa Majesté très chrétienne cède en toute propriété à S. M. B. comme ensuite la partie de Saint-Domingue cédée à la France par la paix de Bâle en toute propriété et souveraineté. » Les articles 9 et 10 visaient en outre expressément la restitution de la Guyane et de la Guadeloupe. Mais

1. De Clercq. *Traité de la France*, II, 410 et 88.

comme la première avait été cédée par l'Angleterre à la Suède (traité du 3 mars 1813) et la seconde, occupée en 1809 par des forces anglo-portugaises, la restitution devait en être stipulée à nouveau dans les traités conclus séparément par la France avec la Suède et le Portugal (1). Les droits de ce dernier furent, à cette occasion, à nouveau réservés sur le territoire de l'Oyapoc à l'Aragouari.

Tous ces territoires devaient être possédés à nouveau dans les limites et les conditions où ils étaient possédés le 1^{er} janvier 1792. C'était une première cause de difficultés, l'état de choses existant à ce moment étant en maintes circonstances malaisés préciser. Des cadres existaient tout préparés pour recevoir ces colonies anciennement occupées. Tous les gouvernements qui s'étaient succédé depuis l'ancien régime avaient abondamment légiféré à leur égard, chacun selon leurs principes particuliers.

1. Nos possessions se trouvaient donc être : aux Indes ; les cinq villes de Pondichéry, Karikal, Yanaon, Chandernagor et Mahé, plus les loges de Balassore, Dacca, Jongdia, Kazimbazar, Patna, Calicut, Surat et Mazulipatam. Dans l'Océan Indien : l'île Bourbon. En Afrique : le Sénégal. En Amérique : la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe et les îles voisines, les Saintes de la Marie-Galante et de la Désirade, la partie septentrionale de Saint-Martin, la partie occidentale de Saint-Domingue, Saint-Pierre et Miquelon.

Mais alors des confusions devaient se produire et des incertitudes. « Telles décisions qui semblaient toutes de principes n'étaient pas rendues exécutoires dans une colonie donnée ; les troubles qui éclatèrent dans plusieurs de nos possessions, la difficulté des communications avec la Métropole qui résulte de la guerre, plus tard, enfin, l'occupation étrangère vinrent compliquer les choses. A la veille de la Révolution, des spécialistes se plaignaient déjà du désordre résultant de dispositions si nombreuses que nul n'en pouvait prétendre dresser le compte exact. A la fin de l'Empire la situation n'était certes pas plus claire : rapports avec la métropole, administration locale, défense, régime commercial, esclavage et traite, impôts, monnaies, poids et mesures, organisation judiciaire, cultes, postes, tout était réglementé et plutôt deux fois qu'une, mais personne, je crois, ne se pouvait reconnaître vraiment dans le fouillis des textes ainsi accumulés, et personne surtout ne pouvait se prononcer en connaissance de cause sur la portée pratique et la valeur réelle de maints d'entre eux qui n'avaient jamais été sérieusement appliqués.

A peine née, avant d'être en mesure de songer à reprendre possession de ses colonies, avant même que le traité de paix ne lui en eût promis la restitution, la Restauration se trouva amenée par la force des choses à ajouter deux dispositions à toutes celles déjà existantes.

Cédant aux instances du gouvernement britannique, le lieutenant-général du royaume rendit une ordonnance modifiant le tarif douanier applicable aux produits coloniaux. Importante en un certain sens, cette mesure n'avait cependant que des applications limitées.

Toute autre était la portée de l'article 73 de la charte constitutionnelle du 4 juin, qui pouvait et devait avoir effectivement des conséquences étendues. Cet article disait : « Les colonies seront régies par des lois et règlements particuliers. » Termes vagues et incertains s'il en fût. Il n'était point dit quand des lois seraient nécessaires. Un ministre entreprenant pourra aisément par de simples décisions trancher les questions les plus importantes, d'autant plus que le gouvernement (1) et le public, à part les grands négociants, les armateurs et les colons de Saint-Domingue réfugiés en France, s'intéressaient peu alors aux questions coloniales.

1. « Ce ministère, composé en majorité d'homme des mérite, n'avait ni communauté d'opinion, ni unité de pensée, ni solidarité de personnes. « Il y a des ministres et pas de ministère » écrivait Wellington à Castlereagh. Le conseil ne s'assemblait pas régulièrement ; c'était en audience privée que le roi donnait sa signature. Chaque ministre, même pour les affaires de son département qui pouvaient engager la politique générale du cabinet, décidait sans consulter ses collègues. » Houssaye, 1815, I, 40.

Louis XVIII avait « de grandes qualités négatives ou expectatives, peu de qualités actives ou efficaces, il savait contenir, arrêter, déjouer, il était hors d'état d'inspirer, de diriger (1). » Il laissa faire Malouet en qui il avait la plus grande confiance.

1. *Le dessein.* — Celui-ci ne s'était pas occupé des colonies depuis fort longtemps ; c'était un « colonial d'ancien régime » (2) et il allait agir dans cet esprit.

Il dut penser tout d'abord aux reprises de possession ; et choisir le personnel chargé d'y procéder. Mais, vu la lenteur des communications, la nécessité s'imposait en même temps de ne faire partir les premiers fonctionnaires que munis d'instructions aussi complètes que possible.

« Dans les premiers actes du ministère de Malouet, les décisions touchant le commerce ou l'organisation administrative marchent donc tout naturellement de pair avec les nominations de personnel et le règlement des procédures de reprises. » (3) Voyons ces objets séparément :

En ce qui concerne les reprises, nous devons dis-

1. Guizot, *Mémoires*, I, 41.

2. Schéfer : *La politique coloniale de la première Restauration. Annales des sciences politiques*, 1901. 306. *La France moderne et le problème colonial*. I., 98.

3. Schéfer, *La politique coloniale de la première Restauration*, *op. cit.*, 309.

tinguer entre l'ensemble des colonies détenues par les Anglais et Saint-Domingue qui était au pouvoir d'un gouvernement insurrectionnel. Dans le premier cas, il suffisait de s'entendre avec l'Angleterre, puis d'envoyer le personnel. Mais, ici, Malouet, « désireux de ménager les sentiments des populations et de rallier à la monarchie légitime ceux que l'on appelait les partisans des idées nouvelles (1) fit porter son choix non seulement sur les royalistes avérés, mais encore sur d'anciens fonctionnaires de l'Empire plus ou moins bonapartistes. Les premières nominations furent signées le 13 juin : ordre était donné en même temps aux ports de préparer les vaisseaux et les troupes nécessaires. Le 13 juillet, Malouet écrivait à Talleyrand et le 17, au duc de La Châtre, ambassadeur à Londres, pour proposer que les fonctionnaires français fussent nantis d'ordres émanant du gouvernement britannique et enjoignant aux autorités locales anglaises d'avoir à opérer les restitutions.

A Saint-Domingue, l'île à sucre par excellence, on se trouvait en présence de l'autorité insurrectionnelle de Christophe et de Péthion. Malouet avait des raisons particulières pour s'en emparer à nouveau ; il se fit peut-être des illusions sur le peu de difficultés de l'entreprise. Bref, à la suite de son rapport du 20 juin, une décision royale du 25 chargeait

1. *Id.*, 310.

MM. Dauxion de Lavaysse, Médina et Davremam « d'une mission à Saint-Domingue où les appelaient leurs affaires personnelles. » Leurs instructions du 27 juin, leur enjoignaient d'entrer en rapports avec les maîtres de l'île et d'étudier leurs dispositions. « Ils ne devaient rien signer, ni prendre aucun engagement définitif ; on leur indiquait cependant sur quel pied les choses pourraient se rétablir dans la colonie, et il était bien entendu que tout ce qui pourrait être fait à cet égard serait concédé par le roi, dont la souveraineté devrait être tout d'abord recon- nue (1). »

Le rapprochement de ces dates indique « l'activité impatiente, la hâte presque fébrile » avec lesquelles le nouveau ministre prenait toutes les dispositions pour ramener aussitôt que possible les colonies sous la souveraineté effective du roi et régler en même temps leur administration future (2).

1. Schéfer, *La politique coloniale de la première Restauration*, *op. cit.*, p. 310.

2. L'article 14 du traité du 30 mai stipulait des délais assez courts pour les reprises de possession ; trois mois pour les établissements situés à l'ouest du cap de Bonne-Espérance, six mois pour les autres. Malouet est aussi poussé par des considérations d'économie : il écrivait à Talleyrand « tout le temps que ces bâtiments armés passent en rade sans remplir leur mission est une dépense perdue et c'est ainsi que celle du budget s'accroît par des causes qui ne dépendent pas du ministre. » (26 juin 1814. *Arch. aff. étrangères*). Cf. Schéfer, *op. cit.*, 312.

Le 27 juillet, il soumettait au roi un rapport où il s'exprimait ainsi : « L'ordre de choses qui existait dans les colonies françaises de l'Amérique en 1789 relativement au service et à l'administration était le résultat d'une longue expérience sur le régime qui convenait à ces établissements (1). » Il proposait en conséquence que les règlements, ordonnances et décisions de l'ancien régime fussent « désormais la règle de conduite des gouverneurs, intendants et autres délégués (1) ». Le roi, approuvant le rapport en ordonna ainsi ; et quelques jours plus tard, un nouvel acte étendait la mesure aux autres colonies (2). « Mesure très grave jusque dans la forme. La charte a séparé les Français de France et les colons en soumettant ces derniers au seul bon plaisir du gouvernement ; or voici que celui-ci creuse davantage encore la séparation. Il affirme bien haut

1. *Archives coloniales*, n° VIII. Rapport au roi du 27 juillet 1814.

2. Une décision du 31 juillet vint en effet s'occuper, sinon de l'ensemble des autres colonies, au moins de Bourbon. Nous n'en avons pas retrouvé le texte ; mais elle est visée expressément dans les instructions remises à Bouvet de Lozier. Nous pensons qu'elle s'étendait également au Sénégal et aux Indes, considérés alors comme colonies accessoires. D'ailleurs, Malouet à la fin de son rapport du 27 juillet précité proposait de revenir pour toutes les colonies à l'état ancien. Cf. Schéfer. *La France moderne et le problème colonial*, I, p. 92.

l'absolutisme de son pouvoir en supprimant, par simple décision royale, vingt-cinq années de lois et de décrets, et il ressuscite d'autre part pour les colons une administration et une législation qui n'ont plus guère d'analogies avec la législation et l'administration métropolitaines (1). »

Cette décision a lieu de nous étonner. Comment Malouet n'a-t-il pas profité de cette occasion unique, où nulle autorité ne contrariait son influence, pour faire prévaloir les idées personnelles qu'il s'était faites sur l'ancienne administration coloniale? Dès 1775, il n'épargnait pas à celle-ci les critiques acerbes et raisonnées qu'il renouvelait encore en 1802, au moins implicitement, dans la publication de ses *Mémoires et Correspondances officielles*. Il n'est « guère vraisemblable, dit très bien M. Schéfer (2), que Malouet, royaliste convaincu sans doute, mais ancien serviteur très correct de Napoléon, instruit des choses et parfaitement judicieux, eût cédé à la tentation mesquine d'effacer simplement les traces de vingt-cinq années d'histoire, et la décision qu'il fit prendre se doit expliquer autrement. L'organisation consulaire n'était pas parfaite...; incomplète et mal équilibrée malgré sa rigoureuse logique, elle

1. Ch. Schéfer. *La France moderne et le problème colonial*, I, 93, 94.

2. *Id.*, *ibid.*, I, 95-96.

n'avait pas eu le temps de faire ses preuves et là même où elle s'était trouvée quelque temps appliquée, tout le monde n'en avait pas été parfaitement satisfait : dans un volumineux rapport qu'il venait d'adresser au Ministère, un ancien fonctionnaire colonial avait fortement insisté pour qu'on y renoncât en invoquant des arguments qui semblent avoir frappé le Ministre. Le système de l'ancien régime avait aussi des défauts, certes, mais tous bien connus : une longue expérience avait permis d'apprécier ses ressources et de connaître à fond son maniement. Ce système enfin, ne pouvait passer pour définitivement suranné, puisqu'en même temps qu'il introduisait des innovations capitales, Napoléon s'était efforcé d'en ressusciter le principal. Malouet faisait simplement un pas de plus. » Il n'aimait point d'ailleurs, les grandes innovations. « Les anciennes institutions, disait-il autrefois, ont une part de raison et de vérité qu'il serait téméraire de négliger (1). » Les excès de la Révolution l'avaient « dégoûté des nouveautés. Sans parler « de l'affection habituelle aux vieillards pour les souvenirs de leur jeunesse », nous pensons que Malouet, pour tous ces motifs, préféra revenir à l'ancien état de choses qu'il connaissait bien, quitte ensuite à le réformer progres-

1. *Coll. de Mémoires*, V, 83.

sivement, lorsque la situation nouvelle bien constatée des colonies l'exigerait.

Le Code civil cependant fut déclaré maintenu dans les colonies où il avait été promulgué : Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion (1).

Dans l'ordre économique le pacte colonial conserve son empire. Cependant Malouet donne ici la préférence à la législation napoléonienne. A la fin de l'ancien régime, les produits des colonies étaient frappés à leur sortie des îles et à leur entrée dans la métropole de taxes douanières assez lourdes que le décret de 1810 finit par supprimer. Or Malouet écrit le 19 juillet 1814 au ministre des finances : « Je considère comme très vicieuse toute perception de droits dans les colonies sur les importations qui s'y font par la métropole et sur les exportations pour cette métropole. » Et le 9 août au Directeur général du commerce : « Je rejette l'assertion que les colonies doivent suffire à leurs dépenses, par des impositions portant directement sur elles, et je maintiens que ce n'est pas ainsi qu'elles peuvent enrichir le fisc. »

1. « Le fait résulte d'instructions données aux agents et où l'exception se trouve formellement indiquée. Elles sont un peu postérieures à la mort de Malouet, mais très conformes dans leur ensemble à ses intentions, et l'on doit admettre qu'elles les reflètent aussi sur ce point spécial. » Schéfer : *La politique coloniale de la première Restauration. Annales des sciences politiques*, 1901, 313-314.

Mais la situation financière de la France étant alors des plus embarrassées, il doit « se résigner à des compromis et propose des mesures qu'il estime fâcheuses, mais nécessaires ; notamment l'autorisation aux administrateurs coloniaux de percevoir le droit dit « du domaine d'occident » qui, sous l'ancien Régime, se percevait à l'entrée en France (1) » Il semble même avoir voulu admettre l'établissement aux colonies de taxes sur les produits importés. Mais ce n'étaient que des projets et comme cette matière se rattachait au système douanier général, on en arriva à instituer un comité chargé d'étudier les mesures à prendre. Malouet n'innove cependant pas, au fond, sur l'ancien régime. Celui-ci taxait les colonies, contraint et forcé. Choiseul déplorait la nécessité qui le contraignait à ces mesures si préjudiciables aux intérêts coloniaux. Il en était ainsi des droits de douane qui n'étaient considérés que comme ressources fiscales (2).

On ne se préoccupe encore sous la Restauration que des colonies de plantation. Leur ancienne prospérité, les réclamations des colons retiennent l'attention de leur côté. Et on ne songe pas à abandonner

1 Ch. Schéfer. La politique coloniale de la première Restauration, *op. cit.*, 314. — Rapport du 25 août.

2. Schéfer. *La France moderne et le problème colonial*. I. 98.

les anciens procédés de mise en valeur. Le décret de 1802 avait rétabli l'esclavage. Il était bien dans les idées de Malouet de ne pas revenir dessus. Mais l'Angleterre par un article additionnel au traité de paix, avait obtenu de Louis XVIII la promesse de supprimer la traite dans un délai de cinq années. Or la traite était indispensable pour assurer le recrutement des esclaves. Il s'agissait alors dans les délais fixés d'en importer rapidement le plus grand nombre possible. Le 22 juillet, Malouet écrivit au directeur des contributions indirectes pour lui demander s'il paierait désormais des primes aux vaisseaux négriers.

Ainsi donc les diverses décisions que nous lui voyons prendre, procèdent bien d'un dessein unique arrêté, d'un plan complet qui permet de dire que la Restauration a eu une véritable politique coloniale. Il y a, cependant, un germe de conflit dans la divergence d'attitude à l'égard de l'Angleterre, entre le gouvernement de Louis XVIII et le ministre de la marine. Malouet reste donc lui-même en 1814 comme dans toute sa carrière et nous n'estimons point paradoxal de dire, que lorsque maître d'appliquer aux colonies telles règles qui lui semblent bonnes, il prend le parti de les régir par toute la législation de l'ancien régime, il demeure fidèle à sa maxime : « Les colonies ne peuvent être gouvernées par la métropole, car elles n'ont ni les mêmes fins ni les mêmes moyens. » Il en est ainsi quant à la mise en

valeur, quant à la politique commerciale, quant à la politique étrangère.

Ayant exposé le dessein de cette politique, examinons dans quelle mesure il a été réalisé.

2. — *L'exécution.* — Disons d'abord que son « auteur responsable et unique » disparut bientôt (1). Malade dès son arrivée au ministère, Malouet mourut le 8 septembre 1814. Dès le 26 août, le directeur des postes, Ferrand rapportait à sa place les affaires de la marine dont il conserva l'intérim jusqu'au 2 décembre. Beugnot fut alors nommé ministre titulaire. Nous n'avons pas à discuter ici les mérites et l'intelligence de Beugnot ni de Ferrand ; remarquons toutefois « qu'ils ne possédaient ni l'un ni l'autre les connaissances spéciales de Malouet. Rien ne les avait préparés à présider aux destinées de nos colonies et peut-être se rendaient-ils compte eux-mêmes de leur peu de compétence. Il semble permis de supposer qu'ils se bornèrent à laisser les bureaux continuer à leur guise l'œuvre commencée, et il demeure certain, en tout cas, qu'ils n'essayèrent point de faire prévaloir des idées personnelles, opposées à celles de leur prédécesseur (2). »

En ce qui concerne les reprises de possession, celle

1. Schéfer. La politique coloniale de la Restauration : l'exécution. *Annales des sciences politiques*, 1902, 344 et s.

2. Schéfer, *op. cit.*, *ibid*, 1902. 345.

de Saint-Domingue présenta des difficultés particulières. N'ayant pas une entière confiance en la mission envoyée auprès de Pethion et de Christophe, Malouet s'était déjà préoccupé des moyens coercitifs à employer. Un article additionnel secret ajouté au traité de paix entre la France et l'Angleterre portait : « Dans le cas où Sa Majesté très chrétienne jugerait convenable d'employer quelque voie que ce soit, même celle des armes, pour récupérer Saint-Domingue et ramener sous son obéissance la population de cette colonie. Sa Majesté britannique s'engage à ne point y mettre ou permettre qu'il y soit mis, par aucun de ses sujets, directement ou indirectement obstacle, Sa Majesté britannique réserve cependant à ses sujets le droit de faire le commerce dans les ports de l'île de Saint-Domingue qui ne seraient ni attaqués ni occupés par les autorités françaises. » La clairvoyance de Talleyrand avait été surprise. Malouet lui fit observer que si l'on voulait recourir à la force, un des premiers moyens à employer serait évidemment le blocus de l'île : « or quelle efficacité aurait un blocus si les Anglais conservaient le droit de commencer (1). » Des explications furent demandées à Londres où l'on fut fort embarrassé.

Cependant, la mission déléguée par Malouet débarquait à la fin d'août.

1. Schéfer, *op. cit.*, 1902, 345.

Le 6 septembre, Dauxion de Lavaysse écrivait à Péthion (1) pour l'engager à reconnaître l'autorité de Louis XVIII. Des pourparlers s'engagèrent et durent laisser prévoir une heureuse issue, car, peu après, le roi nommait Dauxion maréchal de camp et affectait aux frais de son expédition une somme de 200.000 fr. Cependant, Médina négociait avec Christophe. Celui-ci découvrant que le négociateur était né dans l'île et y avait même servi, le fit arrêter et exécuter. Les instructions de Malouet tombèrent entre ses mains. L'organisation nouvelle de l'île y était exposée et si elle ne prévoyait pas un retour complet à l'ordre de choses existant avant 1789, elle maintenait cependant les noirs, même libres, dans une situation très inférieure. Christophe les fit publier et souleva violemment l'opinion des nègres contre la France. Péthion, de son côté, convoquait (21 novembre 1814) les principales autorités de son gouvernement qui décidèrent unanimement de rejeter les propositions françaises. Il offrit de conclure un accord reconnaissant le principe d'une indemnité à payer aux colons dépossédés. Les instructions de Dauxion ne le prévoyaient point; celui-ci repartit pour la France, ayant échoué dans sa mission. Le gouvernement de Louis XVIII allait se laisser entraîner par les colons à une expédition militaire quand survint le retour de Napoléon.

1. Charles Malo, *Histoire d'Haïti*, ch. XIII.

Pour les colonies détenues par les Anglais, Malouet avait obtenu que ses agents fussent munis d'ordres de remise délivrés par les autorités britanniques. Nos colonies allaient être à nouveau régies par le pacte colonial, réservées au commerce français. « Pour éviter de léser trop brusquement des situations établies, ou pour procurer à ses ressortissants quelques bénéfices supplémentaires, l'Angleterre demanda qu'un nouveau délai fût concédé durant lequel ses bâtiments continueraient à être admis dans nos ports coloniaux ; en échange, elle offrait d'accueillir des bâtiments français antérieurement à la remise (1). » Talleyrand allait céder, lorsque Malouet protesta énergiquement, ayant pris ses précautions « pour qu'aucune expédition de commerce ne partît avant les expéditions officielles ; il lui semblait, d'autre part, que nul droit acquis ne risquait d'être lésé, puisque les expéditions anglaises déjà en cours de route auraient tout le temps d'arriver. » Talleyrand écrivit en ce sens le 12 septembre à Wellington qui n'insista pas.

Les choses n'allaient point cependant toutes seules. Des lenteurs imprévues se produisaient dans les ports et dans les bureaux de la marine ; on sentait peut-être l'absence d'un chef énergique. Puis l'on s'aper-

1. Schéfer. La politique coloniale de la première Restauration, *op. cit.*, *ibid.*, 1902, 348.

cut qu'il n'y avait point d'ordres de remise pour la Guyane. Or l'expédition rapidement organisée à Rochefort était prête dès le 5 septembre. L'Angleterre déclara que cette colonie « ne la regardait point. Elle avait sans doute participé à sa conquête, mais pour la remettre ensuite au Portugal à qui il convenait par conséquent que la France s'adressât (1). » Le ministère français eut beau s'indigner, le traité de 1814 n'ayant pas été ratifié par le Portugal, il fallut négocier avec la cour de ce pays qui était alors installée au Brésil. En attendant, l'expédition fut désarmée.

En même temps, une négociation dut s'ouvrir au sujet de l'Inde. Nos établissements dans ce pays devaient se trouver replacés dans la situation où ils étaient avant 1792, sous l'empire de la convention du 31 août 1787 qui avait réglé notamment le commerce de l'opium, du sel et du salpêtre. Par l'article 2, les Français étaient autorisés à importer au Bengale une certaine quantité de sel moyennant un prix convenu ; par l'article 3, la compagnie des Indes livrait à l'agent français au Bengale une quantité

1. Schéfer. Politique coloniale de la première Restauration, *op. cit.*, 1902, 350.

Archives min. des colonies. Bureau d'administration. Ferrand à Talleyrand, 7 septembre, à Jaucourt, 12 et 21 octobre, 6 novembre. Rapport et décision royale du 20 octobre.

donnée de salpêtre et d'opium. Le commerce de cette dernière denrée constituait une des principales ressources de Chandernagor. Malouet chargea notre ambassadeur à Londres d'appeler l'attention du gouvernement anglais sur l'exécution de la convention de 1787. Le cabinet britannique, arguant de nouveaux règlements commerciaux, répondit par une fin de non-recevoir. Une négociation en règle s'imposa pour laquelle un fonctionnaire des colonies, M. Desbassyns de Richemont fut adjoint à notre ambassadeur. Elle se termina par la reconnaissance des droits de la France dans la convention du 7 mars 1815.

En résumé, deux expéditions seulement purent mettre à la voile en 1814 ; celle des Antilles et celle de Bourbon. La remise de ces colonies se fit sans trop de difficultés sauf pour les premières. En général nos agents eurent des rapports courtois avec les Anglais. Mais Napoléon était rentré en France et la lutte allait recommencer avec l'Angleterre.

En ce qui concerne la décision de principe prise par Malouet sur l'Administration des colonies, nulle autre décision ne vint la contrarier. A Bourbon et aux Antilles, les gouverneurs suivirent à la lettre leurs instructions (1). Dans la métropole, nous ne

1. Par l'ordonnance du 12 décembre 1814, le comte de Vaugirard, commandant pour le roi aux Antilles et Dubuc

trouvons que des dispositions d'ordre militaire (1), qui n'eurent d'ailleurs aucun effet durable. Les autres mesures administratives qu'on peut relever dans la même période n'offrent qu'un médiocre intérêt. Ce fait est « une conséquence naturelle du maintien du principe posé par Malouet. Ce principe paraît à tout, au moins provisoirement. Avant de savoir s'il y aurait lieu ou non de l'atténuer, de quelle façon et dans quelle mesure, il fallait évidemment attendre les premiers résultats de son application (2). »

Il n'en fut pas de même en matière de commerce. L'ordonnance du 23 avril 1814 avait établi des droits modérés sur les produits coloniaux sans distinction d'origine. Les colonies redevenues françaises allant reprendre leurs expéditions, ce régime devait être modifié. Malouet demandait l'entrée en franchise dans la métropole des produits coloniaux français, mais par contre la taxation, assez lourde probablement, des produits coloniaux étrangers. La question ne fut pas tranchée de son vivant ; mais le gouver-

intendant, restituèrent à la Cour d'appel et aux divers tribunaux de première instance les anciens noms de conseil supérieur, de sénéchaussées et d'amirautés (*cf. Bulletin des lois*).

1. Ordonnances du 8 août, du 28 septembre, du 16 décembre 1814. (*cf. Bulletin des lois*).

2. Schéfer. La politique coloniale de la première Restauration *op. cit.*, *Ibid*) 1902, 354.

nement admit dans la suite (projet de loi sur les douanes du 24 septembre) le maintien de l'ordonnance du 23 avril quant aux premiers et une majoration assez sensible quant aux seconds. Les Chambres modifièrent ce projet dans un sens protectionniste plus marqué, par la loi du 17 décembre 1814. Ces taxes n'étaient sans doute que des expédients fiscaux. Mais on était loin de la « franchise rêvée par Malouet ». Ces expédients ne « pouvaient manquer, d'autre part, d'avoir des conséquences. Il serait téméraire d'affirmer qu'ils ne gênèrent en rien le commerce colonial et, notamment qu'en élevant les cours du sucre, ils ne favorisèrent pas le développement de l'industrie sucrière dans la métropole(1). »

En ce qui touche la mise en valeur des colonies le gouvernement de Louis XVIII fut également amené à prendre des mesures importantes. L'Angleterre ne pouvant se contenter d'avoir obtenu de nous la promesse d'abolir la traite dans un délai de cinq ans, insistait pour une abolition immédiate, Talleyrand répondit que le roi « apporterait tous ses soins à décourager les tentatives que quelques-uns de ses sujets pourraient vouloir faire pour renouveler la traite sur la côte occidentale d'Afrique. » Il

1. Schéfer, La politique coloniale de la première Restauration, *op.*, *cit. ibid.*, 1902, 306.

2. Schéfer, *Ibid.*, 358.

alla jusqu'à proposer, sans doute pour décourager plus facilement ses compatriotes, d'accorder un droit de police aux commandants des croiseurs anglais, en fait de leur reconnaître un droit de visite. Ferrand lui écrivit le 30 septembre cette réponse que Malouet eût pleinement approuvé (1) : Chargé de défendre les intérêts des colonies, il ne pouvait oublier que ces intérêts « exigent d'autant plus impérieusement la plus grande extension et la plus grande activité de la traite, que ce commerce ne doit durer que cinq ans ». Si ces cinq années ne sont pas mises à profit, « la décadence sera rapide ». Quant au droit de police, des étrangers ne sauraient exercer un pareil droit sur nos bâtiments et il arriverait à supprimer complètement la traite.

L'Angleterre proposa encore vainement la cession d'une somme d'argent ou de l'île de la Trinité contre l'abolition totale de la traite. Louis XVIII refusa mais admit le principe de restrictions et de mesures devant amener une abolition graduelle. C'est ainsi que la négociation se poursuivit longue et difficile entre le gouvernement anglais et le ministère français de la marine qui disputait le terrain pied à pied.

La politique de Malouet continua donc de vivre

1. *Arch. minist. des colonies*. Correp. Bureau d'administration.

longtemps encore ; elle fut particulièrement durable en ce qui concerne l'administration de nos colonies qui se ressentent encore aujourd'hui de la décision de principe prise en 1814. Nous avons vu dans quelles circonstances, tout à fait particulières, Malouet fut appelé à s'y arrêter. Son importance s'accroît si l'on considère que l'état de la France et sa situation diplomatique lui enjoignaient alors de chercher dans le développement de ses possessions lointaines des sources de richesses et l'emploi de son activité. Les questions économiques prenaient le pas sur les « ambitions des princes et les querelles de magnificence », les progrès de la mécanique appelaient le développement de l'industrie et le nombre croissant des nations industrielles commençait à provoquer l'âpreté de la concurrence (1).

Nous nous rendons compte de l'importance du problème colonial dès cette époque, grâce à un recul de trois quarts de siècle, Malouet en avait déjà conscience et rêvait pour son pays d'une politique d'expansion active et énergique. « C'est un but, disait-il, à son souverain, vers lequel nous diriger avec une attention et une persévérance infatigables ; c'est, si j'ose le dire à Votre Majesté, le plus essentiel, celui

1. Schéfer, La politique coloniale de la première Restauration. *Annales des sciences politiques*, 1901, 318-319.

auquel il faut arriver parce que l'indépendance maritime est le seul genre d'indépendance qui puisse nous être contesté avec avantage par une nation rivale ; parce qu'enfin Sire, c'est de cette indépendance que dépend la prospérité, l'existence politique de votre royaume, la gloire, la dignité même de votre trône. Les obstacles sont grands, mais la situation géographique de notre belle France en nous prouvant qu'ils peuvent être surmontés nous impose l'obligation de les vaincre (1). »

1. *Archives coloniales*. Lois, ordonnances et décisions, n°3.
Rapport au roi du 21 juillet 1814.

Vu : le Président de la thèse,

PAUL LESEUR

Vu : le Doyen,

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-recteur de l'Académie,

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION. — Aperçu historique de la question colo- niale en France	11

TITRE I

Malouet.

CHAPITRE I. — Sa vie	27
1. — L'ancien régime	27
2. — La Révolution.	41
3. — L'Empire	56
4. — La Restauration	58
CHAPITRE II. — Son caractère : L'homme, le politique, l'orateur, l'écrivain, l'administrateur	60

TITRE II

Les idées de Malouet sur les colonies.

CHAPITRE I. — Objet des colonies. — Le commerce avec la métropole et avec les puissances étrangères. — Évolution de ces idées. — La méthode de Malouet	65
---	----

CHAPITRE II. — Principes du gouvernement des colonies; nécessité du retour à un principe conservateur du régime colonial.	87
CHAPITRE III. — De la défense des colonies ou de la nécessité d'un principe conservateur extérieur du régime colonial	106
CHAPITRE IV. — Vues sur l'administration des colonies.	119
<i>Section I.</i> — Le pouvoir législatif.	119
<i>Section II.</i> — Le pouvoir exécutif	120
1. — L'autorité d'administration	121
2. — Les tribunaux	129
3. — La police	136
4. — Les finances	146
5. — Du régime spirituel	156
CHAPITRE V. — Vues de Malouet sur l'exploitation des colonies	162
1. — Du régime administratif.	162
2. — La population.	164
3. — Le régime des concessions	170
4. — La main-d'œuvre.	176
5. — Le crédit	177
6. — La culture	180

TITRE III

L'œuvre de Malouet.

CHAPITRE I. — Saint-Domingue et le Comité de législation	185
CHAPITRE II. — La Guyane	197
1. — Le dessein	197
2. — L'exécution.	214
a. — De l'action de Malouet sur l'administration	214

b. — De l'action de Malouet dans la mise en valeur	222
α. — De son arrivée dans la colonie à la deuxième séance de l'assemblée (oct. 1776, mai 1777)	222
β. — De la deuxième séance de l'assemblée à son départ de la colonie (mai 1777, oct. 1778)	242
γ. — La Guyane après le départ de Malouet.	/
CHAPITRE III. — La Révolution	276
CHAPITRE IV. — La Restauration	278
1. — Le dessein	282
2. — L'exécution.	291
CONCLUSION	300

